

Atlas historique de l'Afrique

**François-Xavier Fauvelle
Isabelle Surun**

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Atlas historique de l'Afrique

De la préhistoire à nos jours

Sous la direction de
François-Xavier Fauvelle
et Isabelle Surun



autrement

Auteurs

François-Xavier Fauvelle est professeur au Collège de France et spécialiste de l'histoire de l'Afrique ancienne, qu'il aborde en historien et archéologue. Parmi de nombreux travaux, il est notamment l'auteur du *Rhinocéros d'or. Histoires du Moyen Âge africain* (Alma, 2013, Gallimard « folio », 2015), ouvrage qui a reçu le Grand Prix des Rendez-vous de l'histoire de Blois en 2013 et traduit en plusieurs langues, le coauteur de *Vols de vaches à Christol Cave. Histoire critique d'une image rupestre d'Afrique du Sud* (Publications de la Sorbonne, 2009, avec J.-L. Le Quellec et F. Bon) et le coordinateur de *L'Afrique ancienne, de l'Acacus au Zimbabwe. 20000 ans avant notre ère – XVIII^e siècle* (Belin, 2018).

Isabelle Surun est professeur en histoire contemporaine à l'université de Lille et spécialiste de l'histoire comparée des colonisations en Afrique. Elle est corédactrice en chef d'*Outre-Mers, Revue d'histoire*. Elle a récemment publié *Dévoiler l'Afrique ? Lieux et pratiques de l'exploration (Afrique occidentale, 1780-1880)* (Éditions de la Sorbonne, 2018) et a dirigé *Les sociétés coloniales à l'âge des Empires, 1850-1960* (Atlande, 2012).

Cartographe

Guillaume Balavoine : Historien et cartographe, il collabore au quotidien *Le Figaro* et crée les cartes de nombreux ouvrages scolaires. Il a réalisé la cartographie de nombre d'ouvrages de la collection Atlas.

Maquette : Twapimoa

Coordination éditoriale : Anne Lacambre

Lecture-correction : Carol Rouchès

Copyrights :

Ici : © Jean-Loïc Le Quellec ; ici : © Janice Bell ; ici : © CyArk ;

ici : © Digital Library, Library Company of Philadelphia ; ici :

Photographer: unknown, Source: Mission and Diakonia Archives,

VID Specialized University, Reference: VID-MDA-

A-1045-20190626-2-001 ; album from Thomas Jørgensen

(1874-1957) ; ici : René Caillié, *Voyage à Temboctou et à Jenné, dans l'Afrique centrale*, Paris, Impr. royale, 1830, collection particulière.

ISBN : 978-2-7467-5396-9

© 2019, Éditions Autrement

87, quai Panhard et Levassor, 75647 Paris Cedex 13

www.autrement.com

Dépôt légal : octobre 2019

Tous droits réservés. Aucun élément de cet ouvrage ne peut être reproduit, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse de l'éditeur et du propriétaire, les Éditions Autrement.

Atlas historique de l'Afrique

Sous la direction de
François-Xavier Fauvelle et Isabelle Surun

Cartographie de Guillaume Balavoine



Atlas historique de l'Afrique

Introduction

La diversité de l'Afrique au prisme de la carte

L'Afrique ancienne

Les multiples berceaux de l'humanité

Une préhistoire d'innovations économiques et culturelles

L'art rupestre

Une Afrique ouverte sur la Méditerranée

L'Afrique connectée au monde islamique (VII^e-XII^e siècle)

La Nubie : des royaumes chrétiens à l'islamisation (V^e-XVI^e siècle)

L'Afrique, partenaire économique du monde islamique (XIII^e-XV^e siècle)

L'Éthiopie médiévale : de la symbiose économique à la guerre

La civilisation swahilie (VIII^e-XV^e siècle)

L'Afrique à l'ère moderne

L'âge des recompositions politiques

Les sultanats du Songhay et du Borno (XVI^e-XVII^e siècle)

Royaumes du Dahomey et de l'Ashanti (XVII^e-XIX^e siècle)

Elmina, du comptoir portugais à la ville africaine (XV^e-XIX^e siècle)

L'Éthiopie, entre Gondar et Harar (XVI^e-XVIII^e siècle)

Le royaume du Kongo (XV^e-XVIII^e siècle)

Les traites négrières coloniales (XV^e-XIX^e siècle)

L'Afrique souveraine au XIX^e siècle

La traite atlantique abolie

Les reconversions économiques africaines

Le royaume du Buganda

Le royaume de Madagascar

Le califat de Sokoto

L'Afrique explorée

L'Afrique sous domination coloniale

De l'empire informel au partage du continent

Les colonies de peuplement

Le tournant de la Première Guerre mondiale

Missions chrétiennes en Afrique sous domination coloniale

Les villes coloniales

Révoltes anticoloniales et émergence des nationalismes

Empire colonial tardif et décolonisations

Des années 1960 à aujourd'hui

Les politiques sanitaires en Afrique

Espaces contrastés du développement

L'Afrique et la guerre froide

États et régimes politiques

L'apartheid en Afrique australe

Conflits et résolution des conflits en Afrique centrale et orientale

Migrations internes et externes en Afrique

Conclusion

Connexions, continuités, ouvertures

Annexes

Bibliographie

Les auteurs

INTRODUCTION

La diversité de l'Afrique au prisme de la carte

Cliché pour cliché, ce n'est pas tant le *trop peu* d'histoire qui caractérise notre connaissance du passé de l'Afrique qu'une foisonnante diversité : diversité des foyers d'hominisation aux temps les plus reculés de la Préhistoire ; diversité culturelle illustrée par les quelque 2 400 langues parlées sur le continent ; diversité économique et politique telle que la représentent les documents écrits ou ceux issus de l'archéologie ; diversité des formes d'interaction entre mondes africains et mondes extérieurs ; diversité des modalités de souveraineté des puissances politiques africaines jusqu'au ^{xix}^e siècle inclus ; diversité des formes d'emprise coloniale et des formes d'autonomie conservées par les sociétés africaines colonisées ; diversité enfin des trajectoires politiques empruntées depuis les indépendances. Cette diversité est le fruit de l'histoire. Dès lors, si les « blancs » de la carte, espaces réputés encore inconnus (du monde extérieur), ne font plus partie d'un imaginaire européen empreint de désir de « découvertes » et d'appétits d'appropriation, il n'en reste pas moins que la représentation cartographique de l'histoire de l'Afrique ne se pratique qu'en relevant un certain nombre de défis. Relevons-en quelques-uns au seuil de cet atlas.

Un premier défi est celui de l'hétérogénéité du *grain* documentaire selon les régions et les périodes. Bien souvent, la rareté ou l'absence d'information, la moindre densité de sites archéologiques, notre incapacité à faire apparaître des formations politiques dans certaines régions de la carte, soulignent l'investissement très inégal dans la recherche historique selon les pays. Dans certains cas c'est la topographie de la documentation qui est accidentée : la carte des arts rupestres du Sahara n'est autre que la représentation fidèle des massifs disponibles à la gravure et à la peinture. La relative abondance de sources pour une région engendre elle aussi de très fortes disparités graphiques : la participation des sociétés nord- et nord-est africaines de l'Antiquité aux dynamiques méditerranéennes, celle des sociétés de

l'arc sahélo-swahili du Moyen Âge aux échanges avec le monde islamique, celle des régions littorales du continent à l'ère moderne à la mise en place de l'économie atlantique, sont massivement éclairées par la documentation écrite. Ces « coups de projecteurs » pourraient créer l'illusion que l'histoire ne se déroule que dans ces régions, à ces époques, et sous l'impulsion des acteurs extérieurs auxquels sont dues, justement, les principales sources. Il faut bien évidemment corriger cette illusion, et surtout comprendre que d'autres histoires se jouent dans la pénombre documentaire.

Un second défi résulte de la diversité sociale notée plus haut ; or la diversité est souvent l'ennemie de la carte. Les cartes de distribution des langues parlées donnent une idée de la juxtaposition des langues principales, mais occultent le plurilinguisme pratiqué en chaque lieu. Pareillement, les cartes de délimitation des formations politiques antérieures au ^{xx}e siècle ne montrent rien de l'interpénétration des groupes sociaux et des types d'économie. Un roi du Mâli, au Moyen Âge, est le souverain légitime d'un peuple, non d'un territoire, lequel est traversé par d'autres segments sociaux qui lui rendent tribut et hommage. Dès lors, la « frontière » de ce royaume ne peut être une ligne précisément fixée par chartes ou traités ; elle est une projection sur le papier d'une réalité mouvante et multiple. Il faudrait, pour en rendre compte, épaissir et flouter le trait, le faire onduler. Bien souvent aussi, des sociétés africaines ont fait les choix sociaux leur permettant d'appartenir à deux domaines. Ainsi la société swahilie médiévale relève-t-elle à la fois de la culture bantoue et du monde islamique, le Dahomey et l'Ashanti à la fois des cultures ouest-africaines et du monde atlantique qu'elles contribuent à façonner. Choisir pour elles, d'un trait sur la carte délimitant fixement leur appartenance, serait une façon de réduire leur agencéité historique qui réside justement dans de telles formes de mixité et de médiation.

Troisième défi : celui de résister à l'essentialisation dont pâtit bien souvent encore la représentation des sociétés africaines. Celles-ci ne sont, pas plus que les autres sociétés du monde, des entités « ethniques » figées, traversant l'histoire avec leurs langues, leurs parures, leurs croyances inchangées, comme une certaine esthétique coloniale invite encore à le croire. Sujettes aux transformations historiques de longue durée, elles ne sont pas non plus impassibles face aux pouvoirs étrangers.

Devant une telle diversité, et pour relever de tels défis, cet atlas ne pouvait prétendre à l'exhaustivité. Il joue sur les échelles en alternant des présentations panoramiques des grandes dynamiques politiques ou

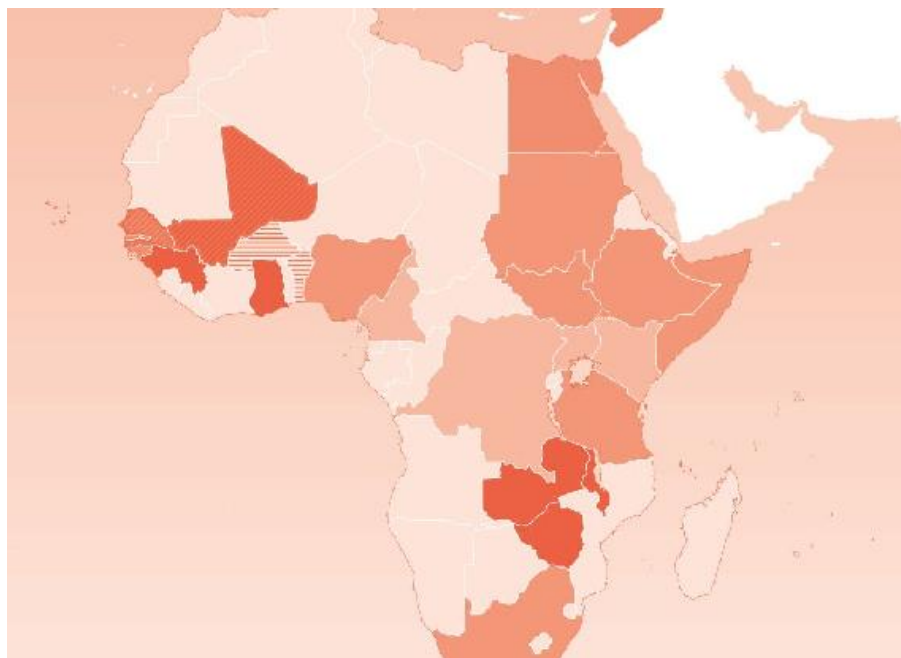
économiques qui traversent et structurent le continent aux différentes périodes, et des exemples précis qui permettent de resserrer la focale sur un espace régional, un empire ou un royaume, parfois une ville.

NOTE

Dans cet ouvrage, les noms de peuples, de langues, de dynasties sont francisés lorsqu'ils sont suffisamment entrés dans l'usage commun (Peul, Swahili, Mamelouk...), et accordés en genre et en nombre (des langues peules, des cités swahilies...). Dans les autres cas (Haoussa, Ashanti, Mossi, San...), nous privilégions l'usage académique qui est de les conserver invariables.

La graphie des noms de lieux, de régions et de formations politiques suit l'usage actuel lorsque ces noms existent encore (Sijilmasa, le Messak...). Dans les cas d'usages rares, ou bien provenant de sources anciennes, ou bien encore pour éviter des confusions onomastiques (par exemple entre le Mâli médiéval et le Mali actuel), on a recouru à l'usage académique le plus commode. Les signes diacritiques savants ont été évités autant que possible.

Avec un i minuscule, «islam» désigne la religion musulmane, mais on écrit «Islam» avec une majuscule pour désigner l'aire géographique et culturelle (majoritairement musulmane ou non) soumise à des pouvoirs musulmans.



L'Afrique ancienne

On aime à dire que l'Afrique fut un berceau. Il serait plus juste de dire qu'elle le fut plusieurs fois au cours de la longue préhistoire de l'espèce humaine. Et plus juste encore d'observer qu'une histoire créatrice ne cessa jamais de se déployer en Afrique même après la sortie des berceaux, tant il est vrai que la diversité culturelle paraît y régner : des écoles d'art rupestre qui ont orné les parois rocheuses du continent aux systèmes d'écriture qui y ont été adoptés et adaptés, des types d'économie (de la chasse et la cueillette au commerce à longue distance) aux formes du pouvoir, des langues aux techniques métallurgiques, la diversité s'observe à l'échelle continentale aussi bien qu'en rapprochant la focale de telle région ou de telle formation politique. On ne s'étonne plus, dès lors, de

voir maintes sociétés du continent, des rives africaines de la Méditerranée à celles de l'océan Indien, du Sahel à la Corne, converser avec des mondes extérieurs. Ni de voir cohabiter, au Moyen Âge, religions locales, christianisme et islam.

Les multiples berceaux de l'humanité

Ce n'est qu'après 1924 et la découverte de fossiles d'hominidés en Afrique du Sud que la place du continent africain dans l'origine de l'homme commence à être envisagée. Un siècle de recherches a permis d'esquisser une longue et complexe histoire évolutive dont on sait désormais que la majeure partie s'est déroulée sur ce continent. Elle est ponctuée de nombreuses innovations techniques, qui ne sont pour certaines connues que plus tardivement dans d'autres régions du monde.

La longue histoire évolutive de l'homme

La famille des hominidés (ou la sous-tribu des hominines pour certains) regroupe toutes les espèces humaines connues, actuelles et fossiles. Au sein de l'ordre des primates, la lignée des hominidés est dissociée de celle des autres grands singes (dont sont issus gorilles et chimpanzés) depuis environ 6 à 10 millions d'années (Ma). Les hominidés ont notamment en commun la station bipède et des caractères cranio-dentaires.

La chronologie des espèces connues présentée ici est malheureusement tributaire de la résolution des âges disponibles (c'est-à-dire de la fréquence des éléments datables dans l'environnement géologique) et n'est pas représentative de l'importance du corpus. Nous connaissons par exemple le genre *Sahelanthropus* par une poignée de restes crâniens et *Australopithecus afarensis* par les restes de plusieurs dizaines d'individus.

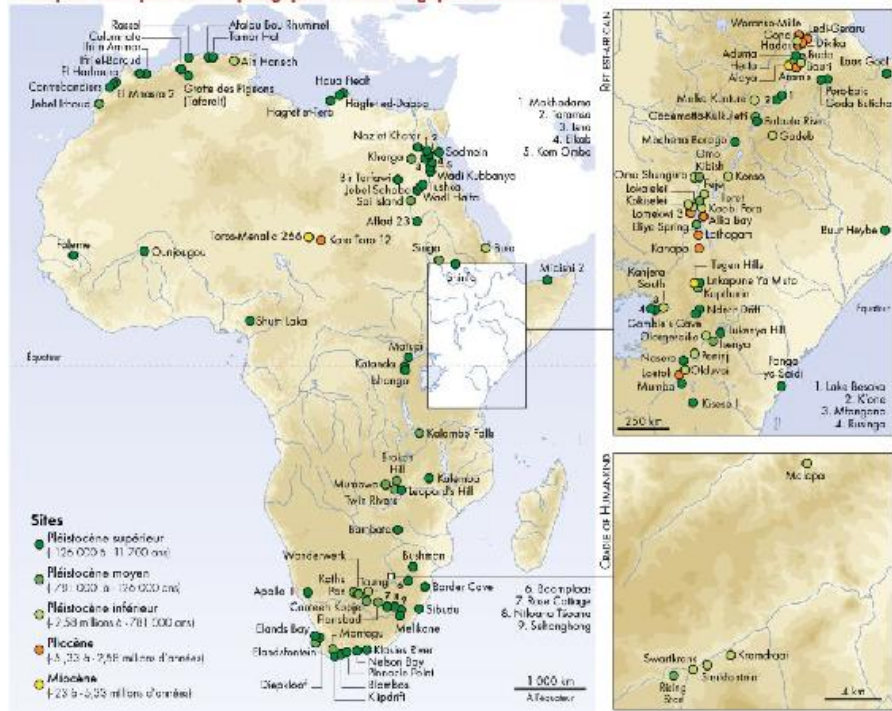
Peut-être du fait de leur rareté, les paléanthropologues ont pour habitude de donner aux nouveaux spécimens des noms d'espèces lorsqu'ils semblent différer de celles connues, sans que nous maîtrisions toujours leur variabilité. Le résultat est un buissonnement phylogénétique et l'absence de consensus. Nos connaissances dans ce domaine sont par ailleurs en perpétuel renouvellement : songeons

qu'il y a moins de 50 ans la découverte de Lucy (*Au. afarensis*) faisait reculer d'un coup l'enregistrement fossile au-delà de 3 Ma, enregistrement dont la profondeur chronologique a doublé depuis.

Si l'on essaie de retenir de l'histoire évolutive de l'homme quelques grandes étapes, il y a d'abord la longue succession d'hominidés archaïques du Mio-Pliocène clôturée par le genre *Australopithecus*, qui se caractérise par une grande diversité et une large emprise spatiale et temporelle. Il y a ensuite le genre *Homo* qui émerge à la charnière du Pléistocène et qui est le premier à avoir quitté le continent pour coloniser une grande partie de l'Eurasie. Il y a enfin *Homo sapiens*, dernière espèce apparue en Afrique, la seule encore présente dans le monde et qui a occupé l'ensemble des espaces habitables sur Terre en un temps court de quelques dizaines de millénaires.

On parle souvent de berceau de l'humanité, on devrait dire humanités pour englober autant de lieux majeurs de l'évolution humaine répartis sur un continent. Il y a d'abord le « Cradle of Humankind », magnifique piège sédimentaire et lieu de mémoire sud-africain ; il y a bien sûr la dépression de l'Afar et le système du rift est-africain où les conditions de conservation et d'observation ont permis la découverte de nombreux fossiles ; il y a aussi Toros-Menalla au Tchad – le plus ancien ; il y a désormais Jebel Irhoud sur la façade atlantique, d'où proviennent les plus vieux *Homo sapiens*, et nous pourrions ainsi poursuivre les déclinaisons.

Principaux sites paléanthropologiques et archéologiques ante-Holocène



Lieux d'innovations techniques

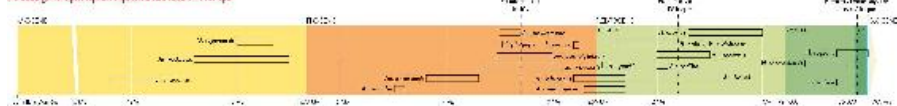
Au-delà de leurs caractères physiques, les hommes se caractérisent surtout par l'utilisation d'outils. D'autres espèces animales peuvent utiliser des instruments et parfois selon des schémas complexes, mais chez les hominidés cette utilisation est continue depuis au moins le début du Pléistocène, et les outils ont certainement joué un rôle essentiel dans leur succès écologique. En parallèle de l'évolution biologique de l'homme, il est donc possible de suivre celle des techniques, principalement à travers l'étude des outillages en pierre pour des raisons de conservation différentielle et d'ubiquité.

L'enregistrement archéologique à notre disposition est très inégal, dans le temps et dans l'espace. À peine une poignée de sites antérieurs à 2 Ma sont connus, contre des centaines pour le seul Pléistocène supérieur d'une durée de 115 000 ans à peine. La carte des sites indique une forte densité d'occupation dans les zones côtières de Méditerranée et d'Afrique australe, dans le couloir du rift est-africain et dans la vallée du Nil. Si cela témoigne d'environnements privilégiés, c'est avant tout le résultat de conditions de conservation et de l'historique des recherches.

Malgré ces biais, nous savons qu'au cours de 3,3 millions d'années d'histoire des techniques, l'Homme a progressivement produit des

outils de plus en plus complexes, répondant à des besoins de plus en plus spécifiques et nécessitant un investissement accru. Les différentes innovations qui jalonnent cette histoire (façonnage bi-facial, produits prédéterminés, pointes de projectiles) correspondent à autant de repères culturels pour les préhistoriens et à la mise en œuvre d'autant de solutions qui ont conditionné le cours de notre humanité ; elles sont pour la majeure partie apparues en Afrique. Tout comme, au cours du Pléistocène supérieur, d'autres faits culturels notables tels que la représentation symbolique ou l'utilisation de parures.

Chronologie des principales étapes du développement de l'Europe



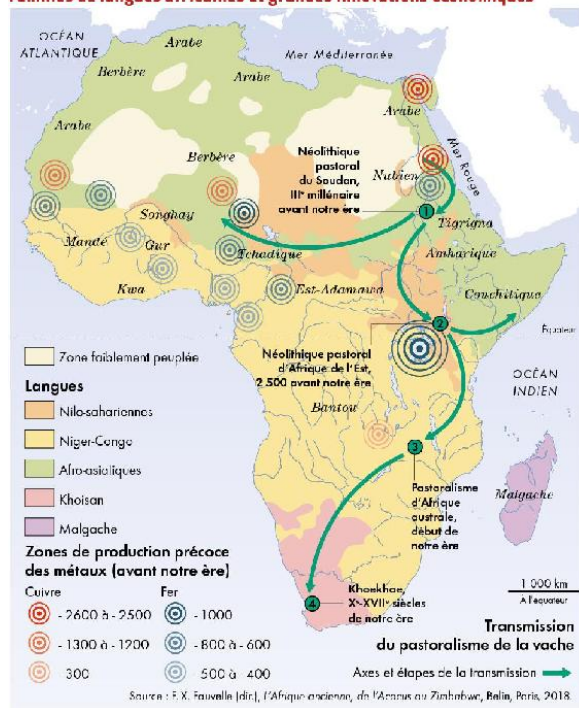
Une préhistoire d'innovations économiques et culturelles

La préhistoire des sociétés africaines est une longue histoire d'innovations, de circulations et d'adaptations dans tous les domaines de la vie sociale. En témoignent l'archéologie et la linguistique, qui donnent accès à des pans du passé, plusieurs siècles ou millénaires en arrière. S'illustrent ainsi, au-delà des trajectoires politiques, économiques et techniques empruntées, des motivations sociales diverses, parfois d'authentiques singularités culturelles.

Où que l'on cherche dans le passé des sociétés africaines, on aperçoit innovations sociales et culturelles. Nulle part les sociétés de ce continent ne sont restées immobiles, semblables à elles-mêmes au cours du temps, sans interactions les unes avec les autres. Il n'est pas jusqu'aux formes d'organisation sociale qui ne témoignent d'une remarquable inventivité : on rencontre en Afrique des sociétés très hiérarchisées dotées d'un pouvoir royal, aussi bien que des sociétés à chefferies organisées sur une base territoriale et qui se reconnaissent entre elles des relations de parenté ; ailleurs, souvent chez les nomades pastoraux mais aussi parmi des sociétés à économie mixte ou agropastorale, la société préfère s'organiser sur un mode segmentaire, qui prévoit en quelque sorte la sécession de ses composantes ; sur les hautes terres d'Afrique de l'Est, de très singulières sociétés à classes d'âge ou à générations font se succéder des groupes sociaux dans les rôles des jeunes, des guerriers, des sages ; enfin, là où se sont maintenues ou réfugiées des sociétés vivant de chasse, de pêche, de collecte et de cueillette, à savoir dans la forêt intertropicale ou dans les steppes du Kalahari, les groupes s'organisent en petits villages ou en campements autour de chefs sans pouvoir ou de spécialistes du religieux. Encore faut-il se représenter cette diversité comme elle-même fluide au cours du temps : au gré de la conjoncture historique, certaines sociétés nomades sont devenues le foyer de puissants

pouvoirs territoriaux ; d'autres, qui ont fait émerger ou se sont vu imposer un épisode de forte centralisation du pouvoir, ont su s'adapter à sa disparition en réinventant ou en retrouvant l'organisation en chefferies.

Familles de langues africaines et grandes innovations économiques



Métaux et vaches

L'archéologie, parce qu'elle met au jour, souvent, de grandes quantités de témoins matériels, ingrats (quand il s'agit de tessons ou de déchets) mais néanmoins si parlants au sujet des activités quotidiennes, offre de nombreux aperçus de la diversité technique et économique des sociétés africaines. Force est par exemple de constater que les techniques métallurgiques n'ont pas emprunté en Afrique les mêmes voies qu'ailleurs dans le monde. Ce sont en effet surtout des métallurgies, d'ailleurs indépendantes et non pas successives, du cuivre et du fer, que l'on y observe, et la métallurgie du fer s'y révèle elle-même foisonnante, techniquement très diversifiée, parfois même au sein d'un même village.

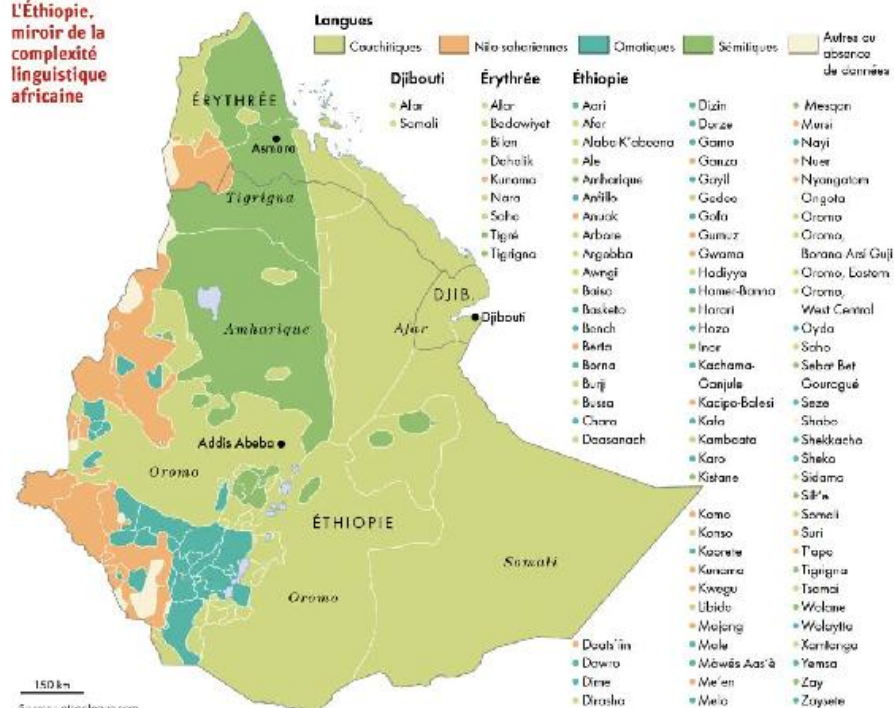
Parmi beaucoup d'autres exemples d'innovations sociales ayant pris place au cours des derniers millénaires, il faut mentionner le pastoralisme de la vache, un mode de vie exclusivement centré sur cet animal domestique, qui joue un rôle dans toutes les transactions,

qu'elles soient économiques, matrimoniales ou judiciaires. Il y a là une remarquable singularité de certaines sociétés africaines qui, ayant placé la vache, ses produits et ses symboles au cœur du fonctionnement de la société, se sont rendues à la fois dépendantes des pâturages et indépendantes du sol, exclusivement nomades et vouées à l'interaction avec les autres sociétés. On retrouve ainsi les vaches (qui ne sont pas une espèce indigène à l'Afrique) et les sociétés qui les accompagnent traversant différents paysages au cours du temps, du nord au sud du continent.

Les langues, produits et témoins de l'histoire

La carte des langues parlées sur le continent africain est elle-même un tableau dont il faut déjouer l'apparente immobilité. Car les langues actuelles, au nombre de plus de 2 400 et que l'on peut regrouper en grandes familles, illustrent un processus millénaire de diffusion et de transformation des langues avec les sociétés qui les parlent, au gré notamment des innovations techniques : ainsi la métallurgie du fer, parce qu'elle produit des instruments agricoles et des armes, est-elle susceptible de permettre à telle société de dominer ses voisines, de défricher et d'accroître ses rendements, voire de conquérir de nouveaux territoires, non sans qu'interviennent en cours de route de multiples formes d'intégration sociale. C'est un semblable phénomène qui accompagne la diffusion des langues Niger-Congo depuis les savanes atlantiques de l'hémisphère nord jusqu'aux plaines tropicales côtières de l'hémisphère sud, en particulier l'avancée très rapide, en l'espace de moins d'un millénaire et demi (avant le ^{ve} siècle de notre ère) des langues bantoues depuis le Cameroun jusqu'à l'Afrique du Sud actuels. À une échelle plus rapprochée, la carte linguistique de la Corne de l'Afrique apparaît comme un palimpseste, à partir duquel peuvent être retrouvés des pans d'histoire. Dans le quart sud-ouest, un semis de langues omotiques et nilosahariennes témoigne de strates anciennes de peuplement, remontant à plus de cinq millénaires. Les langues sémitiques forment quant à elles des zones plus homogènes, correspondant aux empires qui, d'Aksoum dans l'Antiquité au royaume salomonien du Moyen Âge, ont absorbé les sociétés du haut plateau. Enfin, les plus vastes aplats de langues couchitiques correspondent aux mouvements de population les plus récents, postérieurs au ^{xvi}e siècle.

L'Éthiopie, miroir de la complexité linguistique africaine



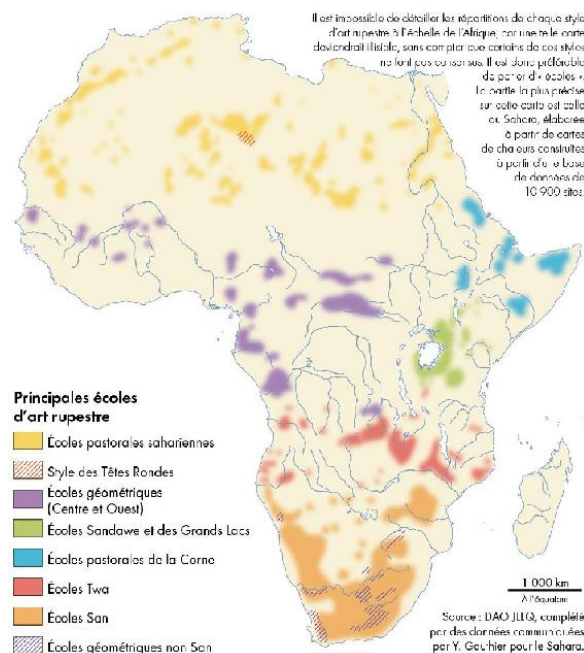
L'art rupestre

Partout en Afrique abondent les peintures et gravures rupestres, signalées au monde savant vers le milieu du ^{xix}^e siècle au Sahara, et dès le ^{xvii}^e siècle en Afrique australe, donc bien avant les premières découvertes d'art préhistorique en Europe. Les plus anciennes peintures naturalistes remontent à au moins 30 000 ans en Namibie, et l'ornementation des parois des abris est toujours vivante de nos jours en de nombreux endroits. Leur étude est actuellement en plein essor.

Une source documentaire inestimable

Les images rupestres, ici ornant des parois, là-bas peintes ou gravées sur des blocs et plaquettes, constituent des archives qu'il convient d'étudier comme telles. La première étape consiste à les traiter au même titre que n'importe quel document historique, en constituant des bases de données et des cartes de répartition. Les outils informatiques actuels sont d'un grand secours, et facilitent le traitement géographique des informations recueillies. Des logiciels spécialisés permettent aussi de faire apparaître en laboratoire des tracés invisibles à l'œil nu sur place, mais que les capteurs des appareils de photographie numérique peuvent néanmoins enregistrer. On peut alors constituer des « relevés » qui autorisent ensuite des comparaisons régionales ou à plus ou moins grande échelle. L'apport documentaire est considérable, car les figures rupestres illustrent souvent des données inaccessibles par les fouilles archéologiques : comportement d'animaux disparus, représentations d'objets en matières périssables, rituels, parures corporelles, éléments de la mythologie, etc. Les analyses de pigments et leur éventuelle datation, encore trop rarement possibles sur les sites africains, permettent de construire des chronologies qui complètent l'étude des superpositions, des styles et des patines. Ce n'est qu'une fois les images situées dans le temps qu'elles peuvent être utilisées comme des documents historiques, et ainsi contribuer à l'écriture de la longue histoire du

Carte des principales écoles d'art rupestre

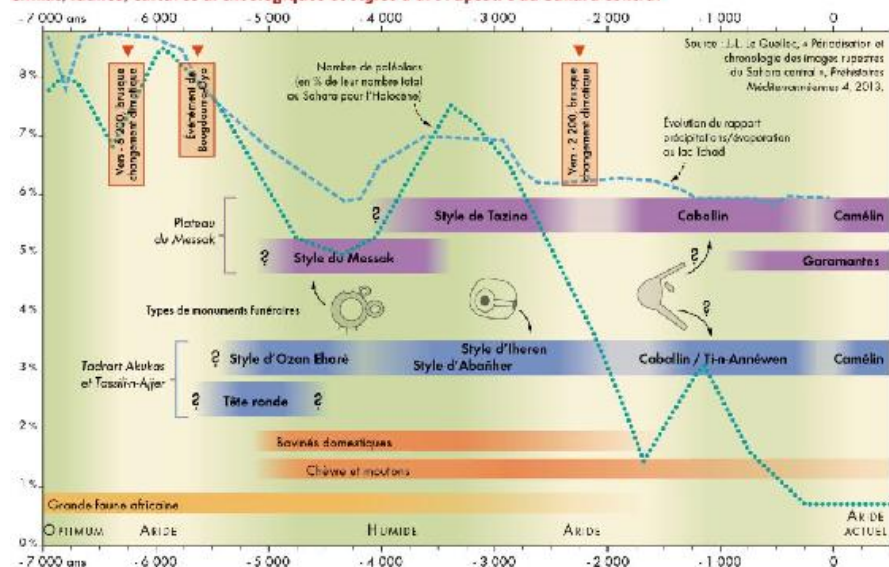


Étudier et préserver

L'étude des thèmes et des styles permet de définir diverses traditions artistiques, écoles régionales ou styles rupestres qu'on peut ensuite essayer de classer. Au Sahara, plusieurs de ces styles, comme ceux d'Iheren et du Messak, ont ainsi pu être mis en relation avec les changements faunistiques associés aux variations climatiques et environnementales, ce qui a permis d'élaborer une chronologie suffisamment précise pour mettre au jour des évolutions culturelles régionales. L'étude de différents thèmes, comme celui des figures de théranthropes (êtres mythiques en partie humains et en partie animaux) a connu des développements récents par la mise en œuvre d'outils informatiques empruntés aux phylogénéticiens, ce qui a conduit à préciser certaines attributions culturelles. Couplée à l'examen de l'aire de répartition des différents styles, cette démarche permet aussi d'effectuer d'amples synthèses, mais de tels travaux ne sont possibles qu'en disposant dès le départ de bases de données fiables et aussi exhaustives que possible. La priorité est donc d'enregistrer très précisément les nouvelles découvertes et de réviser les sites anciennement signalés, pour leur appliquer tout l'éventail des techniques actuelles. La conservation, assurément primordiale, passe

essentiellement par l'information et la pédagogie.

Climat, faunes, cultures archéologiques et styles d'art rupestre au Sahara central



Le travail pariétaliste : photo « brute » et photo après traitement de l'image révélant le dessin



Une Afrique ouverte sur la Méditerranée

Colonisée, soumise à des influences extérieures ? Il faut bien plutôt voir l'Afrique du Nord antique comme un ensemble de sociétés qui, participant à l'essor du bassin économique méditerranéen, voit émerger de nouveaux acteurs politiques et de nouvelles formes d'interactions culturelles. Cet espace s'étire de l'océan Atlantique à la mer Rouge, couvrant des sociétés diverses mais témoignant d'un semblable désir d'adaptation des innovations, ainsi que l'illustre l'exemple des systèmes d'écriture.

Un mauvais réflexe est de croire que l'Afrique a toujours été le réceptacle d'influences civilisationnelles qui n'auraient fait qu'être importées sans que les sociétés africaines y aient véritablement leur part. Rien n'est plus faux. Entre le milieu du I^{er} millénaire avant notre ère et le milieu du millénaire suivant, de larges régions d'Afrique se sont trouvées en interaction avec le reste du monde méditerranéen et ont contribué à son essor. Certes, ce sont bien des comptoirs, c'est-à-dire de petites colonies à vocation commerciale, qu'établissent, dès les alentours de 800 avant notre ère, les Phéniciens, du Maroc atlantique à la Libye actuelle, les Grecs, de la Libye à l'Égypte. Mais ces établissements étrangers s'installent au contact de sociétés africaines avec lesquelles ils entretiennent des relations d'échange et d'acculturation. Lorsqu'en 146 avant notre ère, à l'issue des trois guerres puniques, la République romaine défait Carthage et établit la province romaine appelée *Africa* sur la région correspondant peu ou prou à la Tunisie actuelle, l'ancien comptoir carthaginois est devenu depuis longtemps une cité cosmopolite entretenant de multiples formes d'hybridation avec les sociétés africaines locales. De même, l'expansion de l'Empire romain à toute l'Afrique du Nord, à partir de la fin du I^{er} siècle avant notre ère, procède autant de la conquête militaire que de la romanisation des populations africaines, numides

et maurétaniennes (de langues berbères) au Maghreb actuel, égyptiennes dans la vallée du Nil.

Du Maroc à l'Éthiopie

À une échelle large, cette Afrique méditerranéenne de l'Antiquité s'étire du détroit de Gibraltar, seuil de l'océan Atlantique, au détroit du Bab el-Mandeb, seuil de l'océan Indien. Les sociétés diverses qui l'habitent participent d'un même phénomène : la formation d'un vaste bassin économique qui accélère les échanges commerciaux qui font émerger de nouveaux acteurs. Si les comptoirs étrangers ne pratiquent d'abord que l'échange de biens de luxe, métaux ou teintures, la romanisation de l'Afrique du Nord va de pair, quant à elle, avec l'extension de la production d'huile, de vin et de blé, dans les plaines côtières et les piémonts du Maghreb, ainsi que dans la très fertile plaine inondable du Nil. Plus à l'est, dans les régions correspondant aujourd'hui à l'Érythrée et à l'Éthiopie, on observe, là aussi, l'imbrication de sociétés locales et de colonies étrangères. Au ^{viii}e siècle avant notre ère, des Sud-Arabs venus de l'autre côté de la mer Rouge ont laissé dans le nord de l'Éthiopie, à Yeha, un temple dédié à leur culte et des inscriptions dans leur langue. Mais au cours des siècles suivants, un royaume, le Daamat, livre des traces de son enracinement local, tandis que son système d'écriture, d'abord importé, s'individualise localement et deviendra l'écriture éthiopique. Les enjeux de pouvoir dans cette région s'expliquent par son rôle de carrefour entre Méditerranée et océan Indien. La mer Rouge est ainsi une passerelle commerciale qui voit circuler, au cours des siècles, marchands égyptiens, grecs, sud-arabes, romains : les métaux y transitent vers l'est, l'encens et les épices vers l'ouest. Les échanges sont également nourris entre la Corne de l'Afrique et la péninsule Arabique. Un royaume comme le Daamat en Éthiopie, et plus encore Aksoum quelques siècles plus tard, doivent leur essor à leur capacité à contrôler tout ou partie des flux commerciaux de la région. Aksoum, du reste, pouvoir véritablement dominant du ^{iv}e au ^{vi}e siècle de notre ère et qui étend son hégémonie à l'Arabie du Sud, affiche une puissance économique que reflète son monnayage d'or, dont on retrouve des exemplaires du Levant jusqu'à l'Inde. Dans ce commerce, des négociants aksoumites voisinent avec des Romains, souvent des chrétiens de langue grecque, à l'instar d'un certain Cosmas, qui nous a laissé un compte rendu de sa visite à Adoulis, le port d'Aksoum. Signe de leur engagement dans un monde antique connecté où circulent aussi les idées, les élites d'Aksoum se sont converties au christianisme au ^{iv}e siècle, fondant ainsi, en terre africaine, l'une des plus anciennes chrétientés au monde, dont la langue liturgique, le guèze, s'écrit

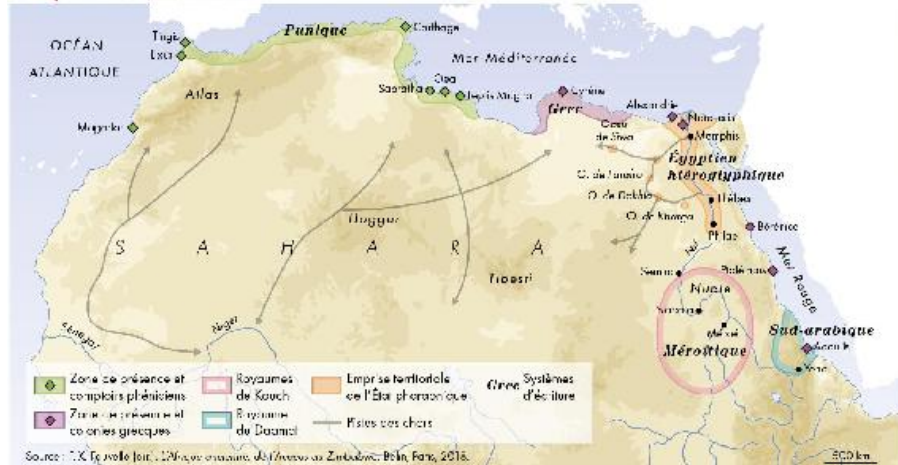
encore en caractères éthiopiens.

Systèmes d'écriture

La question des relations entre Afrique du Nord et Sahara dans l'Antiquité est encore très débattue. Certes, on rencontre sur de nombreuses parois rocheuses du Sahara des gravures de chars tirés par des chevaux. Leur distribution spatiale évoque des « routes » traversant le désert. On a pu émettre l'hypothèse de voies commerciales actives dès le début du I^{er} millénaire avant notre ère. Mais outre que ni chevaux ni chars n'ont pu traverser certains ergs de sables, on n'a jamais non plus trouvé de vestiges d'un tel moyen de transport. Se pourrait-il donc qu'il ne s'agisse que d'un motif pictural vu en Afrique du Nord et transposé dans tout le Sahara ? Dans ce cas, cela attesterait au moins de circulation de personnes. Mais pour l'heure, l'archéologie, s'appuyant sur les fouilles de sépultures au Sahel, permet d'affirmer qu'un commerce entre les deux rives du désert, en sa partie occidentale, est en place aux alentours du IV^e ou du V^e siècle de notre ère. Dans la partie centrale, les Garamantes, habitants du Fezzan en Libye actuelle, ont entretenu des échanges avec l'Afrique méditerranéenne depuis au moins le V^e siècle avant notre ère, et peut-être contribué à l'essor d'un commerce en direction du sud.

À rebours de bien des idées reçues, de larges régions d'Afrique ont, dès ces époques anciennes, connu et employé des systèmes d'écriture. Ils proviennent initialement du monde méditerranéen mais ont été transformés et adaptés localement et ont pu se diffuser. Ainsi du libyco-berbère, dérivé de l'écriture phénicienne, qui a servi à écrire aussi bien des inscriptions libyques antiques du Maghreb que l'alphabet tiffinagh toujours employé par les Touaregs. L'écriture éthiopique a fait montre, quant à elle, d'une remarquable inventivité, ajoutant des déclinaisons vocaliques à un alphabet initialement fait de seules consonnes, l'adaptant ainsi à d'autres langues et d'autres prononciations. Semblablement le méroïtique, employé dans le royaume de Koush au Soudan, fut adapté du système égyptien pour transcrire une langue que l'on ne sait d'ailleurs pas encore totalement déchiffrer.

L'Afrique du Nord, vers 500 avant notre ère



L'Afrique du Nord, vers 500 de notre ère



L'Afrique connectée au monde islamique (VII^e-XII^e siècle)

La conquête arabe de l'Afrique du Nord est achevée en 698. L'islam devient peu à peu la première religion de la région. La fondation au nord du Sahara de grandes cités oasiennes, souveraines ou dans l'orbite de puissances voisines, marque l'essor du grand commerce transsaharien, déjà actif mais stimulé par l'arrivée de la religion musulmane. Il va lier étroitement Afrique du Nord, Afrique saharienne et Afrique subsaharienne pour de longs siècles.

La mise en place d'une nouvelle Afrique à partir du VII^e siècle

L'Afrique du Nord fait partie des premières conquêtes de l'islam, d'abord sous les califes Râshidûn (632-661) puis omeyyades de Damas (661-750). D'abord divisée en trois provinces rattachées au pouvoir damascène, cette grande région prend rapidement son autonomie politique. Un gouverneur d'Ifriqiya fonde le royaume des Aghlabides (800-909). Les kharidjites, membres d'une branche schismatique de l'islam, fondent des cités-États ou des petits émirats. Ils se distinguaient politiquement par le fait qu'ils désignaient en principe leurs chefs au mérite. Cette branche de l'islam connut un franc succès chez les Berbères d'Afrique du Nord, car ce fonctionnement s'accordait bien avec leur organisation politique. Ainsi en 757, les Berbères Miknâsa, kharidjites sufrites (branche plus tolérante), fondent l'émirat midraride de Sijilmasa. En 761, la ville de Tahert est fondée et abrite différents groupes berbères acquis au kharidjisme ibadite (branche plus rigoriste). À partir de 777, Tahert devient la capitale de l'émirat kharidjite des Rostémides (777-909). Ces nouvelles sociétés qui se forment à la limite du Sahara accueillent maintes populations. On y trouve également de nombreuses communautés juives, notamment des karaïtes, une branche du judaïsme qui refuse le Talmud, c'est-à-dire la

tradition rabbinique. Cette mosaïque confessionnelle a joué un rôle décisif dans l'essor du négoce transsaharien.

Pendant longtemps était répandue l'idée que l'arrivée de l'Islam avait permis l'apparition de l'économie-monde du grand commerce transsaharien à la période médiévale. Des travaux archéologiques récents ont montré que le Sahara connectait déjà l'Afrique du Nord et le Sahel avant le VII^e siècle. La traversée en caravane de dromadaires fut probablement mise au point vers le IV^e siècle. En revanche, il est vrai qu'à partir du VII^e siècle, le commerce transsaharien se structura et atteignit une intensité et des richesses jamais vues jusqu'ici. De nouvelles routes furent ouvertes en direction du sud, notamment pour aller chercher l'or.

Les reconfigurations politiques de l'Afrique du Nord du VII^e au XII^e siècle



Conquêtes arabes et création des provinces d'Afrique du Nord

- 1^{re} vague de conquêtes califat d'Umayyade (634-661)
- 2^e vague de conquêtes califat omeyyade (661-750)
- Limites des trois provinces en 698 et leur gouverneur



Les premiers États musulmans autonomes du Maghreb (VIII^e-X^e siècles)

- Limites du désert
- Faran schématisé (marabouts, khalifes et juifs karaites)
- Capitales



L'Afrique du Nord (XI^e-XII^e siècles) après le bref épisode de domination fatimide

- Empire des Almoravides (1053-1147)
- Empire (ou califat) des Almohades (1147-1269)
- Califat des Fatimides (909-1171)

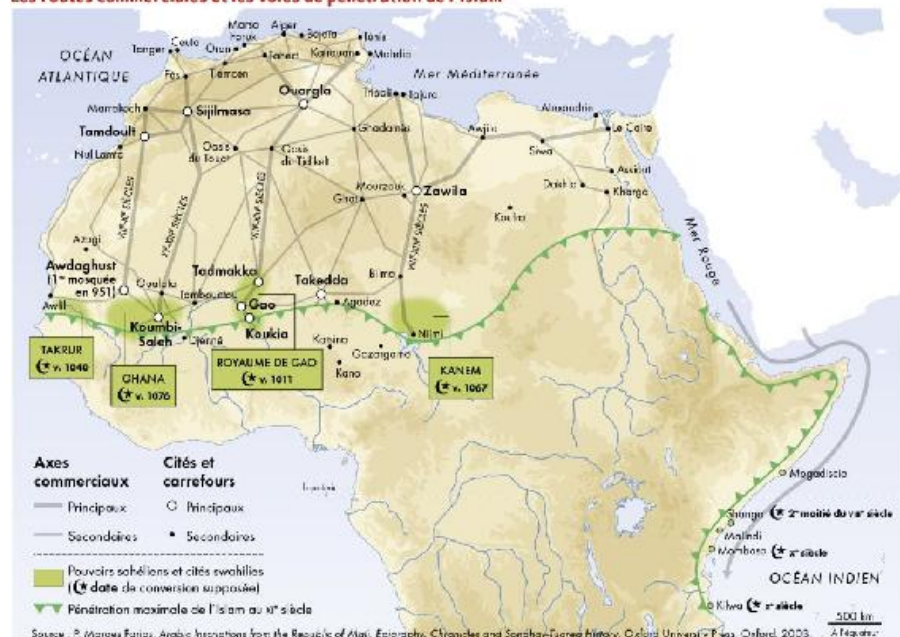
L'invention du Bilâd al-Sûdân, territoire mythique de l'or

La présence d'or en quantité au sud du Sahara fit du Sahel un premier Eldorado. Les musulmans du Nord arabo-berbères qui animèrent le trafic caravanier ont appelé l'espace méconnu s'étendant au sud du Sahara Bilâd al-Sûdân, littéralement « pays des Noirs ». En fait, la connaissance depuis l'Afrique du Nord se limitait au Sahel, où se trouvait à cette période une myriade de royaumes et de cités-États rivalisant pour accueillir les caravanes. Awdaghust et Tadmekka furent les premiers terminus caravaniers d'envergure au Sahel. Témoin de l'avancée de l'islam le long des itinéraires sahariens, Tadmekka a livré de nombreuses inscriptions en arabe, funéraires et non funéraires, dont la plus vieille est datée de l'an 1011. L'adoption de l'islam au Sahel, d'abord par les communautés marchandes, fut un facteur important de l'intensification du commerce transsaharien. Elle offrait un cadre nouveau favorisant la confiance entre des groupes linguistiquement différents.

Les royaumes soudaniens les plus importants au Sahel à cette période sont, d'est en ouest, celui du Kanem, de Gao, de Ghâna et de Takrûr. À l'ouest, c'est celui du Ghâna qui s'impose peu à peu comme le plus important, et devient connu aux yeux de l'Islam médiéval comme le « pays de l'or ». Plus à l'est, l'itinéraire reliant Zawîla au royaume du Kanem est connu précocement comme une route des esclaves. À partir des années 1050, les conquêtes almoravides vont renforcer le poids de Sijilmasa comme principal point de départ au sud du Maghreb en direction du Sahel. Awdaghust, pillée et occupée en 1054 par les Almoravides, décline définitivement. Une route plus centrale arrivant au Ghâna s'impose comme la plus fréquentée. Elle passe par Teghâza, située au milieu du Sahara, où l'on exploite le sel gemme dans des mines à ciel ouvert, et débouche à Kumbi, ville commerciale et peut-être capitale du royaume de Ghâna, qui a réussi à faire converger l'or et les autres produits recherchés vers ses marchés.

Le commerce connecte de façon croissante les interfaces africaines en contact avec l'islam à ce nouveau monde musulman. Le Sahel et la côte swahilie finissent par l'intégrer après l'adoption de l'islam par les pouvoirs royaux et les élites à partir du ^x^e siècle. Ce phénomène s'observe partout au Sahel occidental et sur la côte swahilie, où l'adoption de l'islam fut même plus précoce.

Les routes commerciales et les voies de pénétration de l'islam



La Nubie : des royaumes chrétiens à l'islamisation (V^e-XVI^e siècle)

Au IV^e siècle, la moyenne vallée du Nil se partage entre trois royaumes dont les élites sont converties au christianisme dans la seconde moitié du VI^e siècle. La Nubie désormais chrétienne prospère durant le millénaire médiéval, protégée par un accord bilatéral conclu en 652 avec les conquérants musulmans qui viennent de s'emparer de l'Égypte. Les États chrétiens de Nubie disparaissent à la fin du XV^e siècle, cédant alors la place à de nouvelles formes d'organisation politique se réclamant de l'Islam.

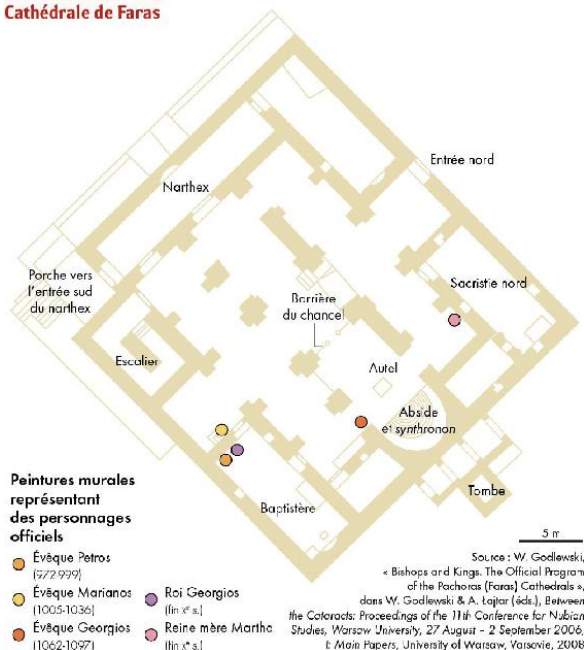
Des royaumes chrétiens d'emblée confrontés à l'Islam

Vers le milieu du VI^e siècle, la moyenne vallée du Nil se divise en trois formations politiques indépendantes nées du démembrement d'un royaume antique, Méroé, qui avait dominé jusqu'au IV^e siècle l'ensemble de la région. Les Nubiens, originaires de l'ouest du Soudan, s'installent alors en nombre dans la moyenne vallée du fleuve et fondent de nouveaux pouvoirs représentés par les nécropoles s'égrenant depuis Qustul et Ballana, au nord, jusqu'à el-Hobagi, au sud. Les royaumes de Nobadia, Makouria et Alodia sont issus, directement ou indirectement, de ces chefferies locales.

Les souverains des trois royaumes adoptent le christianisme au cours du VI^e siècle par le truchement de missionnaires envoyés par l'empereur byzantin Justinien (527-565) et sa femme Théodora. En 652, les conquérants arabes, qui s'étaient emparé de l'Égypte dix ans plus tôt, sont repoussés à Dongola par les Nubiens et sont contraints de conclure avec le roi de Makouria un accord communément désigné sous le nom de *baqt*. Ce royaume devient, au cours du même siècle, la puissance dominante de la région en absorbant la Nobadia, désormais

réduite au statut de province frontalière.

Cathédrale de Faras



La Nubie à son apogée

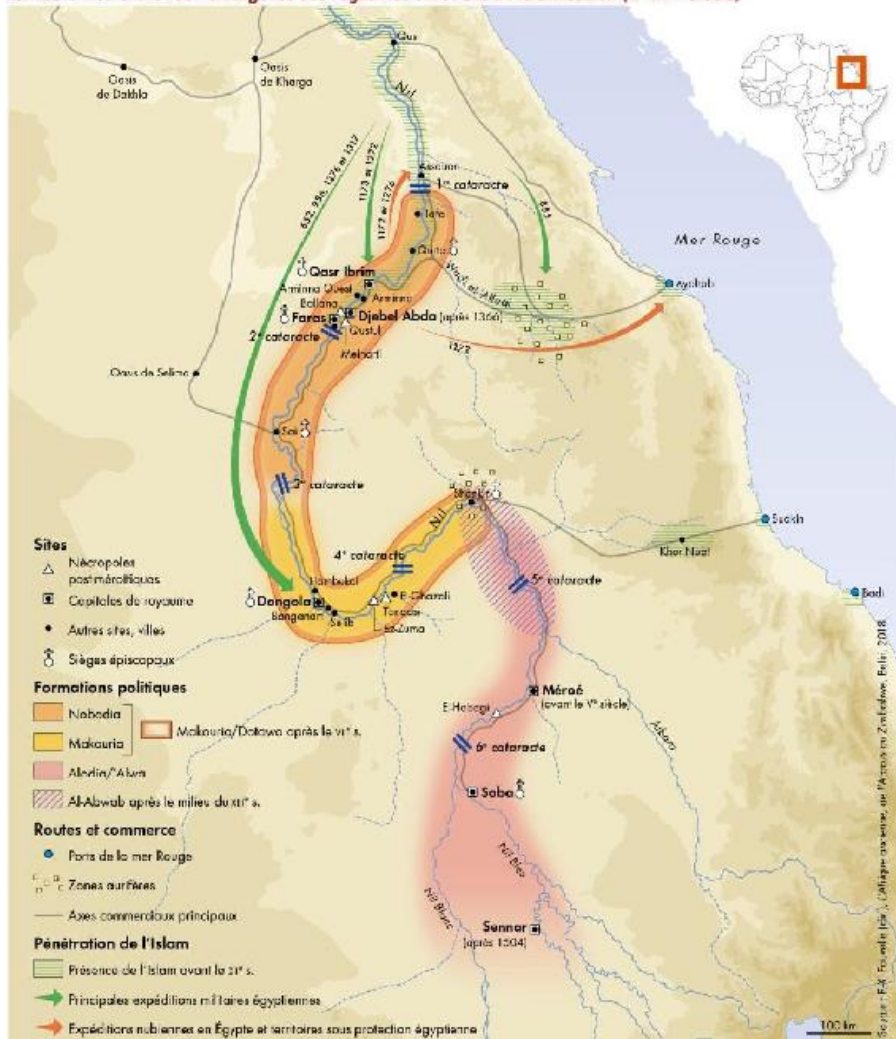
Durablement placée à l'abri de la conquête islamique, la Nubie connaît son âge d'or entre le IX^e et le XIII^e siècle. Sous le règne de Georgios (mort avant 887), d'ambitieux travaux de construction sont entrepris dans la capitale, Dongola, avec notamment l'édification d'une église, la plus grande jamais bâtie en Nubie, de plan cruciforme. C'est sous Georgios et ses successeurs que commence à s'épanouir un art pictural proprement nubien dont les peintures murales de la cathédrale de Faras constituent l'illustration la plus fameuse. Outre les nombreuses représentations de figures saintes ou de scènes bibliques, un nombre non négligeable de portraits de souverains, d'évêques ou d'autres dignitaires ont été préservés.

Cet apogée de la chrétienté nubienne n'en est pas moins marqué par une influence croissante de l'islam dont témoigne la découverte de stèles funéraires arabes dans le nord du territoire, entre Tafa et Meinarti. La tribu arabe des Rabia, installée depuis le IX^e siècle aux abords d'Assouan, joue durant cette période un rôle majeur dans les échanges entre l'Égypte, la Nubie et la mer Rouge, contribuant à la diffusion de l'islam en Nubie chrétienne. La prise de la citadelle nubienne de Qasr Ibrim, en 1173, met fin à plusieurs siècles de paix et de prospérité.

La fin des royaumes chrétiens

La rupture la plus significative n'intervient pourtant qu'un siècle plus tard, sous le règne du sultan Baybars, souverain de l'Égypte mamelouke qui, en 1276, intervient militairement pour soutenir un candidat au trône de Dongola. Il inaugure par là une politique d'ingérence dans les affaires nubiennes poursuivie par ses successeurs. Au terme de quatre décennies de conflits, la couronne échoit en 1317 au grand émir des Rabia d'Assouan, qui devient le premier souverain musulman de Nubie. Les décennies qui suivent voient croître l'influence des tribus arabes auprès desquelles les prétendants rivaux au trône cherchent de nouveaux appuis. La situation finit par échapper à la famille royale nubienne qui, en 1366, est contrainte d'abandonner Dongola pour se réfugier à Djebel Adda. Si l'autorité du souverain ne s'exerce plus désormais que sur un territoire réduit, la monarchie chrétienne ne s'éteint pas puisqu'un certain Joël règne encore en 1483.

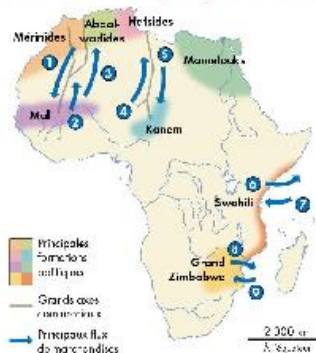
La Nubie médiévale : de l'émergence des royaumes chrétiens à l'islamisation (V^e-XVI^e siècle)



L'Afrique, partenaire économique du monde islamique (XIII^e-XV^e siècle)

De 1200 à 1500, l'Afrique est traversée par maints changements politiques. Pendant ces trois derniers siècles de la période médiévale, l'empire du Mâli se distingue particulièrement. Il témoigne à la fois du poids de l'Afrique subsaharienne dans l'économie du monde islamique, mais également de l'intégration plus marquée de l'espace sahélien à celui-ci. Toutefois, les réseaux de ces échanges économiques se déploient au-delà de l'Afrique islamisée.

Grandes formations politiques nord-africaines et subsahariennes



Typologie des flux de marchandises par région

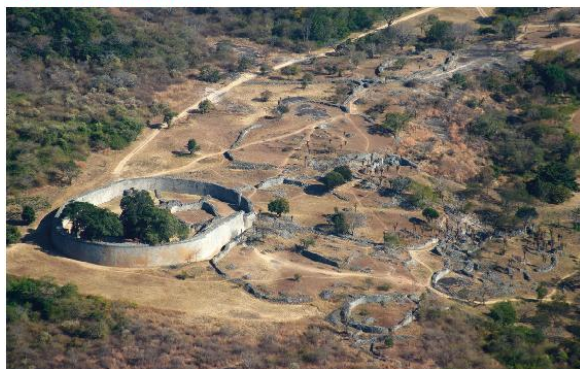
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Perles, coquilles	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Pépites d'or	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Ivoire d'éléphant	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Coton, lin	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Dattes, figes, piments, poivre	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Céréales, produits de la bœuf, miel de caleb	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Éclaves	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Chevaux	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Étoffes de laine	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Étoffes de coton	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Têtes de bœuf	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Potier à usuelle	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Céramique de luxe	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Épices	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Macroéclaves	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●

Du Ghâna au Mâli, les splendeurs médiévales du Sahel et du commerce transsaharien

Vers 1203, le voyageur al-Sarakhsî rapporte une lettre du tournant du XIII^e siècle envoyée par le calife almohade au roi de Ghâna. Il s'y plaint que des commerçants de son pays ont été mis aux fers dans le royaume sahélien, et, dans une menace à peine voilée, suggère qu'il

pourrait faire de même avec les commerçants du Ghâna dans ses États... L'épisode, qui situe Sijilmasa au cœur de l'action, montre le commerce comme la thématique centrale des relations diplomatiques entre les différentes puissances musulmanes du grand ensemble ouest-africain. Lorsque l'empire du Mâli s'empare de la façade sahélienne occidentale au milieu du ^{xiii}e siècle, il fait de Oualata la porte d'entrée de son sultanat et s'arrange pour faire converger les caravanes qui y transitent vers sa capitale. L'axe Sijilmasa-Teghâza-Oualata-Mâli connaît un dernier apogée avant de décliner à partir des années 1390, quand les oasis du Touat s'imposent comme le nouveau centre caravanier du Sahara septentrional. La première moitié du ^{xiv}e siècle voit les règnes de Mansa Mûsâ (c. 1312-1337) au Mâli, d'Abû al-Hasan (1331-1348) au Maroc et d'al-Malik al-Nâsir en Égypte, marque l'apogée de leur sultanat respectif. Mansa Mûsâ place les relations économiques et diplomatiques au cœur de sa politique. Son pèlerinage retentissant à La Mecque en 1324 est ponctué d'un séjour au Caire. La capitale de l'Égypte est alors le centre politique de l'Islam médiéval. Les grands du Mâli y déploient tout le faste de leur empire, réaffirmant le caractère fabuleux du Bilâd al-Sûdân. Les caravanes de l'Orient mamelouk sont par la suite nombreuses à aller au Mâli. Le sel, les esclaves, le cuivre, la céramique, les étoffes, les chevaux et de nombreux autres produits animent le grand commerce aux côtés de l'or. Au Sahel occidental, les vallées fertiles du fleuve Niger permettaient également des excédents agricoles et des exportations de céréales notamment vers les sociétés sahariennes. Aux routes transsahariennes s'ajoutaient donc celles des réseaux transrégionaux, régionaux et locaux. Ces routes innervaient les territoires en profondeur, favorisant toute forme de circulation (produits, hommes, cultures, idées, langues, etc.).

Le site du Grand Zimbabwe

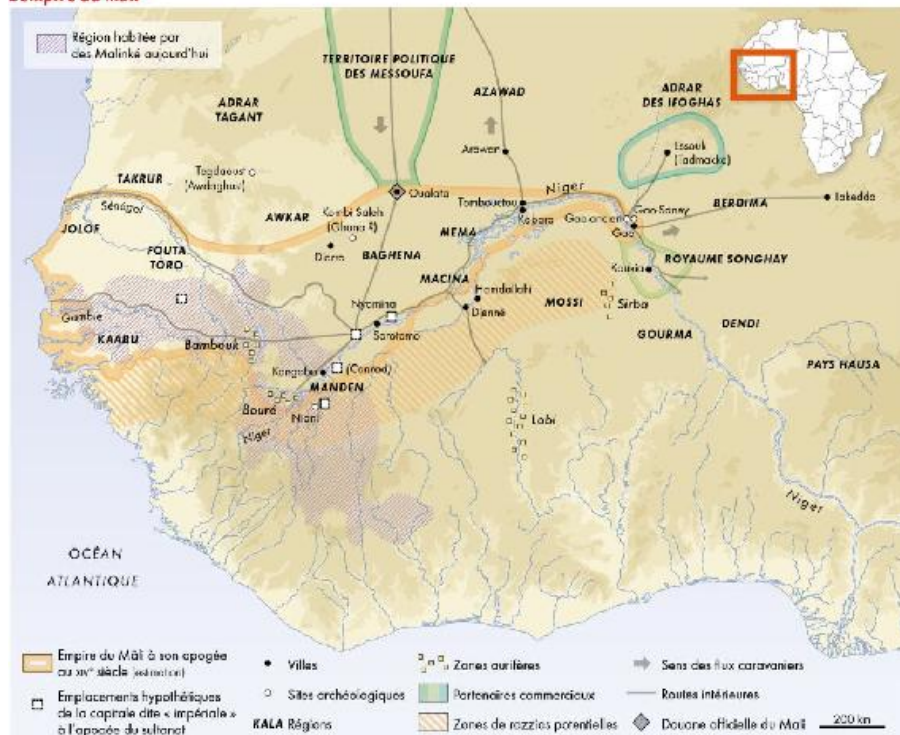


Les partenaires africains non musulmans du

À partir des années 1440, les Portugais naviguent le long des côtes sénégalaises, puis le long des côtes du golfe de Guinée à partir des années 1470. La savane et la zone forestière du sud de l'Afrique de l'Ouest deviennent mieux connues. À partir des années 1460, les conquêtes songhay donnent naissance à un nouvel empire au Sahel. Les réseaux du sud commerçant avec le monde islamique, qui commence au Sahel, se révèlent tout aussi complexes. L'or de la gigantesque région aurifère des Akan remonte par Djenné ou d'autres villes vers le nord. Le poivre de Malaguettes, épice endémique à la côte de l'extrême sud-ouest (Liberia et Sierra Leone actuels) est également un produit convoité de ce sud avec lequel les musulmans commercent. Sur la côte de l'Afrique de l'Est, l'islam s'est implanté sur une longue bande côtière de plus de deux mille kilomètres pour former une civilisation islamique africaine originale, le monde swahili. Ce rivage musulman constellé de cités-États commerçant avec l'Arabie, l'Iran et l'Inde, entretient un partenariat étroit avec les puissances non monothéistes de l'intérieur, dont les royaumes de Grand Zimbabwe et le Monomotapa sont les plus connus. Ces royaumes exportent or, ivoire, esclaves, bois précieux et mercenaires, tout en préservant leurs croyances et souverainetés politiques.

Qu'ils fassent partie du domaine de l'Islam ou qu'ils en soient voisins, les mondes africains furent à la période médiévale des partenaires économiques incontournables, auxquels les mondes musulmans méditerranéens et de l'océan Indien durent beaucoup pour leur développement et prospérité.

L'empire du Mâli



L'Éthiopie médiévale : de la symbiose économique à la guerre

À l'époque médiévale, l'Éthiopie voit cohabiter des sociétés païennes, chrétiennes et musulmanes. Le puissant royaume chrétien et les sultanats islamiques, complémentaires économiquement dans le commerce à longue distance, luttent pour le contrôle politique de la région. Le premier tiers du ^{xvi}^e siècle signe la fin de cette période de symbiose. Malgré son échec final, la conquête islamique de l'essentiel de l'espace éthiopien bouleverse en profondeur l'équilibre régional.

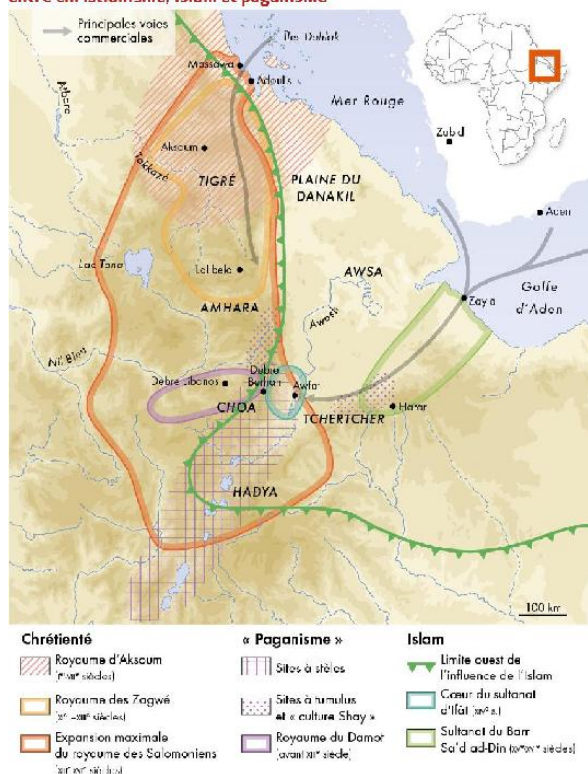
L'Éthiopie médiévale : une mosaïque religieuse

Au ^{vii}^e siècle, l'antique royaume d'Aksoum, christianisé depuis le ^{iv}^e siècle, accuse un rapide déclin après une période de domination sur le nord des hauts plateaux éthiopiens, et perd le monopole du commerce de la mer Rouge. Les îles Dahlak, nouvellement islamisées, deviennent alors une zone pivot pour le commerce entre l'Arabie islamique et l'Éthiopie et font l'objet entre les ^{viii}^e et ^{xi}^e siècles d'intenses concurrences régionales. Plus au sud, de puissantes sociétés païennes occupent une large partie des territoires de l'Éthiopie. Excepté de rares allusions dans la documentation écrite, seuls des vestiges archéologiques témoignent de leur existence. Des tumulus funéraires qui parsèment le haut plateau central indiquent une culture élitare, appelée « Shay », vigoureuse du ^{xi}^e au ^{xiv}^e siècle. À la même époque, d'autres sociétés païennes érigent des tumulus dans le Tchertcher et des champs de stèles funéraires dans le sud.

Au ^{xi}^e siècle, une nouvelle formation politique chrétienne, la dynastie des Zagwé, s'impose au Tigré oriental. En contact étroit avec le patriarcat d'Alexandrie, ce nouveau royaume chrétien suscite un renouveau de l'Église éthiopienne et intensifie la christianisation du pays. Au cours des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, de nombreuses églises sont fondées, les plus célèbres se trouvant à Lalibela. Au même moment, de

petites communautés musulmanes s'installent le long des voies de commerce. Elles ne sont connues que par l'épigraphie funéraire arabe qui les date des ^{XI^e}, ^{XII^e} et ^{XIII^e} siècles. La seule communauté qui ait produit un document écrit en arabe à l'époque est le sultanat du Choa (^{XII^e}-^{XIII^e} siècle), dont on ne situe pas précisément le territoire.

Organisation territoriale de l'Éthiopie médiévale, entre christianisme, islam et paganisme



Complémentarité économique

Le ^{XIII^e} siècle voit l'émergence de trois puissants États complémentaires et concurrents. Le royaume païen du Damot n'est connu qu'à travers ce qu'en disent les musulmans et les chrétiens, qui évoquent sa puissance et ses mines d'or. Plus à l'est, en 1285, la dynastie musulmane des Walasma renverse les souverains du Choa et fonde le sultanat d'Ifât, dont le cœur se trouve sur l'escarpement oriental du haut plateau et qui domine l'ensemble des espaces musulmans de la région, jusqu'à Zayla. Au nord, la dynastie chrétienne des Zagwé est supplantée en 1270 par la dynastie dite salomonienne, originaire de l'Amhara. Les rois salomoniens, tout en s'appuyant sur le renouveau politique et religieux initié par les Zagwé, se présentent comme les descendants du roi Salomon et de la reine de Saba et héritiers de la

période aksoumite.

Malgré des identités religieuses différentes, ces sociétés présentent une certaine communauté de culture et sont complémentaires économiquement. Les musulmans contrôlent le commerce à longue distance et les routes caravanières entre les hauts plateaux et les côtes, via les ports de Massawa et de Zayla. Ce dernier est sous l'autorité de l'Ifât, qui contrôle ainsi le principal débouché maritime pour les marchandises (or, esclaves...) venant des hauts plateaux dominés par les chrétiens et l'accès aux ressources étrangères (étoffes, perles...). Les échanges entre chrétiens et musulmans se font sur les territoires à l'interface entre les deux pouvoirs, le long des routes caravanières, dans les villes-marchés tenues par les musulmans mais taxées par le roi chrétien. Là se rencontrent des hommes et des biens de toutes origines, aussi bien locaux que venant de régions lointaines, jusqu'à l'Inde et la Chine.

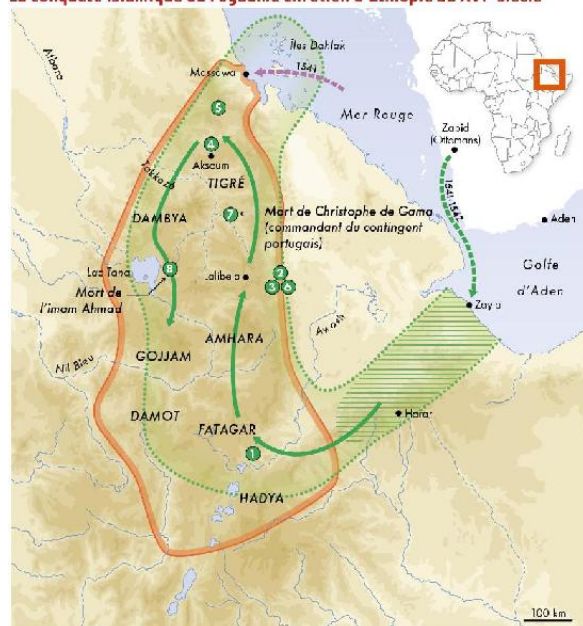
Les guerres des ^{xve} et ^{xvie} siècles

Cette complémentarité n'empêche pas les conflits récurrents pour la domination économique et politique de la région. Ainsi le royaume chrétien étend-il son territoire vers les régions méridionales et païennes : le royaume du Damot est christianisé dès le ^{xiv}e siècle. Malgré la puissance du sultanat d'Ifât, les États musulmans d'Éthiopie sont alors semi-autonomes et tributaires du roi chrétien. À la fin du ^{xiv}e siècle, une branche de la dynastie des Walasma se rebelle contre l'intervention du roi chrétien dans les affaires politiques de l'Ifât. Dans le premier tiers du ^{xv}e siècle, l'Ifât est intégré au royaume chrétien et les descendants des Walasma déplacent le centre de leur pouvoir vers l'est, fondant un nouveau sultanat, le Barr Sa'd al-Dîn (la Terre de Sa'd al-Dîn), nommé d'après le sultan à l'origine de ce transfert. Tout au long du ^{xv}e siècle, le Barr Sa'd al-Dîn défend son indépendance politique, alors que les anciens territoires musulmans frontaliers du royaume chrétien deviennent des provinces chrétiennes.

Au début du ^{xvi}e siècle, dans un contexte de conflits internes au Barr Sa'd al-Dîn qui subit plusieurs razzias chrétiennes, l'imam Ahmad ibn Ibrahim al-Ghazî fédère une vaste armée composée de contingents issus des populations sédentaires et nomades tributaires du sultanat et de soldats venus du monde islamique. Après plusieurs combats ponctuels qui opposent le chef religieux musulman au souverain chrétien, notamment à Chembra Kuré en 1529, l'armée musulmane se lance en 1531 à la conquête du royaume chrétien, qui passe en quelques années sous autorité islamique. En 1541, le roi chrétien reçoit le soutien d'un contingent portugais mené par Cristovao da Gama, tandis que l'imam Ahmad accueille une troupe venue de Zabid,

récemment conquise par les Ottomans. En 1543, l'imam Ahmad est tué par les armées chrétiennes, épisode qui marque la fin de la conquête islamique. Les musulmans refluent vers le Barr Sa'd al-Dîn ; Galawdéwos, le roi chrétien, reconquiert son royaume en moins de deux ans. La fin de cette guerre marque la fin de l'époque médiévale dans la région.

La conquête islamique du royaume chrétien d'Éthiopie au XVI^e siècle



Chrétien

Expansion maximale du royaume chrétien à la veille de la guerre

Principaux territoires chrétiens

Intervention portugaise

Islam

Sultanat du Barr Sa'd al-Din à la veille de la guerre

Expansion de la domination musulmane en 1543

Déplacement des troupes musulmanes

Principales batailles

1. Bataille de Chembra Kuec (1529)
2. Attaque d'Amoa Guesen (1531)
3. Attaque d'Amoa Guesen (1531)
4. Attaque d'Alakum (1533)
5. Attaque de Scrawe (1534)
6. Attaque d'Amoa Guesen (1540)
7. Bataille de Walle (1542)
8. Bataille de Wayne Daga (1543)

La civilisation swahilie (VIII^e-XV^e siècle)

Le territoire des Swahilis est une façade littorale qui s'étend de Mogadiscio en Somalie à la baie de Sofala au Mozambique actuel, en passant par le Kenya, la Tanzanie, les Comores et le nord de Madagascar. Les cités portuaires swahilies formaient une interface entre les hauts plateaux africains et le bassin économique de l'océan Indien. C'est dans ce rôle d'acteurs commerciaux ouverts sur le monde qu'il faut resituer l'activité des marchands swahilis et l'essor de cette civilisation africaine, urbaine et musulmane.

Le littoral swahili était formé de cités-États telles que Mogadiscio, Mombasa, Kilwa ou encore Zanzibar. Le commerce à longue distance était au centre des activités de ces cités. Le IX^e siècle voit ainsi l'éclosion de réseaux marchands africains liés à une nouvelle religion, l'islam, véhiculé par des Persans, principalement de Siraf, le port de Chiraz. On ne peut en effet comprendre l'essor swahili sans le resituer dans le cadre géographique de l'océan Indien. Les navigateurs persans sont des explorateurs intrépides ; en témoignent *Les Aventures de Sindbad le Marin*, qui lors de ses voyages aborde l'archipel des Comores, Madagascar ainsi que les côtes africaines. À partir du XIII^e siècle, les relations commerciales passent aux mains des marins yéménites et indiens, essentiellement gujaratis, qui assuraient l'acheminement des marchandises venues de Chine par Ceylan (Sri Lanka actuel) et le détroit de Malacca. Concernant les liens avec l'Extrême-Orient, il faut attendre le début du XV^e siècle pour que l'empereur Yongle lance plusieurs flottes conduites par l'amiral Zheng He en direction de l'océan Indien occidental. Les voyages de Zheng He vont s'échelonner de 1405 à 1433. À sa sixième traversée, Zheng He visite Mogadiscio et Malindi d'où il ramène une girafe qui fera sensation à la cour de Pékin où l'animal sera pris pour un dragon...

Les Swahilis, acteurs économiques de l'océan Indien

Les Swahilis exportaient surtout des matières premières. Hélas, ces produits restent souvent invisibles aux yeux des archéologues, car il s'agit de matériaux organiques : peaux de léopard, résine de copal, ambre gris (de cachalot), bois de mangrove ou encore écailles de tortues. Les Swahilis recevaient en échange des biens manufacturés produits sur les marchés orientaux. Kilwa importait des étoffes ; les habitants de Mayotte échangeaient du cristal de roche contre des céramiques islamiques et des porcelaines chinoises. Les Swahilis importaient en grosse quantité des tissus indiens, des céramiques du golfe Persique et de Chine et des verreries (essentiellement des perles) du golfe Persique et de l'Inde ; ces objets pouvaient servir de monnaie d'échange sur les marchés africains.

L'or était sans aucun doute l'exportation africaine la plus connue. Le métal jaune était extrait des mines du Zimbabwe, acheminé à Sofala (Mozambique actuel) puis exporté par la cité-État de Kilwa, qui s'assura dans ce commerce une position de monopole jusqu'au ^{xv}^e siècle, à l'arrivée des Portugais. Une autre marchandise prisée des Orientaux était l'ivoire. Les défenses étaient généralement vendues brutes et transitaient par l'Oman avant d'être réexportées vers la Chine. Les esclaves formaient également une part importante des commodités exportées par les Swahilis. L'essentiel des esclaves venait du Kenya et de la Corne de l'Afrique. La quantité d'esclaves exportés vers le golfe Persique devait être considérable puisque 500 000 esclaves se révoltent contre le pouvoir abbasside et attaquent le port de Basra, en Irak, en 869.

Ce dynamisme marchand des Swahilis enclencha de profondes mutations sociales, notamment l'adoption de l'islam et le développement de villes littorales ou insulaires. Bâties en calcaire corallien, elles livrent de magnifiques vestiges de mosquées à coupoles et de palais, mais aussi un habitat alternant belles demeures de marchands et quartiers de huttes, qui illustrent les caractères d'une société africaine ouverte sur le monde.

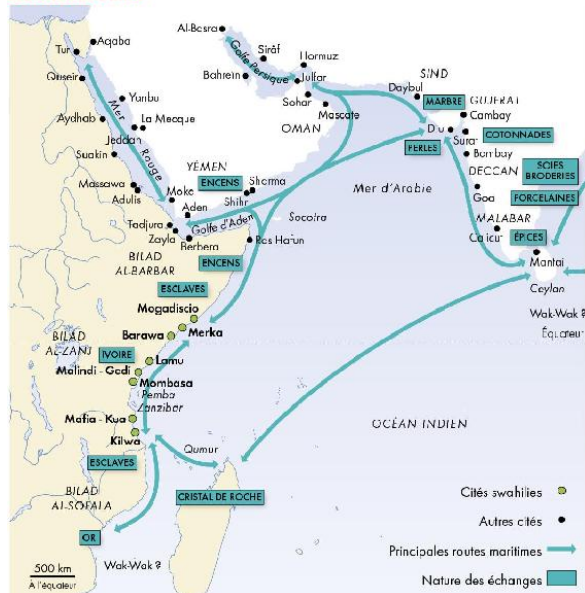


50 m

Source : Prociwex 2010

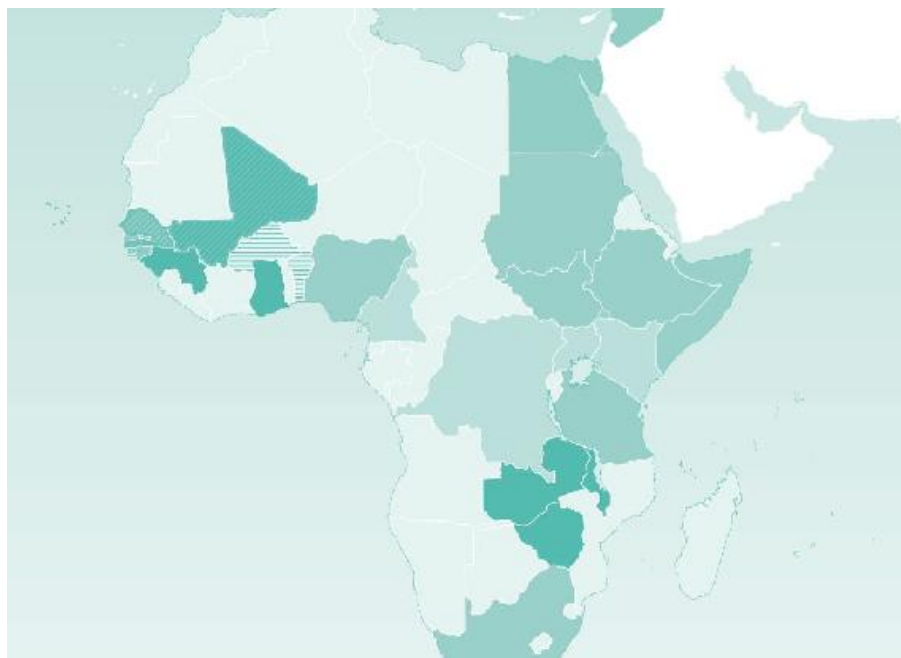
- | | | | | |
|--|---------------------------------|------------------------------------|---------------------------------|---|
| 1 - Puits de la porte nord (encadrement) | 6 - Mosquée entre les enceintes | 11 - Mosquée contre l'enceinte sud | 16 - Mosquée du sarcophage | 21 - Quartier nord-ouest |
| 2 - Grande mosquée s ^e - xiv ^e siècles | 7 - Mosquée aux trois entrées | 12 - Maison contre le mur sud | 17 - Porte occidentale | 22 - Palais et grande tombe à pilier |
| 3 - Tombe datée du xiv ^e siècle | 8 - Porte orientale | 13 - Angle barré sud-ouest | 18 - Maison contre le mur ouest | 23 - Grande mosquée des xiv ^e -xv ^e siècles |
| 4 - Maisons du shawar de la double tour | 9 - Couvrage défensif sud | 14 - Petite mosquée | 19 - Porte nord-ouest | 24 - Porte sud |
| 5 - Quartier nord-est | 10 - Néapolis sud | 15 - Grande maison à arcades | 20 - Porte nord | 25 - Angle barré sud |

Les sites swahilis



La grande mosquée de Kilwa Kisiwani





L'Afrique à l'ère moderne

L'Afrique connaît, à partir du xv^e siècle, de profonds bouleversements. Certains sont politiques et économiques : l'établissement d'une voie de navigation entre Europe et Orient par les Portugais à la fin du xv^e siècle et l'installation de comptoirs commerciaux européens le long des côtes atlantiques et indo-océaniques détournent ou concentrent une partie des flux commerciaux qui avaient jusqu'alors prévalu. De nouveaux pouvoirs africains saisissent ces opportunités : le Congo et le Monomotapa en Afrique centrale et australe, le Dahomey et l'Ashanti le long du golfe de Guinée, le Songhay ou encore le Borno entre fleuve Niger et lac Tchad, sont les grandes puissances africaines d'alors. Mais on ne peut évoquer les bouleversements de l'époque sans mesurer l'impact

formidablement traumatique de la traite esclavagiste pratiquée à grande échelle par les puissances européennes, tant pour les sociétés africaines soumises à une telle prédation que pour les hommes et femmes transportés par millions, à l'égal de marchandises, à destination des colonies américaines.

L'âge des recompositions politiques

Installation de comptoirs commerciaux européens le long des côtes de l'Afrique, premières colonisations de peuplement sur le continent, émergence de nouveaux acteurs économiques et politiques africains sur les côtes et dans l'intérieur, appétits nord-africains et ottomans en direction des régions subsahariennes : sous l'influence de facteurs multiples, la carte géopolitique de l'Afrique se transforme en profondeur entre le ^{xv}^e et le ^{xviii}^e siècle.

Une économie commerciale de comptoirs

On exagère souvent l'importance de l'irruption européenne sur la scène africaine à partir du ^{xv}^e siècle. Or, l'installation de comptoirs portugais d'abord, puis européens ensuite sur les côtes atlantiques du continent ne prive pas, tant s'en faut, les sociétés africaines d'autonomie économique et politique. Quant à la façade orientale de l'Afrique, où s'était développée la civilisation swahilie au cours des siècles antérieurs, les Portugais ne font que s'insérer dans des dynamiques économiques qui se déploient à une vaste échelle, celle de l'océan Indien.

L'entreprise de contournement de l'Afrique par les navigateurs portugais s'étire tout au long du ^{xv}^e siècle : commencée par la prise de Ceuta au Maroc en 1415, elle s'achève avec le premier voyage aux Indes par le cap de Bonne-Espérance sous la conduite de Vasco de Gama en 1498. Dès lors, commence une ère de relations économiques intenses entre sociétés africaines et acteurs étrangers, essentiellement portugais tout au long du ^{xvi}^e siècle puis plus largement européens (néerlandais, britanniques, français...) aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Pour l'essentiel, ces relations restent géographiquement limitées à des points de contact précis que sont les comptoirs : des forts européens établis au voisinage de pouvoirs africains désireux de faire commerce, et dotés d'un port protégé des tempêtes et d'entrepôts bien gardés. Le modèle d'un tel fort est Saint-Georges-de-la-Mine (au Ghana actuel),

bâti par les Portugais en 1482 avant d'être capturé par les Néerlandais en 1637 et rebaptisé Elmina. Il existera une centaine de semblables forts européens le long de la côte atlantique de l'Afrique aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. L'étroitesse de ces points de contact entre partenaires africains et européens ne doit pas nous tromper : il s'y déploie une activité commerciale intense qui voit l'exportation de marchandises africaines telles que l'or et l'ivoire, l'importation d'armes à feu, d'étoffes et de métaux bruts, et la traite de millions de femmes et d'hommes à destination des Amériques. Sur le littoral indo-océanique, l'influence européenne, essentiellement portugaise, reste limitée à quelques cités swahilies vassalisées par les Lusitaniens, ou à des forts, tel Sofala au Mozambique.

Premières colonisations

Ce schéma général des relations euro-africaines au cours des ^{xv}^e-^{xviii}^e siècles n'empêche pas le développement de formes d'emprise européenne plus poussées. Dès le ^{xv}^e siècle, s'est développée, sur les archipels atlantiques de l'Afrique, des Canaries à São Tomé, une économie de plantation basée sur l'établissement de colons et l'importation d'esclaves. Sur le continent, en marge des activités des compagnies européennes, métis luso-africains et aventuriers de toute sorte n'hésitent pas à s'avancer plus avant dans le pays et à tenter leurs propres trafics. On rencontre de tels *lançados* dans la région sénégalienne, dans les vallées fluviales du Congo et du Zambèze. En Angola, les empiètements étrangers de plus en plus nombreux et profonds conduisent à l'établissement d'une véritable colonie portugaise ; son port, Luanda, fut le plus important lieu d'exportation d'esclaves de la traite atlantique. Au sud du continent, la Compagnie néerlandaise des Indes orientales établit en 1652 un fort de ravitaillement : le cap de Bonne-Espérance est idéalement placé à mi-chemin d'Amsterdam, aux Provinces-Unies, et de Batavia (actuelle Djakarta), siège oriental de la compagnie. Des colons y produisent viande, vin, légumes et fruits pour les navires de passage. Mais ils s'émancipent très vite du contrôle de la compagnie et s'étendent sur près d'un millier de kilomètres dans l'intérieur, détruisant les sociétés africaines et les dépossédant de leurs terres.

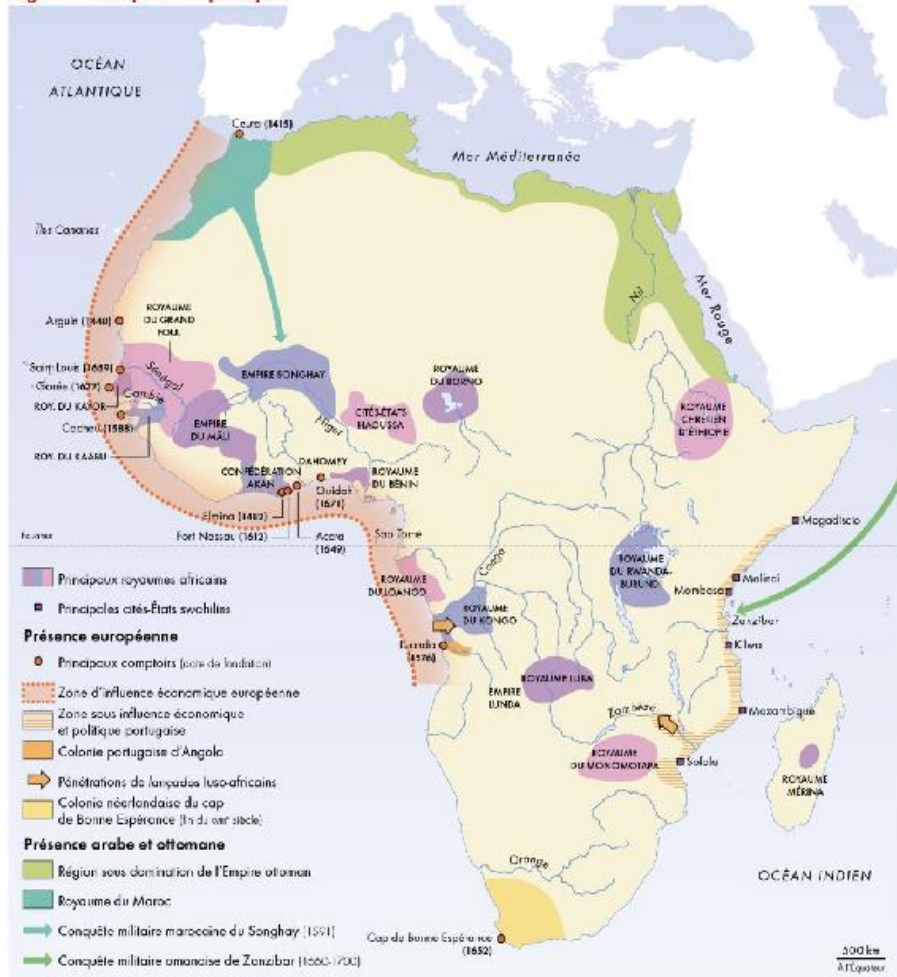
Nouveaux acteurs africains et étrangers

Le double phénomène d'ouverture atlantique de l'Afrique, d'une part, et d'insertion des Européens dans les dynamiques indo-océaniques, d'autre part, favorise l'essor ou la consolidation de nouveaux pouvoirs africains. Les opportunités économiques nouvelles ou accrues offertes

le long des côtes sont en effet vite perçues par les acteurs locaux, qui réorientent en partie leurs activités pour satisfaire la demande et en tirer profit. Ainsi les colporteurs dioulas, en Afrique de l'Ouest, qui pendant des siècles avaient alimenté les marchés sahéliens en poudre d'or au bénéfice des commerçants islamiques qui traversaient le Sahara, redirigent-ils, à partir du ^{xv}^e siècle, une partie de la production en direction des comptoirs européens. Les Swahilis font de même le long de la côte orientale, faisant jouer la concurrence entre marchands arabes et portugais. Cette redirection partielle des flux commerciaux entre la période médiévale et la période moderne s'observe à une échelle géopolitique : des royaumes puissants de l'intérieur, tels le Mâli ou le Zimbabwe, s'étiolent, tandis que de nouvelles formations politiques, tels l'Ashanti ou le Monomotapa, se renforcent.

Les flux commerciaux à destination du monde islamique, qui avaient été une caractéristique de l'économie africaine médiévale, ne se tarissent pas à l'ère moderne. Mais la nouvelle situation de concurrence engendre une incertitude économique qui aiguise de nouveaux appétits dans le Nord islamique. Ayant fait chuter l'Empire mamelouk en 1517, les Ottomans établissent trois provinces en Afrique du Nord au cours du ^{xvi}^e siècle (correspondant aux actuelles Algérie, Tunisie et Libye) tandis que la province ottomane d'Égypte entend contrôler le commerce vers le haut Nil et en mer Rouge. Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, l'axe commercial entre le Borno, empire situé dans les plaines riveraines du lac Tchad, et Tripoli, fait renaître la vigueur du commerce transsaharien, tandis que la flotte ottomane détrône la puissance portugaise en mer Rouge et dans le golfe d'Aden. L'Éthiopie au temps des guerres islamo-chrétiennes, dans le premier tiers du ^{xvi}^e siècle, est du reste un théâtre de cet affrontement entre les deux puissances. Les conquêtes de la boucle du Niger par le Maroc à la fin du ^{xvi}^e siècle et de Zanzibar par Oman, à la fin du ^{xviii}^e, témoignent des miroitements que produisent les richesses de l'Afrique.

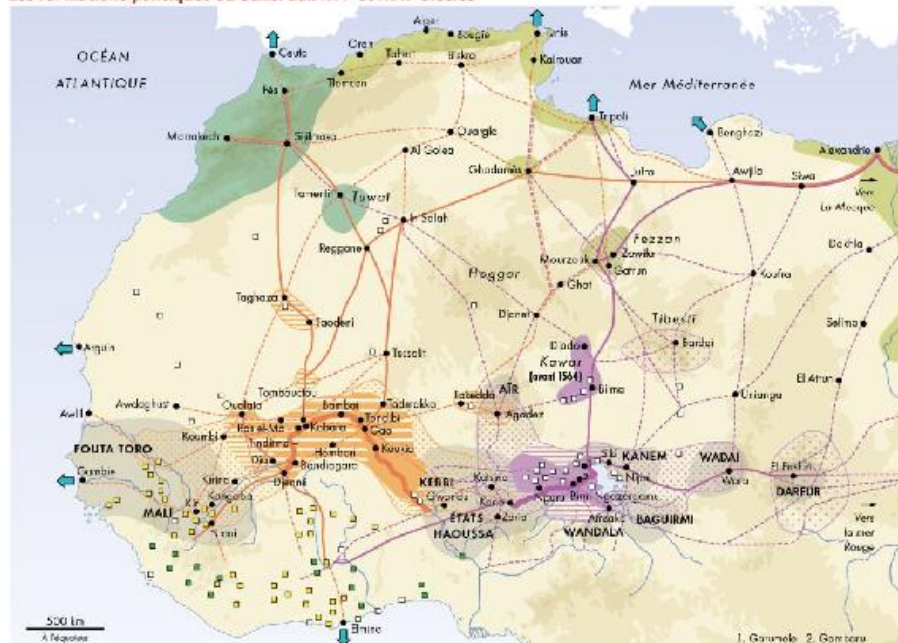
L'âge des recompositions politiques



Les sultanats du Songhay et du Borno (XVI^e-XVII^e siècle)

Les sultanats du Songhay et du Borno sont les grandes formations politiques du Sahel aux ^{XVI^e} et ^{XVII^e} siècles. Tombouctou, ville-entrepôt convoitée par tous les pouvoirs successifs de la région, atteint alors son apogée commercial. En 1591, la conquête marocaine du Songhay et l'établissement du pachalik des Arma marquent la fin des grandes formations politiques dans la boucle du Niger. À l'est, le Borno s'impose comme un acteur diplomatique remarqué dans les cours méditerranéennes.

Les formations politiques du Sahel aux XVI^e et XVII^e siècles



Ressources

- Or
- Sel
- Bois de kola

Réseau commercial

- Songhay Borno
- Axe fluvial majeur
- Routes importantes
- Autres routes
- ↳ Débouchés vers l'Europe

Sultanats sahéliens

- Songhay
- Avant 1464
- Conquêtes de Sonni Ali Ber (1464-1492)
- Conquêtes de Askia Muhammad (1492-1529)
- Zone d'influence

Borno

- Avant 1564
- Conquête d'Idris b. Ali (1564-1598)
- Zone d'influence
- Zone d'influence diffuse

Autres États

- Empire ottoman
- Sultanat du Maroc
- Autres États islamiques sahéliens

Le Borno et le Songhay, puissances sahéliennes à l'ère moderne

Le XVI^e siècle est, au Sahel, un moment favorable d'un point de vue climatique ; il voit s'opérer une lente migration des populations peules de la Mauritanie à la mer Rouge et se mettre en place la route commerciale directe entre le lac Tchad et la vallée du Nil. Les sultanats du Borno et du Songhay apparaissent comme les grands acteurs politiques de cette époque. Ils peuvent être appréhendés grâce à une production documentaire locale, telles les chroniques rédigées par Ahmad b. Furtu, un imam du Borno, et par des savants tombouctiens comme al-Saadi et Ibn al-Mukhtar.

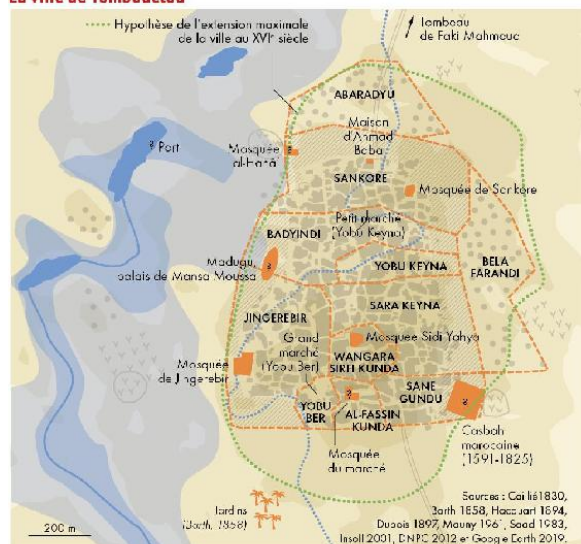
Le sultanat Songhay, dont la capitale était Gao, connaît une phase d'expansion rapide, sous les règnes de Sonni Ali Ber (1464-1492) et de Askia Muhammad (1492-1539). Le territoire du Songhay est alors vaste : il épouse toute la boucle du Niger du Kebbi à Djenné et s'étend jusqu'aux mines de Tégghâza dans le Sahara. Il contrôle le commerce

d'or vers l'Afrique du Nord. Dans la région du lac Tchad, le sultanat du Borno s'ancre sur la rive ouest du lac. Le sultan Ali b. Dunama *Ghaji* (1465-1497) fonde la capitale Birni Ngazargamo vers 1470. Un siècle plus tard, le sultan Idris b. Ali *Alawma* (1564-1596) réorganise l'État autour du commerce du sel et d'esclaves et envoie plusieurs ambassades à Istanbul. Musulmans et en relations étroites avec le monde islamique, les souverains de ces deux sultanats effectuèrent plusieurs fois le pèlerinage à La Mecque au cours de l'histoire, qu'il s'agisse du Songhay Askia Muhammad ou des Bornouans Ali *Ghaji*, Idris *Alawma*, ou encore Ali b. Umar (1639-1677).

Le Sahel dans la première mondialisation

Singulièrement, ces deux États n'eurent pas de relations directes l'un avec l'autre. Les émirats haoussa, dans le nord de l'actuel Nigeria, firent office de zones tampons, se nourrissant des influences de leurs deux voisins. Ainsi, la ville de Kano accueillit-elle à la fois le savant du Touat al-Maghili et les élites bornouanes. L'influence politique, administrative et culturelle du Borno irrigue alors de manière diffuse les cités haoussa et les jeunes sultanats du Baguirmi, du Waday et du Darfur. Si le Borno atteint son apogée au ^{xvii}e siècle, le Songhay s'enfonce dans la crise à la mort d'Askia Daoud (1549-1582). L'irruption, entre 1517 et 1574, de l'Empire ottoman en Afrique du Nord modifie les cartes politiques au Sahara. Elle provoque une réaction du Maroc et du Borno, aux dépens des Ottomans et du Songhay. En 1591, le Songhay est conquis par le sultan du Maroc Ahmad al-Mansur. Les Marocains y installent un *pachalik* (gouvernorat) autonome, centré sur Tombouctou. Ces révolutions politiques, couplées à l'essor de l'islam confrérique, aux premiers contacts avec les Européens et à une nouvelle phase d'aridité, annoncent les grandes révolutions des ^{xviii}e et ^{xix}e siècles.

La ville de Tombouctou



Blocs de bâtiments en dur (Dubois, 1897)

Quartiers périphériques

Hypothèses de quartiers

Cimetière

Limites de quartiers

Bâtiments importants

Marigot

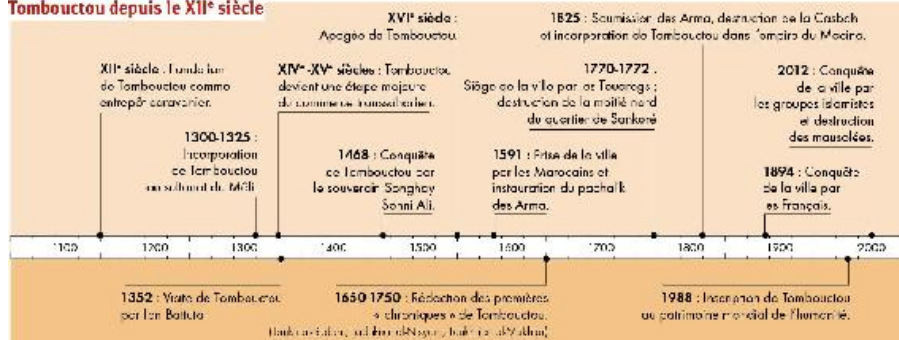
Cru

Annuelle moyenne

Importante (1603, 1605, 1617, 1619, 1692)

Exceptionnelle (1592)

Tombouctou depuis le XII^e siècle



Royaumes du Dahomey et de l'Ashanti (XVII^e-XIX^e siècles)

Nés de révoltes contre d'autres puissances politiques africaines, le Dahomey et l'Ashanti émergent au début du XVIII^e siècle comme deux États dominants dans les régions appelées par les Européens « Côte des esclaves » et « Côte de l'or ». Leur histoire parallèle illustre le rôle de la violence guerrière dans l'arrière-pays des littoraux où sont établis les forts de traite européens, ainsi que les formes d'adaptation des pouvoirs africains à un contexte changeant, de la traite à l'abolition.

Le temps de la révolte : émergence du Dahomey et de l'Ashanti

En 1728, Dossou Agadja, roi du Dahomey, se savait l'un des hommes les plus puissants de la partie du golfe de Guinée appelée « Côte des esclaves » par les Européens, entre l'est du Ghana et le golfe du Biafra. À un officier français, il confiait avoir conquis plus de territoires à lui seul que ses trois prédécesseurs. De fait, la formation du Dahomey dans le second quart du XVIII^e siècle était passée inaperçue des Européens établis dans les forts des lagunes côtières de l'actuelle République du Bénin. L'ascension au pouvoir d'Agadja en 1716 et la lutte qu'il mena contre la domination du royaume côtier d'Allada (Ardres, Ardra), dont le Dahomey était jusque-là tributaire, bouleversèrent le paysage politique. Une ambitieuse politique de conquêtes territoriales conduisit son armée du plateau d'Abomey, à l'intérieur des terres, jusqu'aux lagunes et plages de l'ancienne puissance dominante, finalement annexée en 1724. Trois ans plus tard, il absorbait le royaume de Hueda (Juda, Whydah ou Ouidah), l'un des principaux points de traite de la région. Dès lors, le Dahomey s'imposa comme le partenaire incontournable des compagnies européennes impliquées dans la traite des esclaves, et son histoire devint inextricablement liée à celle du trafic des personnes entre

Afrique et Amérique. Dans le même temps, une autre formation politique, l'Ashanti, étendait son influence dans l'arrière-pays de l'actuel Ghana, ou « Côte de l'or ». Les exploits guerriers d'Opoku Ware, second roi (*Asantehene*) de la confédération Ashanti, arrivé au pouvoir vers 1720, étaient probablement connus d'Agadja. Tout comme le Dahomey, l'Ashanti était né d'une révolte contre l'humiliante domination d'une puissance régionale, le Denkyira. Le processus de consolidation politique, débuté vers le milieu du XVIII^e siècle, fut achevé par Osei Tutu en 1701, après sa victoire contre le Denkyira à Feyiase et la décapitation de son roi, Ntim Gyakari. Le crâne de ce dernier, exhibé comme trophée dans un bassin en cuivre, fut bientôt rejoint à Kumasi par ceux d'autres leaders politiques qui tentèrent en vain de faire barrage à l'expansion fulgurante de la nouvelle puissance.

Vue d'Adoom Street à Gaman (aujourd'hui au Ghana), aquarelle de T. Edward Bowdich. XIX^e siècle



Le XVIII^e siècle : entre expansion et centralisation

L'expansion du Dahomey sous le règne d'Agadja alla de pair avec un processus de centralisation politique symbolisé par le *Hwetanu*, un rituel annuel durant lequel on collectait les tributs des différentes communautés conquises. L'équivalent ashanti, l'*Odwira*, était une véritable mise en scène historique, précisément chorégraphiée, tout à la gloire du pouvoir royal. Le cœur de l'Ashanti était formé d'un groupe de micro-États confédérés (*Amantuo*), dont les élites dirigeantes étaient apparentées. Fort de sa victoire contre le Denkyira, Osei Tutu transforma cette alliance en un véritable État symbolisé par un objet sacré – le Tabouret d'Or. Il se lança ensuite dans une politique d'expansion militaire qui fut poursuivie par ses successeurs tout au long des XVIII^e et XIX^e siècles. Lorsqu'en 1820, le consul britannique Joseph Dupuis se rendit en mission officielle à Kumasi, pour faciliter paix et commerce entre les deux royaumes, l'Ashanti

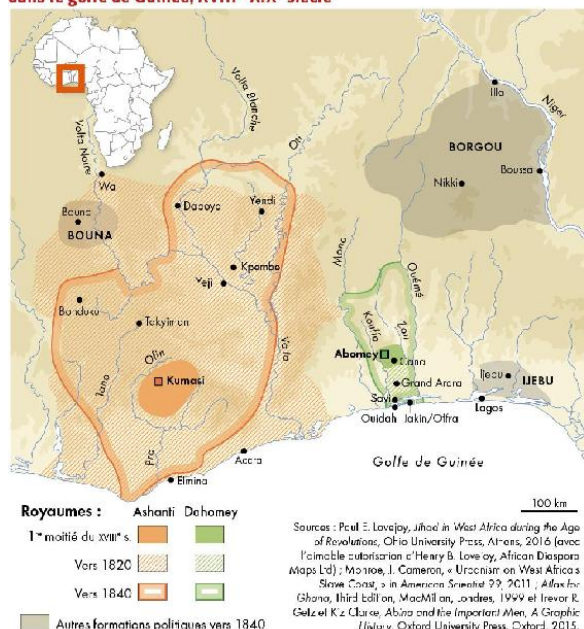
était devenue une mosaïque politique complexe qui s'étendait sur l'essentiel du Ghana actuel et sur une partie de la Côte d'Ivoire orientale. Les territoires de cette mosaïque n'entretenaient pas tous des relations de même nature avec Kumasi. Certains, comme le Dagomba ou le Gonja, étaient de simples tributaires conservant l'essentiel de leur autonomie politique. D'autres, tels que l'Akim ou l'Akwamu qui partageaient langue et culture avec l'Ashanti, devinrent des provinces et furent intégrés – non sans de nombreuses révoltes – dans le territoire ashanti proprement dit. Une catégorie intermédiaire comprenait des territoires alliés mais culturellement distincts qui ne furent pas soumis à une politique d'assimilation. Le Dahomey et l'Ashanti furent donc structurés par la guerre. Leurs institutions étaient imprégnées d'une éthique martiale, et la violence d'État était souvent expéditive. En 1727, le marchand d'esclaves William Snelgrave fut le témoin au Dahomey de l'exécution de 400 prisonniers de guerre, y compris des hommes mûrs – susceptibles de fomenter des rébellions – et des jeunes destinés à accompagner dans l'au-delà les épouses du roi tombées au combat. En effet, au Dahomey, à la différence de l'Ashanti, les épouses royales pouvaient recevoir une formation militaire et intégrer un corps d'élite.

Le ^{xix}e siècle : transformations et défis

Au Dahomey, l'appareil bureaucratique était composé d'officiels nommés par le roi. Leurs privilèges n'étaient pas héréditaires et pouvaient être suspendus à tout moment. À partir du règne d'Osei Kwadwo (1762-1777), la bureaucratie ashanti évolua dans le sens de la disparition des offices (sièges) transmis de droit aux descendants de leurs occupants. Les serviteurs de l'État, comprenant hommes libres et esclaves, annonçaient les décrets royaux, assuraient la maintenance des routes, administraient les provinces, collectaient impôts et amendes, géraient la logistique des armées, et assuraient des tâches de police et de renseignement. À partir des premières décennies du ^{xix}e siècle, le Dahomey et l'Ashanti durent s'adapter à l'abolition progressive de la traite transatlantique des esclaves. Ils s'engagèrent dans une longue transition vers la production et l'exportation de produits « légitimes », huile de palme au Dahomey, or et noix de kola exportée vers le nord en Ashanti. Au Dahomey, un réseau de nouveaux palais fut mis en place loin de la capitale pour contrôler les communautés rurales qui occupaient désormais une place centrale dans la production des richesses. Dans la seconde moitié du ^{xix}e siècle, les deux États se heurtèrent aux ambitions coloniales de la France et de la Grande-Bretagne. En 1874, une première expédition britannique réduisit Kumasi en cendres, forçant le roi Kofi Karikari à signer un

traité de paix. En 1896, une seconde campagne militaire aboutit à l'imposition d'un protectorat sur l'Ashanti. Le roi Agyeman Prempeh, conscient de la puissance de feu britannique et soucieux de ne pas sacrifier ses hommes inutilement, donna l'ordre de ne pas résister. Il fut déporté aux Seychelles en 1897 et ne fut autorisé à revenir qu'en 1924. Malgré un traité d'amitié signé entre la France et le Dahomey en 1851, les tensions entre les deux pays s'intensifièrent. À partir de 1889, des troupes françaises furent engagées contre le Dahomey, qui dut plier malgré une forte résistance. Après la reddition du roi Gbèhanzin en 1894, le royaume fut intégré avec Porto-Novo dans la nouvelle colonie du Dahomey.

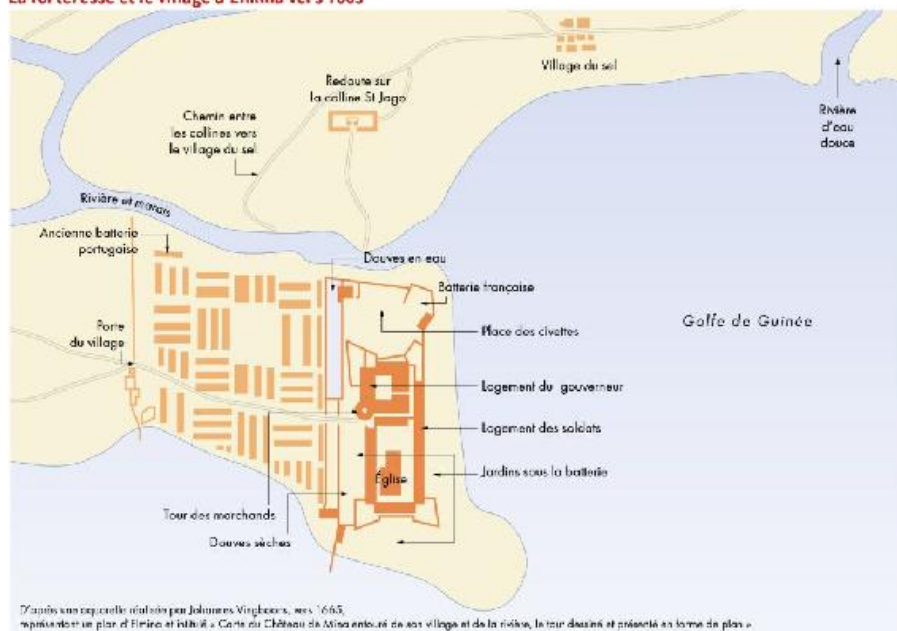
Expansion du Dahomey et de l'Ashanti dans le golfe de Guinée, XVIII^e-XIX^e siècle



Elmina, du comptoir portugais à la ville africaine (XV^e-XIX^e siècle)

Premier comptoir européen fortifié dans l'espace tropical, Elmina se métamorphose au gré des changements de rapports de force dans le monde atlantique. Village africain devenu *emporion* afro-portugais puis afro-néerlandais, Elmina est avant tout un espace métissé, hybride, un point de contact social et commercial entre Europe et Afrique. Sa destruction par les Britanniques en 1873 symbolise à elle seule le passage de l'ère atlantique à celui de l'ère coloniale.

La forteresse et le village d'Elmina vers 1665



européenne en Afrique tropicale

Le 12 décembre 1481, une flotte d'une douzaine de vaisseaux quitte le Portugal en direction de l'Afrique de l'Ouest, sous les ordres de Diogo de Azambuja. Cet officier militaire expérimenté a reçu de Jean II la mission de bâtir une forteresse pour protéger les intérêts portugais dans le golfe de Guinée, particulièrement sur la *Costa da Mina* (Côte de la mine, devenue ensuite Côte de l'or), le littoral de l'actuel Ghana, où du métal jaune avait été obtenu dès l'arrivée des premières caravelles en 1471. Depuis, les Portugais n'avaient eu de cesse de lutter contre les navires interlopes et les pirates – souvent français – pour garantir leur monopole d'accès à l'or. Acheminé vers la côte depuis l'intérieur, celui-ci est échangé contre bassins de cuivre, hameçons, textiles et perles de verre. La flotte arriva sans encombre en janvier 1482 dans une large baie bornée à l'ouest par une péninsule rocheuse séparée de la terre ferme par une lagune suffisamment profonde pour y faire entrer de petits vaisseaux et même quelques galères. Ce lieu stratégique avait attiré l'attention des Portugais depuis sa découverte. Ils y faisaient du commerce dans le village local, appelé *Aldea das duos partes* (le « village en deux parties ») sur les anciennes cartes marines. Après avoir négocié l'accord des autorités du village, les Portugais débarquèrent les matériaux de construction soigneusement préfabriqués, tandis que les carriers commençaient à extraire sur place des blocs de grès. Rapidement, ils se heurtèrent à des attaques de la part des habitants qui protestaient contre la destruction de lieux sacrés, et des compensations durent être payées. En l'espace de seulement quelques mois, le château de São Jorge da Mina (Saint-Georges-de-la-Mine) sortit de terre, devenant le premier comptoir fortifié européen sous les tropiques. Il inaugurerait une longue série d'*emporions* qui, au cours des siècles suivants, allaient structurer les interactions entre Européens et Africains dans le golfe de Guinée.

Forteresse et village : dépendance réciproque dans la zone de contact

São Jorge da Mina devint un entrepôt majeur où les marchandises européennes étaient stockées et revendues contre de l'or, principal export jusque vers 1700, lorsque la traite des esclaves prit le dessus. En 1486, l'*emporion* avait reçu du Portugal le statut de cité et s'était doté d'un mur d'enceinte percé d'une porte qui barrait l'accès au bourg depuis l'ouest. De fait, des liens de dépendance réciproque furent noués entre le village et la forteresse. La garnison dépendait ainsi largement du village pour son approvisionnement en nourriture fraîche et pour la main-d'œuvre, libre ou esclave. Les archives

portugaises livrent quelques détails sur les habitants au ^{xvi}^e siècle. En 1540, une certaine Graça y est présentée comme une esclave d'environ 70 ans qui pétrit et cuit du pain pour la garnison. Accusée de pratiques occultes, elle est jugée et condamnée à Lisbonne à finir sa vie au couvent de Santa Clara. Les minutes du procès révèlent qu'elle parlait très peu de portugais, qu'elle avait été baptisée à la va-vite dans la chapelle du château et ne connaissait que les premiers mots du Notre-Père. Ses origines ne sont pas connues, mais elle aurait pu venir de la baie du Bénin, dans le Nigeria actuel. Là, entre la fin des années 1470 et les premières décennies du ^{xvi}^e siècle, les Portugais se procuraient des captifs revendus sur la *Costa da Mina* aux marchands d'or. Margarida Rodriguez et Barbosa Lopez travaillaient aux côtés de Graça au fournil, mais elles étaient métisses et libres. Les mariages entre Portugais et femmes issues des communautés locales étaient souvent un gage de survie pour les premiers, qui y gagnaient en soin, en accès à de la nourriture saine et en connexions familiales. Ces mariages avaient la forme de contrats à durée limitée qui prenaient fin avec la mort ou le départ de l'homme. Ils devinrent une institution dans les ports de commerce de l'Afrique atlantique jusqu'au ^{xix}^e siècle, toujours décriés mais jamais interdits puisqu'ils constituaient une pierre angulaire de la traite.

Village, cité-État, lieu de mémoire : un destin atlantique

São Jorge da Mina était conçu pour résister aux attaques venues de la mer et non du continent. En 1637, après quelques vaines attaques frontales, les Néerlandais hissèrent de l'artillerie sur la colline São Jago qui surplombait le château au nord de la péninsule. Les Portugais durent évacuer leur quartier général, qui passa aux mains de leur ennemi. Une redoute puis un fort – Coenraadsburg – firent de São Jago un point de défense avancé. L'arrivée des Néerlandais relança le commerce mis à mal par le marasme dans lequel se trouvait plongé le Portugal depuis son union forcée avec l'Espagne en 1581. La communauté d'Elmina gagna en autonomie. Dès 1671, un voyageur français notait que le gouverneur néerlandais exerçait peu de contrôle sur la population locale. Vers 1730, on trouve mention, dans les archives, d'un roi et d'organisations militaires – les compagnies *asafo* – qui regroupaient les descendants en ligne paternelle du fondateur d'un quartier du village. Au nombre de sept au ^{xviii}^e siècle, trois furent ajoutées au ^{xix}^e siècle, dont l'une regroupait les descendants d'Européens, et une autre les descendants des captifs émancipés en 1814, à la suite de l'abolition de la traite des esclaves. Les relations entre ville et forteresse étaient l'objet de constantes négociations,

parfois tendues, mais leurs représentants savaient faire front pour défendre leurs intérêts communs. Ce partenariat prit fin en 1872, lorsque les Néerlandais revendirent aux Britanniques leurs « possessions » sur la Côte de l'or. En juin 1873, devant le refus des habitants d'Elmina et de leur roi, Kobena Gyan, d'accepter cet état de fait, les nouveaux maîtres des lieux soumirent la ville à un intense bombardement. Elle fut entièrement détruite, incendiée puis nivelée pierre par pierre. Ses habitants eurent l'interdiction de reconstruire sur l'ancien site. Elmina resurgit de ses cendres au nord de la lagune, sur son emplacement actuel. Port de pêche aux pirogues bariolées et au sol chargé d'histoire, Elmina demeure un lieu de mémoire unique de l'Afrique atlantique.

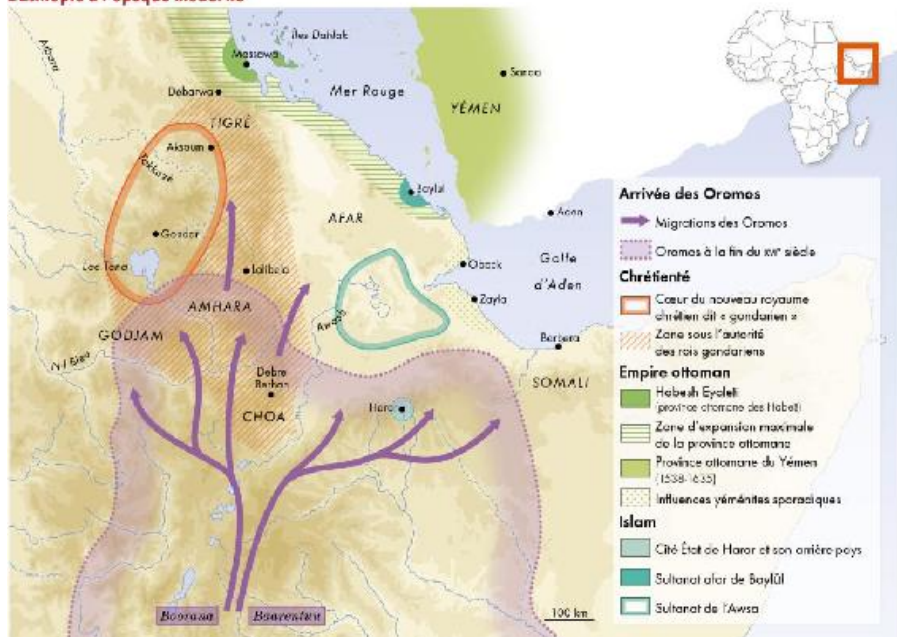
Attaque d'Elmina en 1873 : gravure parue dans *The Illustrated London News* du 26 juillet 1873



L'Éthiopie, entre Gondar et Harar (XVI^e-XVIII^e siècle)

Après les guerres dévastatrices de la première moitié du ^{xvi}e siècle, la carte démographique, religieuse et politique de la Corne de l'Afrique se transforme en profondeur. De nouvelles sociétés (à l'instar des Oromos), de nouveaux acteurs (les Ottomans) s'implantent durablement dans la région. Alors que les sociétés musulmanes de l'Est se réorganisent, le royaume chrétien se recentre autour de sa nouvelle capitale, Gondar, faisant face à l'émergence de puissants pouvoirs chrétiens régionaux.

L'Éthiopie à l'époque moderne



Réorganisations d'après-guerre

À partir du milieu du ^{xvi}e siècle, selon une chronologie et une géographie que les sources ne permettent pas d'appréhender finement, les Oromos Boorana et Baarentuu, des populations agropastorales et « païennes » venant des régions situées au sud du royaume chrétien, migrent vers les hauts plateaux éthiopiens. Profitant de la désorganisation sociale causée par les guerres, ils s'installent sur les territoires tenus par les pouvoirs chrétiens et musulmans, se sédentarisent, se mêlent aux populations locales et se convertissent peu à peu à l'islam ou au christianisme. Au nord, les Ottomans, qui ont établi leur autorité en Égypte dès 1517 et ont pris Aden en Arabie en 1538, occupent en 1557 le port de Massawa et fondent la province ottomane d'Abyssinie (*Habesh Eyaleti*). Tentant d'étendre leur influence dans la région, ils occupent sporadiquement Debarwa, capitale de la province côtière chrétienne, et la côte africaine de la mer Rouge, peut-être jusqu'à Zayla.

Le royaume chrétien, malgré la reconquête rapide des territoires passés sous domination islamique lors des guerres du début du ^{xvi}e siècle, est incapable de conserver le contrôle de l'ensemble de son territoire. À la fin du siècle, une large partie méridionale de son territoire est occupée par les Oromos, et son principal accès à la mer, Massawa, est aux mains des Ottomans. De nombreuses intrigues internes affaiblissent l'autorité royale. Les rois déplacent le centre politique de la monarchie au nord du lac Tana, une région fertile longtemps restée aux marges du royaume. Dans l'Est, le sultanat du Barr Sa'd al-Dîn, lui aussi affaibli par les années de guerre, ne résiste pas longtemps à l'échec de la conquête du royaume chrétien. Une grande partie de ses territoires est occupée par les Oromos et des dissensions internes entraînent son éclatement dans les années 1570.

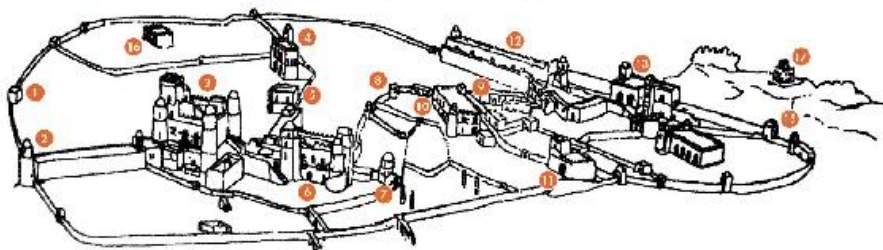
Un morcellement des pouvoirs

La première moitié du ^{xvii}e siècle voit s'organiser de nouvelles entités politiques. Les Ottomans réduisent leur province d'Abyssinie à la région stratégique du port de Massawa. Le port de Baylûl et son arrière-pays, après avoir été un temps sous autorité ottomane, est régi par un sultan afar. Une partie de l'élite du sultanat du Barr Sa'd al-Dîn a migré vers le delta intérieur de l'Awash dans la région afar et fonde vers 1630 le sultanat de l'Awsa. La ville de Harar, désormais entourée de populations oromos, devient en 1647 un émirat centré autour de la cité-État, interdite aux non-musulmans. Peu de choses sont connues sur l'histoire de l'Awsa et de Harar aux ^{xviii}e et ^{xviii}e siècles, outre le fait qu'ils continuent à contrôler les routes commerciales reliant le

port de Zayla (qui est alternativement contrôlé par Harar, l'Awsa et le Yémen) aux hauts plateaux chrétiens et jouent un rôle central dans l'Islam régional.

Dans une période d'après conflits religieux au sein du royaume chrétien d'Éthiopie, liés notamment à l'influence de jésuites portugais voulant convertir les chrétiens éthiopiens au catholicisme, le roi Fasiladas accède au pouvoir en 1632. Quatre ans plus tard, il fonde la première capitale fixe du royaume, Gondar, au croisement des principales routes de commerce. Autour du premier château bâti sur ses ordres, ses successeurs font construire d'imposants palais, agrandissant progressivement l'enceinte palatiale. Ces édifices, ainsi que l'installation des autorités religieuses et l'émergence du plus important marché des hauts plateaux dans la ville, illustrent une nouvelle phase de centralisation des ressources politiques, économiques, religieuses et culturelles du royaume. Cependant, au cours du XVIII^e siècle, le royaume de Gondar connaît d'intenses conflits politiques. La période appelée « l'ère des princes » (1769-1855) voit l'autorité royale décliner au profit de nobles régionaux qui morcellent le royaume. La centralité du pouvoir royal chrétien n'est restaurée qu'au milieu du XIX^e siècle, ouvrant la voie à l'Éthiopie contemporaine de Ménélik II.

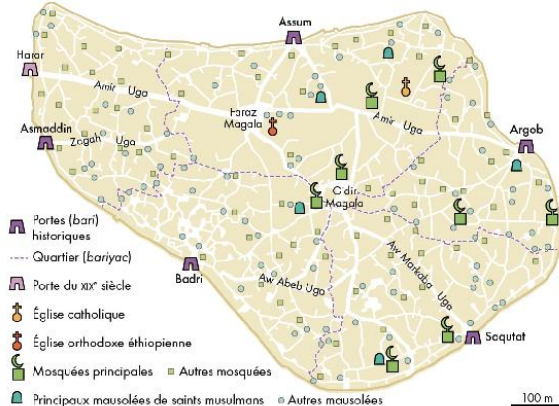
L'enceinte palatiale de la ville royale de Gondar (XVII^e-XVIII^e siècle)



- | | | |
|--|--|--|
| 1. Porte impériale | 7. Château temporaire du roi Fasiladas | 13. Château de la reine Mantsewabiel du roi Iyasu II |
| 2. Porte de Wanibar | 8. Ambassade Gawada (aujourd'hui détruite) | 14. Église Atararri Mikael |
| 3. Château du roi Fasiladas | 9. Wochaba Gumb (lieu de l'ambassade) | 15. Porte de Ba daras |
| 4. Wozasat Ghimb (ambassade du roi Yohannes) | 10. Château du roi Dawit | 16. Église de Gumpabiel Maryam |
| 5. Château du roi Yohannes | 11. Duker Ghimb (lieu de la cour) | 17. Palais du ras Ghimb |
| 6. Château du roi Iyasu I | 12. Château du roi Bakiarfa | |

Source : Alessandro Augusto Monti Di a Corte, *Il castelli di Gondar, Roma, 1938.*

Plan de Harar, la ville dite aux 100 mosquées



Sources : Kcdigia a. Makamud, Roberto Banchini & Francesca Maimone, *Harar in Maps. Atlas of the Ancient Walled City of Ethiopia. The Geography of Harar Population Diversity and Cultural Heritage*, CIRPS, HPNRS, Roma, 2006 et « The walled city of Harar » in *Encyclopaedia Aethiopica*, vol. 2, Harrassowitz Verlag, Wiesbaden, 2005.

Le royaume du Kongo (XV^e-XVIII^e siècle)

L'histoire de l'ancien royaume du Kongo, rencontré dès la fin du xv^e siècle par les Portugais, présente bien des aspects singuliers, notamment l'adoption du christianisme par la dynastie régnante et les interactions diplomatiques et commerciales nourries entre le royaume d'Afrique centrale et le Portugal et la papauté. Cette situation a engendré une relative abondance documentaire, ce qui permet de retracer la place du Kongo dans le dense tissu des échanges commerciaux à l'échelle de l'Afrique centrale.

Le royaume du Kongo, probablement fondé au xiii^e siècle, n'a disparu qu'en 1913 au moment de la conquête coloniale. Il reste aujourd'hui une référence politique et symbolique en République démocratique du Congo et en Angola, les deux pays actuels sur lesquels s'étendait son territoire, ainsi que dans les espaces des diasporas africaines aux Amériques. Son histoire est particulièrement bien connue depuis l'arrivée des premiers navigateurs portugais sur le littoral, en 1482. L'image laissée en Europe, aux xvi^e et xvii^e siècles, par ce royaume africain, n'est comparable qu'à celle du royaume chrétien d'Éthiopie et de l'empire du Monomotapa, ses contemporains. Parmi les formations politiques d'Afrique centrale, le royaume du Kongo apparaît comme un cas singulier. D'une part du fait des relations diplomatiques, culturelles et commerciales entretenues par le Kongo avec le royaume du Portugal et la papauté à partir de la fin du xv^e siècle et des usages de l'écrit à l'intérieur même du royaume. D'autre part en raison de la conversion volontaire au christianisme du roi Nzinga a Nkuwu (baptisé sous le nom de Jean I^{er} en 1491), de l'élite et d'une partie de la population, et de la survie de l'Église kongo dans le long terme.

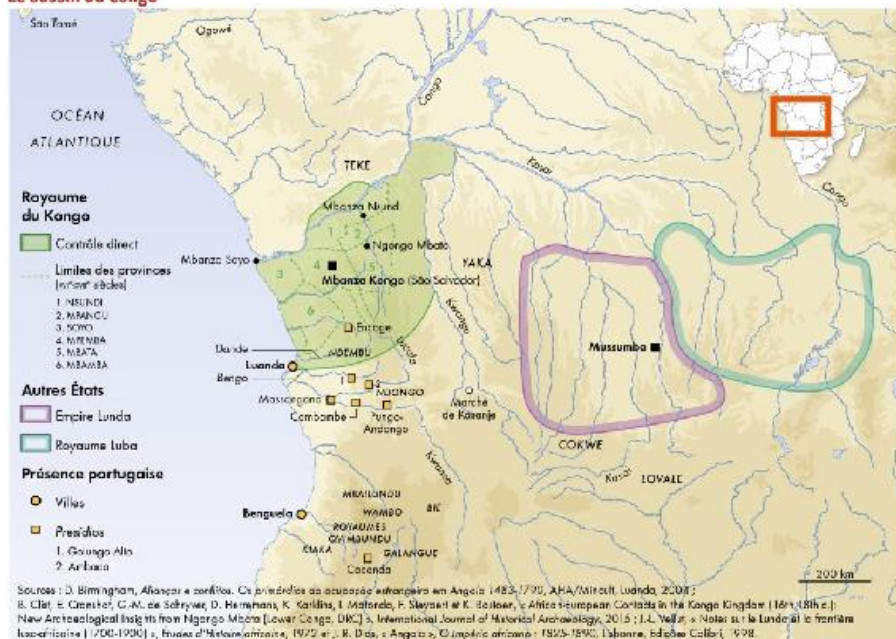


Un royaume kongo en interaction avec l'Europe

De nombreuses sources écrites permettent de se figurer la carte politique du Kongo aux XVI^e-XVII^e siècles. Bordé au nord par le fleuve Congo et à l'est par la rivière Kwango, le royaume était constitué de six provinces. Si leur hiérarchie a évolué au cours du temps, les provinces de Mbata et Soyo sont demeurées les plus importantes du point de vue économique et politique. La ville de Mbanza Kongo (baptisée São Salvador, « Saint-Sauveur », à partir des années 1570), à quelque 200 km du littoral atlantique, constituait le centre politico-administratif où siégeait le roi. Celui-ci vivait dans une case à l'intérieur d'un enclos où résidait également la cour. Après l'établissement de contacts étroits avec le Portugal et la papauté, la ville africaine en bois et argile s'est métamorphosée avec l'apparition de bâtiments, notamment d'églises, édifiés en pierre. Missionnaires et artisans européens introduisirent matériaux et techniques qui intégrèrent la culture kongo : habits, tissus, objets d'usage quotidien ou religieux, dont les crucifix. Le christianisme fut lui aussi réinterprété localement. Les ruines de la cathédrale, connue sous le nom de *Kulumbimbi* en langue kikongo, subsistent encore aujourd'hui. En 2017, l'Unesco a classé le site au patrimoine mondial de l'humanité.

Les territoires sous souveraineté directe du roi du Kongo étaient entourés par des régions sur lesquelles il exerçait une suzeraineté parfois plus distante. C'est ce qui explique par exemple que les chefferies Ndembu, politiquement indépendantes, aient conservé un lien symbolique avec le roi du Kongo jusqu'au XX^e siècle. Au sein du royaume, les chemins marchands se doublaient de réseaux fiscaux qui

convergeaient vers Mbanza Kongo, et le long desquels circulaient notamment esclaves, cuivre et ivoire.



Réseaux régionaux et traite négrière

Aux ^{xvi}^e-^{xvii}^e siècles, le royaume du Ndongo, au sud-est du Kongo, constituait le pouvoir rival le plus proche du Kongo. Vers l'est, au-delà du Kwango, se situait l'empire Lunda, grand fournisseur d'esclaves du marché de Kasanje, où les négriers européens de la traite transatlantique s'approvisionnaient en main-d'œuvre servile. L'empire Luba, quant à lui, connecté au précédent, est resté pratiquement isolé du contact colonial jusqu'à la fin du ^{xix}^e siècle. Les trois royaumes côtiers du Loango, Kakongo et Ngoyo, voisins septentrionaux du Kongo, ont quant à eux participé à la traite tout en refusant le christianisme et l'installation d'Européens sur leurs territoires. Des routes commerciales irriguaient la région. Des marchands appelés *Mubires* les parcouraient, vendant des armes et de la poudre achetées aux négociants hollandais et français au Loango, en échange d'esclaves. Mbanza Kongo se trouvait à la croisée de ces réseaux marchands qui, à partir du ^{xvi}^e siècle, furent redirigés vers les ports atlantiques.

La colonie portugaise d'Angola, située au sud du Kongo, avait pour principale localité la ville portuaire de Luanda, résidence du gouverneur général. Elle était desservie par un réseau de chemins

terrestres reliant les « présides » (*presídios*), des forteresses commandées par des officiers dotés de pouvoirs militaires et judiciaires. Ces forteresses étaient entourées par une population luso-africaine et par des chefferies astreintes par traité à diverses obligations, entre autres le versement de tributs sous forme d'esclaves. Ces voies négrières se prolongeaient jusqu'au marché d'esclaves de Kasanje. Sur l'Atlantique, l'île de São Tomé était une escale de la traite des esclaves exportés depuis le Kongo vers le Portugal et les Amériques. La ville-port de Benguela captait d'autres routes de colportage qui traversaient les territoires dominés par les royaumes Ovimbundo à la recherche d'esclaves.

Après la bataille de Mbvila (1665) qui opposa le souverain kongo au gouvernement colonial de l'Angola, s'ouvrit un long cycle de guerres civiles et de mouvements centrifuges au sein du Kongo. La province de Soyo s'émancipa et devint la plus grande force politique de la région ; le pouvoir kongo se scinda en deux dynasties concurrentes ; les régions méridionales devinrent autonomes. Un processus de réunification parfois appelé « Restauration » du royaume du Kongo s'enclencha à partir de 1709, mais l'étendue du territoire réellement contrôlé par les souverains s'étiola, notamment au profit des *presídios* portugais. Au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, cependant, Mbanza Kongo continua d'être un pôle politique majeur de la région, de conserve avec Luanda. À partir du début du XIX^e siècle, l'empire Lunda commença à interagir directement avec Luanda et l'espace kongo s'ouvrit à la présence française et britannique. Le temps des comptoirs commerciaux fut, en Afrique centrale occidentale, le prélude au partage de l'Afrique entre puissances étrangères.

Les traites négrières coloniales (XV^e-XIX^e siècle)

Entreprenant le contournement de l'Afrique afin d'accéder aux richesses de l'Orient, les Portugais ont inauguré au ^{xv}^e siècle un nouveau commerce, celui des esclaves africains. Ceux-ci, achetés sur des marchés préexistants, étaient transportés au Portugal et surtout sur les îles du littoral africain, Madère, le Cap-Vert, São Tomé, les Canaries. Le Portugal mettait ainsi en place « l'engrenage négrier » qui prit toute son ampleur après l'installation des Européens au Nouveau Monde.

Circuits de la traite au départ d'Afrique

La traite négrière organisée par les puissances européennes pour ravitailler leurs colonies a été le fruit d'un partage des tâches avec les États africains fournisseurs des captifs dont ils assuraient le rapt, le transport jusqu'aux côtes et la nourriture. La fédération ashanti, le royaume d'Abomey, le royaume du Kongo, le Mozambique et Madagascar ont été les principaux pourvoyeurs de captifs de ce commerce. Le contact entre vendeurs africains et acheteurs européens se faisait dans les forts édifiés tout le long des côtes africaines. Un fort de traite était à la fois un entrepôt pour stocker les marchandises de traite, une prison pour y tenir rassemblés les captifs avant l'embarquement, et un point d'appui militaire. Les Portugais ont inauguré la construction de forts tels qu'Arguin en actuelle Mauritanie, Saint-Georges-de-la-Mine en actuel Ghana. Dès leur arrivée sur le « marché négrier », les autres puissances européennes les ont imités avec Gorée, Ouidah, Christiansborg, Cape Coast, Ada, sur l'océan Atlantique, Zanzibar, Fort-Dauphin, sur l'océan Indien.

Les captifs étaient presque toujours achetés contre des marchandises acheminées d'Europe : textiles, armes à feu et armes blanches, métaux, alcool, faïences... Ces marchandises étaient fabriquées souvent loin des côtes atlantiques (vallée du Rhin, plaine du Pô, Languedoc,

100 000 transportés par année, le point culminant étant atteint en 1829 avec plus de 110 000 captifs transportés. Cette intense activité correspond à la généralisation de la monoculture du sucre puis du coton en Amérique du Nord.

Après 1830-1835, la traite négrière régresse rapidement pour s'éteindre après 1860. Ce déclin s'explique par deux phénomènes principaux : d'une part, le traité de Vienne (1815) a mis la traite hors-la-loi au niveau international. Son application fut lente, une traite illégale se poursuivant longtemps. Mais après les traités franco-anglais de 1832-1833, la répression fut de plus en plus efficace. D'autre part, les abolitions de l'esclavage ont peu à peu fermé les principaux marchés d'esclaves : les colonies anglaises en 1833, les États issus de l'empire espagnol dans les années 1820-1850, les colonies françaises en 1848...

La courbe du trafic négrier est marquée par de brusques effondrements liés aux guerres intra-européennes. La mortalité sur les navires négriers touchait en moyenne 15 % des captifs embarqués ; elle connaît de brusques hausses liées aux mauvaises conditions de navigation. La baisse de cette mortalité au XVIII^e siècle est due à un raccourcissement de la durée des traversées et à une meilleure maîtrise de l'hygiène alimentaire.

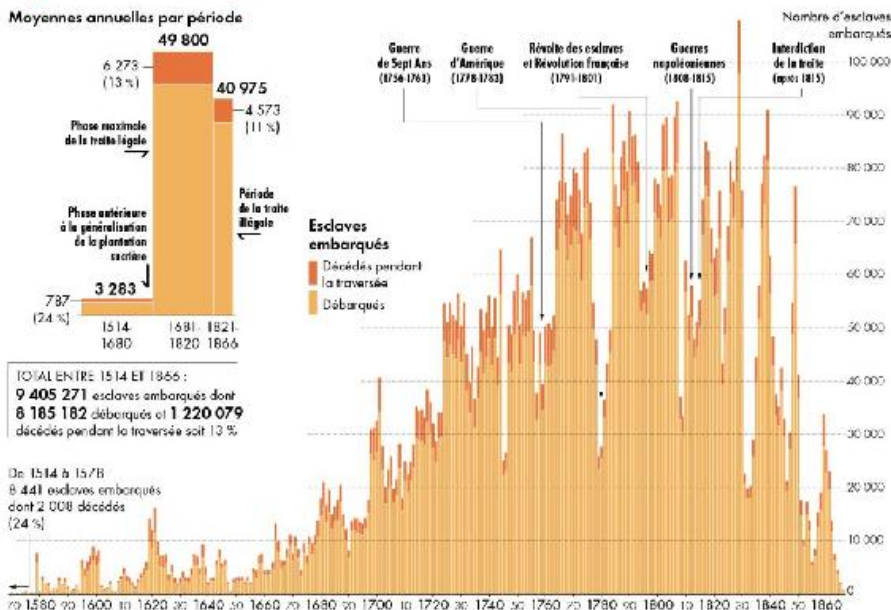
Le rythme de la traite atlantique

Moyennes annuelles par période

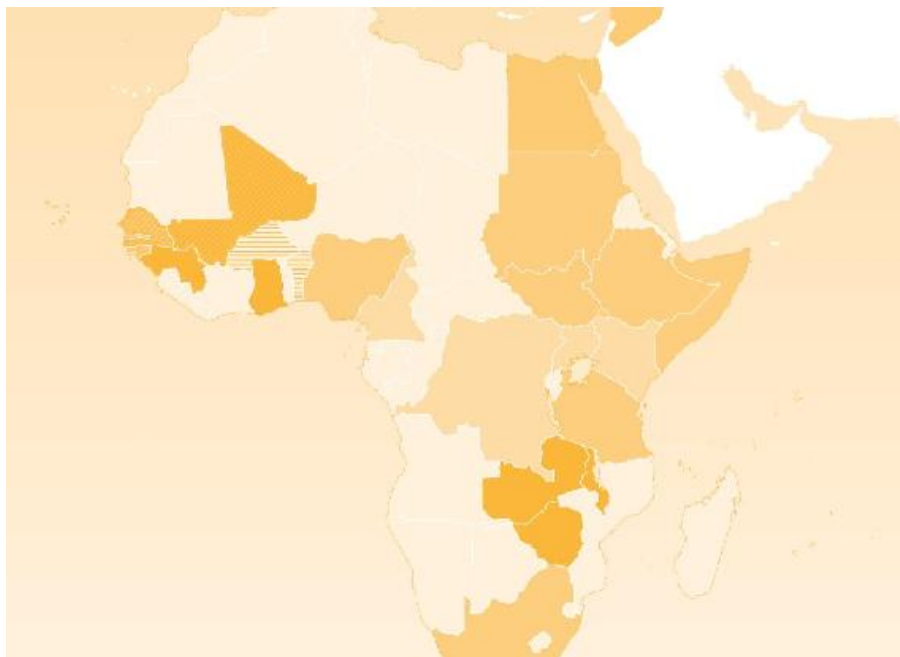


TOTALEMENT 1514 ET 1866 :
9 405 271 esclaves embarqués dont
8 185 182 débarqués et 1 220 079
décédés pendant la traversée soit 13 %

De 1514 à 1578
8 441 esclaves embarqués
dont 2 008 décédés
(24 %)



Source : M. Dargatzis et J. Guigas, Atlas des esclavages : de l'Antiquité à nos jours, Autrement, Paris, 2017.



L'Afrique souveraine au XIX^e siècle

Les mutations qui touchent le continent au XIX^e siècle sont d'abord économiques. Les traites atlantique et orientale disparaissent lentement tandis que les régions côtières développent de nouvelles cultures d'exportation. Les réseaux commerciaux à longue distance s'étendent, comme en Afrique centrale, d'un océan à l'autre, et l'esclavage interne progresse partout.

La forme étatique apparaît alors plus propice au contrôle de l'espace, des ressources et des hommes. États prédateurs ou États refuges, empires ou constructions nationales, d'anciens États se consolident et s'étendent, de nouveaux apparaissent à la faveur de bouleversements régionaux parfois fondés sur la religion, comme les djihads qui transforment la

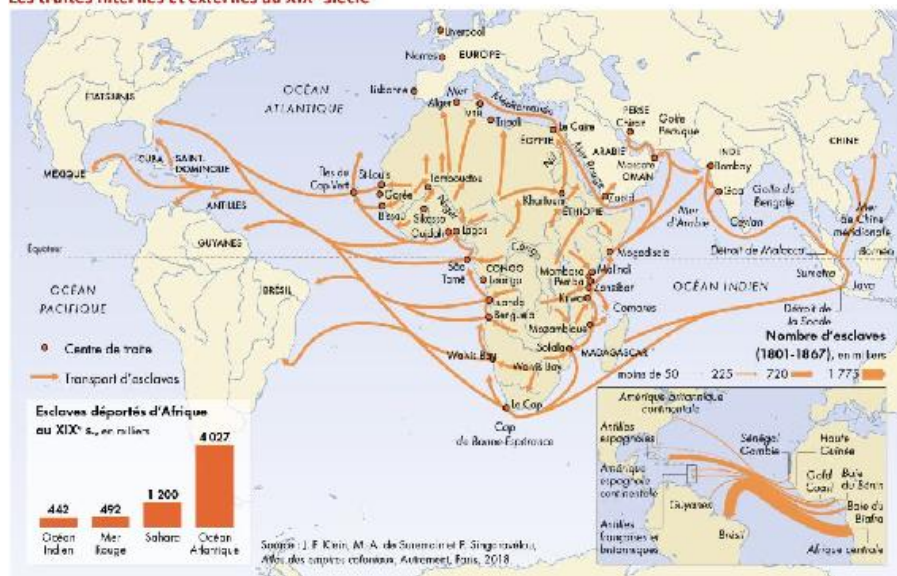
carte politique et les sociétés d'Afrique occidentale.

Alors que les Européens commençaient à explorer l'intérieur du continent, ces États souverains, mais plus encore les sociétés lignagères, allaient résister à la conquête coloniale jusqu'à la fin du siècle, parfois avec acharnement, à la mesure de leur cohésion sociale.

La traite atlantique abolie

L'abolition de la traite (ou commerce des esclaves) atlantique ne fut ni immédiate ni décisive avant l'abolition de l'esclavage par les puissances occidentales, qui entraîna la fermeture des marchés américains. C'est que la traite « légale » fut supplantée par la traite de contrebande. Dans la deuxième partie du siècle, l'extinction progressive du marché atlantique eut même, paradoxalement, tendance à augmenter les traites africaines internes.

Les traites internes et externes au XIX^e siècle



Traite clandestine et abolition de l'esclavage

L'abolition occidentale de la traite, dans un premier temps, n'eut guère d'effet sur les chiffres de déportation. La carte générale montre que l'Afrique subsaharienne tout entière était devenue dans les siècles précédents et restait au XIX^e siècle un marché aux esclaves mondial, à l'extérieur comme à l'intérieur du continent.

Le nombre d'esclaves traversant l'Atlantique dans le premier tiers du XIX^e siècle fut le même que dans le dernier tiers du siècle précédent où il avait été maximal. Il fallait pour le réduire abolir l'esclavage, c'est-à-dire les marchés demandeurs devenus dès lors clandestins : 1833 pour la Grande-Bretagne, 1848 pour la France, 1863 pour les États-Unis, 1879 à Cuba, 1888 au Brésil. Quant à l'abolition de la traite, elle remonte à 1803 pour le Danemark, ancienne puissance maritime en déclin, mais surtout 1807 pour la Grande-Bretagne, et 1808 pour les États-Unis. Les raisons pour interdire un trafic resté très profitable furent complexes : le premier choc fut la révolte de Saint-Domingue devenue Haïti, État noir indépendant en 1804 qui annonçait aux politiques de Londres le « début de la fin » ; on était aussi en plein blocus continental des guerres napoléoniennes, et l'Angleterre voulait paralyser le commerce international français qui reposait encore majoritairement sur la traite négrière. Enfin, la révolution industrielle incitait le gouvernement britannique à ne plus miser sur ses planteurs sucriers. L'intérêt se portait désormais sur le coton esclavagiste exporté par les États-Unis, matière première de la révolution textile. Or, les États-Unis reposaient peu sur la traite atlantique (au plus 600 000 arrivées), en raison de leur traite interne : un million d'esclaves transférés d'est en ouest dans le sud cotonnier, ou razzisés aux confins des États du nord non esclavagistes.

Au congrès de Vienne (1815), les Britanniques tentèrent d'arracher à leurs alliés la suppression de la traite ; ils n'obtinrent qu'une « Déclaration » annonçant que « la détermination de l'époque où ce commerce doit universellement cesser sera un objet de négociation entre les Puissances ». La France fut rétive ; malgré des ordonnances royales et les récriminations britanniques, il fallut attendre Louis-Philippe et la loi d'abolition de 1831 sous la monarchie de juillet pour clore la traite : le dernier navire négrier quitta Nantes en 1832. Notons que cette interdiction ne concernait que l'esclavage « officiel » sur les plantations sucrières, mais ni la traite ni l'esclavage au sein des sociétés intertropicales colonisées : la Grande-Bretagne administra une partie de ses territoires intertropicaux sous forme de protectorats (nord du Nigeria, Sierra Leone intérieure, Afrique du Sud – en dehors des colonies du Cap et du Natal) ce qui leur laissait la liberté de choix. En Amérique hispanophone, les indépendances de la première moitié du siècle se traduisirent par l'abolition précoce de la traite (mais non de l'esclavage).

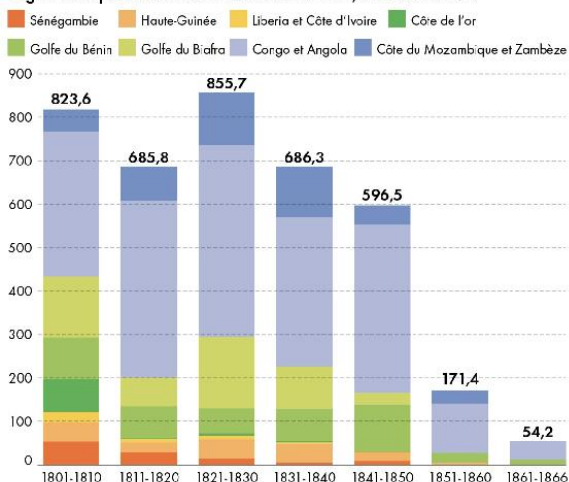
Traite brésilienne et traite arabe

En revanche, la traite brésilienne explosa. C'est que la Grande-Bretagne « toléra » officiellement la traite au sud de l'Équateur, entre

Angola, Mozambique et Brésil jusqu'en 1840, et que le Brésil n'interdit la traite qu'en 1850. D'où l'évolution du prix des esclaves sur les côtes africaines (à cette époque essentiellement la côte congolaise au sens large, de Loango à Luanda), qui égale alors celui de la traite « légale » d'avant 1807. Le nombre d'esclaves déportés aux Amériques entre 1801 et 1866 (4 millions) représente le tiers du total général de la traite atlantique (13 millions). Quant à l'interdiction de la traite imposée au sultan de Zanzibar en 1874, elle concernait le commerce extérieur dans l'océan Indien, mais non la traite interne, îles incluses. Le paradoxe fut que la fermeture du marché atlantique et la révolution industrielle en marche tout au long du XIX^e siècle firent se développer une industrie de transformation des armes de rebut des guerres européennes en « armes de traite », notamment à Liège. Elles étaient vendues aux négociants arabes en Méditerranée, et le trafic fut accru vers l'océan Indien avec le percement du canal de Suez (1869) : peut-être 4 millions d'esclaves au XIX^e siècle.

La traite atlantique 1801-1866

Région de départ des esclaves entre 1801 et 1866, en milliers d'esclaves



Source : P. Lovejoy, *Une histoire de l'esclavage en Afrique, Mutations et transformations*, Karthala, Paris, 2007.

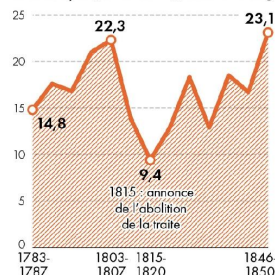
Permanence de la traite africaine

Les réseaux de traite internes à l'Afrique s'étaient extraordinairement développés au cœur du continent. Il est impossible d'en connaître le chiffre total, seules des évaluations partielles ont été tentées. Les pistes traversaient le continent de part en part. Pour la deuxième moitié du XIX^e siècle, on possède le témoignage de femmes esclaves réfugiées dans une mission protestante aux confins de la Tanzanie et de la République démocratique du Congo actuelles, au centre de l'Afrique, qui avaient échappé après des vies chaotiques aux caravanes internes :

l'une d'entre elles, dénommée Bwanika, échappa aux razzieurs à deux reprises, une fois vers l'Atlantique, l'autre fois vers l'océan Indien. La réduction du marché atlantique, effective dans la deuxième moitié du siècle, provoqua un autre paradoxe : l'utilisation sur place en Afrique des « stocks » d'esclaves désormais invendus à l'extérieur. En même temps que l'esclavage disparaissait en Occident, il augmenta considérablement dans les sociétés africaines. Cela accompagna la reconversion économique du continent.

Évolution du prix des esclaves au départ d'Afrique

Prix des esclaves sur la côte Atlantique
de l'Afrique (1783-1850), en livres sterling



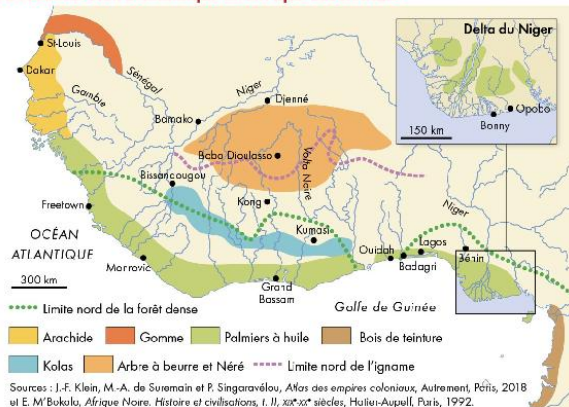
Source : P. Lovejoy, *Une histoire de l'esclavage en Afrique, Mutations et Transformations*, Karthala, Paris, 2017.

Les reconversions économiques africaines

Les reconversions économiques furent dues à trois facteurs : la fin progressive et inégale des traites extérieures, les demandes en matières premières agricoles des nouveaux marchés industriels européens et l'adaptabilité des sociétés africaines. Celles-ci associèrent traite et production esclavagiste. Le résultat fut l'intensification de l'esclavage interne et l'émergence d'empires militarisés qui allaient s'opposer à la conquête européenne.

Le contexte économique et politique du continent fut bouleversé par la fin de la traite extérieure. Les pistes internes qui traversaient de part en part le continent fonctionnaient de plus belle. Mais l'utilisation des esclaves se transforma : de marchandise, ils devinrent outil de production et de guerre. Les mutations se développèrent partout, à l'ouest, au centre et à l'est, les sociétés africaines réagissant différemment à l'extinction du marché extérieur.

La reconversion économique en Afrique occidentale



L'Ouest africain et les matières premières

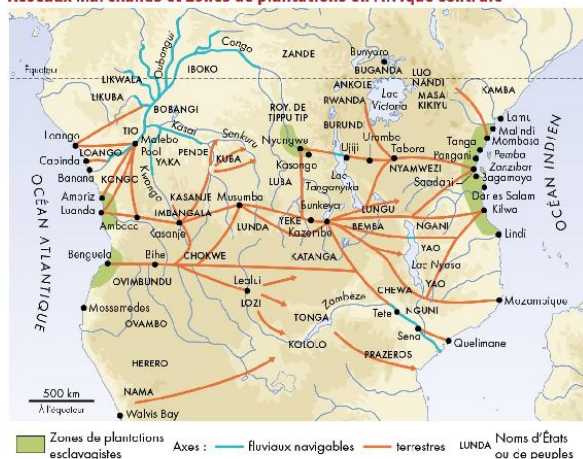
Ce fut l'Afrique de l'Ouest, où existait un commerce diversifié ancien, qui s'adapta le plus vite aux nouveaux marchés mondiaux. Les royaumes négriers côtiers poursuivirent d'abord leur essor qui culminait depuis le XVIII^e siècle : le royaume d'Abomey avec son port de Ouidah, le royaume Ashanti par l'intermédiaire des courtiers Fanti de la Côte de l'or, les chefferies esclavagistes abritées dans les îles du delta du Niger. Ils étaient approvisionnés en esclaves par les populations courtières de l'intérieur, comme les Peuls du Fouta Djalon, qui envoyaient leurs marchands d'esclaves jusqu'à la côte, ou les Aro de l'arrière-pays, qui approvisionnaient les îles du delta. Impliqués de longue date dans la traite, ils refusèrent d'abord les injonctions de la marine britannique à renoncer à ce trafic, mais certains s'adaptèrent aux nouvelles demandes occidentales portant sur les matières premières tropicales nécessaires à la révolution industrielle : la gomme récoltée par les Maures sur la rive droite du fleuve partait de Saint-Louis du Sénégal, le delta du Niger commença en 1802 à exporter vers l'Angleterre l'huile de palme produite jusqu'alors artisanalement. À partir des années 1830, le roi d'Abomey fit de même. Le Sénégal se mit à l'arachide. Ces oléagineux tropicaux étaient nécessaires pour huiler les machines, pour l'éclairage des usines, pour fabriquer le savon (le savon blanc de Marseille fut mis au point par la maison Régis à cette époque). Les souverains locaux menèrent d'abord de front les deux activités : traite clandestine et exportation de matières premières. Celles-ci devinrent ensuite déterminantes, entraînant le déclin des royaumes négriers en faveur de nouveaux entrepreneurs d'une économie de plantation devenue esclavagiste. Les échanges avec l'Europe se multiplièrent. On repère des plantations dans l'arrière-pays côtier, où des femmes d'affaires africaines possédaient jusqu'à cent esclaves ou davantage.

Le sultanat de Zanzibar : esclaves et plantations

L'évolution fut analogue en Afrique de l'Est, en raison de l'essor de Zanzibar, dépendant jusqu'alors du sultanat d'Oman, mais devenu à partir de 1840 la capitale d'un sultanat autonome dominant la côte orientale africaine. Cet empire musulman esclavagiste utilisait une grande partie des esclaves drainés depuis l'Afrique centrale dans la production du clou de girofle dont il avait quasiment le monopole, mais aussi dans la canne à sucre, le coprah, et les cultures vivrières pour nourrir les caravanes. En 1830, le sultan reçoit un consul américain et commerce avec Boston. Avec les caravanes zanzibarites qui remontent des ports de la côte jusqu'aux Grands Lacs pour razzier

des esclaves, la culture swahilie, née de contacts anciens et nombreux dans l'océan Indien, mêlant des apports arabes et persans à un socle linguistique autochtone bantou, s'implante dans l'intérieur. Le négociant zanzibarite Tippu Tip, de son vrai nom Hamed bin Mohammed el Marjebi, crée des plantations sur le haut Congo, et négocie avec les Belges, qui le nomment un moment gouverneur à la fin du siècle.

Réseaux marchands et zones de plantations en Afrique centrale



Source : Elkia M'Bokola, Afrique Noire. Histoire et civilisations, t. I, XVIII^e-XX^e siècles, Hatier-Aupell, Paris, 1992.

Les empires de l'intérieur : esclaves et conquêtes

Des chefs de guerre enrôlèrent des esclaves raziés comme soldats pour construire de nouveaux empires. Ce fut le cas de ceux qui avaient refusé le contact avec les Européens, comme Ousmane dan Fodio qui, au début du siècle, refusait de vendre ses esclaves aux chrétiens ; d'autres acteurs des grands djihads de l'Ouest africain résistèrent en fin de siècle aux conquêtes coloniales, comme El Hadj Omar et Samori. À l'est, l'essor de la traite vers l'océan Indien favorisa l'émergence de puissances militaires esclavagistes, sous l'égide de chefs comme Rabah dans la cuvette tchadienne ou Mirambo entre le lac Tanganyika et la côte orientale.

Sur la côte congolaise (du Cameroun à l'Angola), les puissances négrières antérieures, comme les royaumes de Kongo et de Loango, étaient épuisées par la traite qui se maintint le long des côtes jusqu'à la fin du siècle par le biais du marché angolais, colonie portugaise depuis le XVI^e siècle. Dans l'arrière-pays, les chefferies se livraient au pillage, tandis que s'exportaient vers l'Europe les bois de teinture (jaune, rouge) indispensables à l'impression des textiles avant l'invention des teintures chimiques en fin de siècle, et aussi, massivement, l'ivoire utilisé en Europe pour la fabrication de boules

Le royaume du Buganda

L'Afrique des Grands Lacs est l'une des zones les plus peuplées du continent (environ la population de l'Éthiopie répartie sur plusieurs royaumes). Des monarchies très élaborées se développent à partir de systèmes agricoles performants et de réseaux d'échanges régionaux. À partir de la fin du XVIII^e siècle, ces États se militarisent et se transforment en régimes de plus en plus despotiques qui fascinent les premiers voyageurs européens.

L'Afrique des Grands Lacs, une région riche et peuplée, ébranlée par la traite

La région des Grands Lacs bénéficie d'une très grande variété d'écosystèmes : la forêt congolaise y rencontre la savane est-africaine et soudanaise autour du Grand Rift africain. Des variations d'altitude considérables démultiplient les écosystèmes. Les circulations et les complémentarités au sein d'un environnement aussi varié nourrissent les échanges et les innovations agricoles. Ces évolutions sont facilitées par l'existence de six vastes réseaux navigables, autour des lacs et du Nil.

Depuis le IX^e siècle, on observe une hiérarchisation croissante des sociétés dans l'Afrique des Grands Lacs. Des monarchies puissantes se structurent autour des circuits de distribution du sel, du fer et du tissu d'écorce. Les royaumes des Grands Lacs sont à l'interface de petites chefferies, de sociétés lignagères structurées par la parenté et de sociétés à classes d'âge très militarisées en pleine expansion aux XVIII^e et XIX^e siècles.

La mondialisation, qui touche l'Afrique à partir du XVI^e siècle, a des effets contrastés. Elle mène d'abord, à la fin du XVII^e siècle, à une révolution agricole qui permet, grâce à de nouvelles rotations liées aux plantes américaines (haricots, patates douces...), de doubler la production. Cela nourrit des densités de population élevées, une spécificité de la région des Grands Lacs. Ces nouveaux systèmes

agricoles exigent un usage intensif d'intrants, ce qui bouleverse la hiérarchie entre les propriétaires de bovins et le reste de la population. L'équilibre géopolitique se transforme aussi. Les monarchies situées dans les régions les plus sèches (Bunyoro, Buha) déclinent au profit des régions plus humides en altitude (Rwanda, Burundi) ou des rivages lacustres (Buganda). À la suite des plantes américaines, se diffusent à partir de la fin du XVIII^e siècle la traite de l'ivoire et des esclaves ainsi que les épidémies (en particulier le choléra et la variole). Les monarchies les plus puissantes profitent de la militarisation et de l'économie de prédation pour se renforcer au détriment des populations plus vulnérables. En revanche, le plus souvent, ces États puissants bloquent aussi l'expansion des entrepreneurs itinérants de la guerre (Zanzibarites, Soudanais, Nyamwezi, Ngoni...) qui ravagent et terrorisent l'Afrique au XIX^e siècle à la recherche d'ivoire et d'esclaves.

Le royaume du Buganda, une puissance dominante au XIX^e siècle

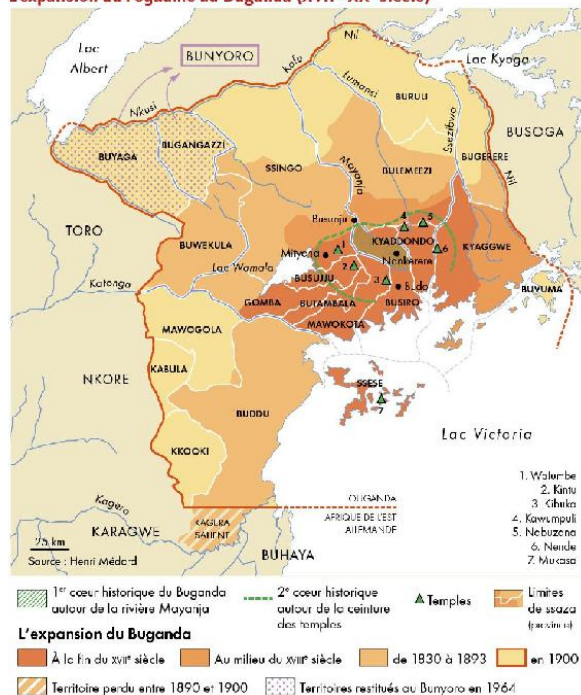
La trajectoire du Buganda est assez typique de la région. Le royaume se développe en périphérie du Bunyoro, État dominant aux XVII^e et XVIII^e siècles. Au milieu du XVIII^e siècle, le Buganda se militarise à l'extrême, dans un contexte de guerre civile et d'ingérences de son puissant voisin. Son expansion territoriale lui permet ensuite de construire un système de complémentarité agricole entre les zones lacustres où domine la pêche, les zones centrales où dominent les bananeraies et les zones plus sèches, conquises sur le Bunyoro, adaptées à l'élevage. Le royaume devient un nœud de communication dans la région. Au XIX^e siècle, la connexion du royaume au réseau de commerce international de l'ivoire et des esclaves transforme l'expansion du Buganda. Les armées et les flottes ganda prélèvent un tribut ou ravagent des régions de plus en plus éloignées. Mais les frontières du royaume ne s'agrandissent plus. L'évolution change lorsque les Britanniques s'allient aux Baganda pour établir leur colonie en Ouganda. Ils annexent de larges régions du Buganda, auquel ils sous-traitent la pacification.

Néanmoins, derrière une histoire tourmentée et militarisée au XIX^e siècle, se cachent une histoire plus longue de densification de la population, d'innovation agricole, d'imagination politique et des réseaux commerciaux dynamiques.

L'Afrique des Grands Lacs au XIX^e siècle



L'expansion du royaume du Buganda (XVII^e-XX^e siècle)



Le royaume de Madagascar

Entre 1817 et 1895, Madagascar passe d'un lacs de pouvoirs politiques autonomes, liés par des systèmes lignagers et aristocratiques, à la quasi-hégémonie d'un royaume composite, le royaume de Madagascar. La géopolitique de la grande île repose sur une tension entre logiques lignagères et développement d'un État bureaucratique, extraverti et coercitif qui s'impose dans le petit « concert des nations » malgaches.

Des royaumes au royaume

À l'orée du XIX^e siècle, un chapelet de royaumes, indépendants politiquement, partage une langue et des pratiques politico-religieuses fondées sur l'ancestralité qui permettent aux dynasties régnantes de fonctionner en réseau et d'instituer entre elles des liens hiérarchiques, malgré la fragmentation politique.

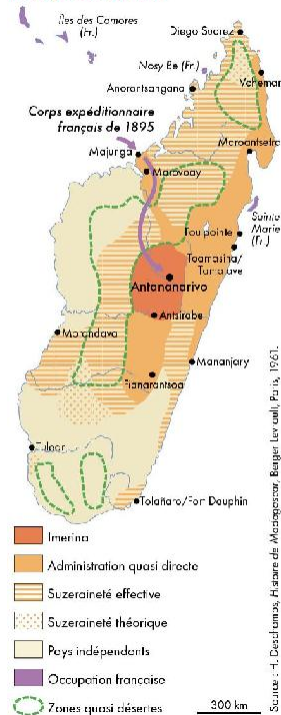
Les relations avec le monde établies dans la longue durée des échanges dans l'océan Indien s'orientent vers le monde musulman, en particulier sur la côte ouest, où des diasporas marchandes swahilies et gujaraties agissent comme intermédiaires avec le Moyen-Orient et l'Inde. Sur la côte est, des diasporas créoles jouent un rôle similaire, connectant l'île à l'Europe et à l'Amérique via les Mascareignes.

L'île est affectée par les fluctuations de l'économie mondiale au XIX^e siècle. La pression du Royaume-Uni sur les réseaux de traite et la concurrence franco-britannique dans l'océan Indien permettent au royaume Merina, basé dans les hautes terres centrales, de s'ériger en intermédiaire principal des puissances étrangères. Dès la fin du XVIII^e siècle, ce royaume, devenu un élément moteur de la traite des esclaves entre l'Afrique de l'Est et les Mascareignes, se renforce grâce à des réformes agraires.

Cette croissance renforce le pouvoir des souverains Andrianampoinimerina (1774-1810) et Radama I^{er} (1810-1828), qui concentrent le pouvoir à Antananarivo, agrandissent le royaume par des conquêtes, d'abord dans les hautes terres, puis vers l'est. Le

royaume Merina se construit dans une double relation, vers le monde et dans le concert des royaumes malgaches. Reconnu comme « royaume de Madagascar » par un traité signé en 1817 avec les Britanniques, il conçoit d'emblée une ambition hégémonique sur l'ensemble de l'île, même si d'autres dynasties, comme les différentes branches de l'aristocratie sakalava Zafinimena, restent suzeraines de nombreuses communautés, dans l'ouest de Madagascar, tout au long du XIX^e siècle.

Madagascar en 1895



Un royaume bureaucratique dans le monde

Appuyé par des techniciens et des conseillers européens, le roi Radama ouvre la porte au monde et à des réformes profondes. Il permet l'installation des missions protestantes de la London Missionary Society qui diffusent innovations techniques (imprimerie), transformations culturelles (langue malgache en caractères latins) et religieuses. Elles profitent à l'armée qui, modernisée, s'engage dans une série de campagnes pour contrôler les interfaces maritimes. À la mort de Radama, la plupart des ports et les régions les plus productives sont sous le contrôle du royaume. Mais des dissensions y apparaissent, entre des minorités christianisées et les tenants d'un pouvoir oligarchique fondé sur l'ancestralité. Les membres du lignage

hova Tsimiamboholahy parviennent à dominer l'exécutif du royaume en contrôlant la dynastie royale.

De 1828 à 1895, les premiers ministres issus de cette famille contrôlent le pouvoir monarchique et accumulent ainsi d'immenses richesses. Entre 1828 et 1861, le royaume est marqué par une relative autarcie et une active politique antichrétienne, qui touche notamment les chrétiens malgaches. En rétorsion à des mesures défavorables aux traitants européens, une opération militaire franco-britannique est menée en 1845 contre le port de Tamatave. En 1861, le royaume s'ouvre à nouveau. Les missionnaires protestants se réinstallent, suivis par les catholiques. Après une tentative d'ouverture libérale (Radama II, 1861-1863), à laquelle une coalition conservatrice met rapidement fin par une révolution de palais, le Premier ministre Rainilaiarivony prend autoritairement la main sur l'exécutif. Il fait le choix de l'ouverture au monde, en amorçant des réformes juridiques et militaires (code des 305 articles). Point d'orgue de cette politique, il promeut la conversion de la monarchie au protestantisme en 1869. Cette décision accélère l'entrée de Madagascar dans une mondialisation européenne, d'autant plus que l'ouverture du canal de Suez rapproche l'île de l'Europe, conduisant compagnies et capitaux à s'immiscer dans son économie.

L'extraversion s'accroît dans le dernier tiers du XIX^e siècle et l'impérialisme français est particulièrement fort dans le sud-ouest de l'océan Indien. Les colonies françaises de la Réunion, Sainte-Marie et Nosy Be servent de tremplin à la France qui, après une guerre en 1883-1885, obtient un protectorat sur l'ensemble de l'île et oblige l'État malgache à déléguer une bonne partie de ses ressources douanières aux banques françaises. En 1895, l'envoi d'un corps expéditionnaire français de 15 000 hommes vient à bout de l'État malgache. Le 6 août 1896, la monarchie malgache est abolie, la reine et le Premier ministre sont exilés. Madagascar devient colonie française.

Kabary royal (Antananarivo, 1895)





Le califat de Sokoto

Le califat de Sokoto était le plus grand État d'Afrique au ^{xix}^e siècle. Fruit d'un djihad mené par Ousmane dan Fodio entre 1804 et 1810 dans des régions principalement peuplées par des sociétés haoussa et peules, cet État islamique s'étendait sur un territoire couvrant principalement le nord du Nigeria et le nord du Cameroun actuels. Le djihad de Sokoto ne fut pas le premier d'Afrique de l'Ouest mais il a révolutionné toutes les sociétés de la région.

Un État issu du djihad

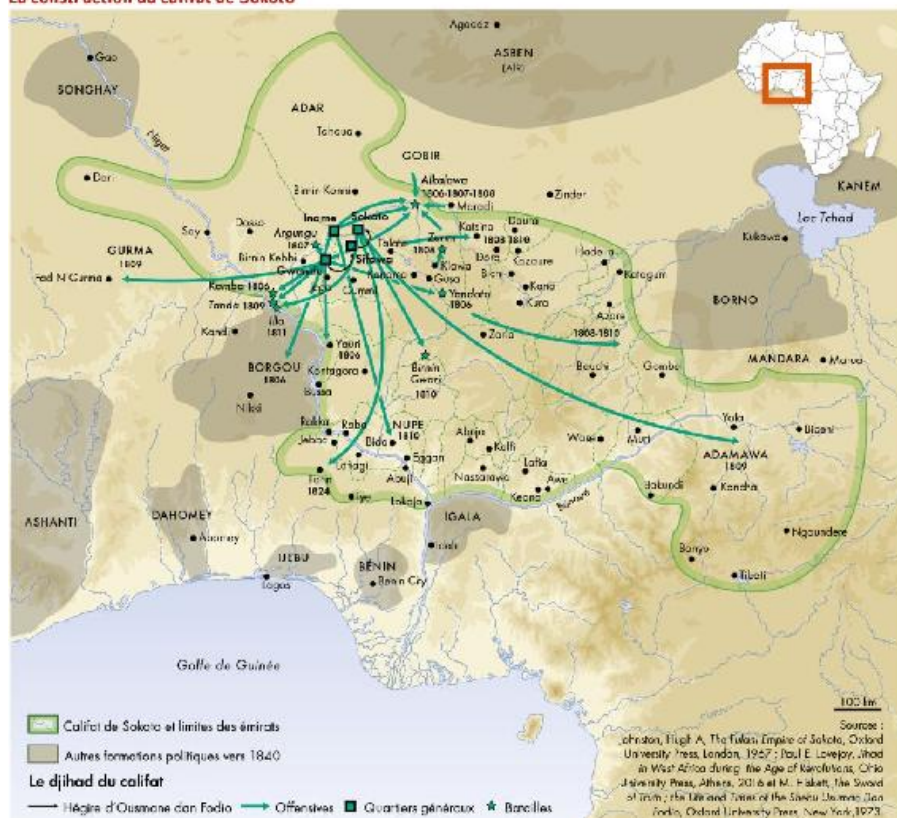
Les six premières années du djihad (1804-1810) ont posé les fondements politiques et religieux d'un État qui n'a jamais été un empire à proprement parler, mais un ensemble de territoires disparates placés sous l'autorité d'Ousmane dan Fodio et de ses successeurs qui ont pris le titre de « calife » (le terme de « califat » ne fut employé qu' à partir du ^{xx}^e siècle). En raison de son étendue, le califat était subdivisé en une trentaine d'émirats dirigés depuis Sokoto, Wurno ou Gwandu (trois villes aujourd'hui dans le nord-est du Nigeria). Certains émirats de l'est comme celui d'Adamawa étaient plus ou moins autonomes.

Même si la première phase d'expansion du califat se termine en 1810, tous les descendants de Dan Fodio ont dû combattre pour asseoir leur autorité, faisant ainsi du djihad un phénomène quasiment ininterrompu jusqu'au milieu du ^{xix}^e siècle. Ainsi Mohammed Bello, fils et successeur direct de Dan Fodio, prit le titre de sultan et mena de nombreuses campagnes militaires jusqu'à sa mort en 1837. Sa politique consistait à nommer des membres de sa famille à la tête des villes-frontières, à fixer des populations peules nomades dans des villages ou encore à construire des villages fortifiés pour surveiller certaines frontières.

L'un des objectifs principaux du djihad de Sokoto était de purifier l'islam, une religion qui avait pénétré dans les régions haoussa dès le

xiv^e siècle par l'intermédiaire de commerçants venus du Borno voisin ou des régions situées au nord du Sahara. Le califat de Sokoto a donc voulu instaurer la charia dans les territoires nouvellement conquis. Les religions préislamiques subsistaient, mais la culture islamique, véhiculée par des livres diffusés à travers le Sahara ou écrits par la famille du calife, a pénétré dans toute la région. Que ce soit par le pèlerinage à La Mecque, le commerce ou la diffusion des confréries, l'espace haoussa s'est donc largement intégré au monde musulman pendant cette période.

La construction du califat de Sokoto



Une transformation profonde des sociétés

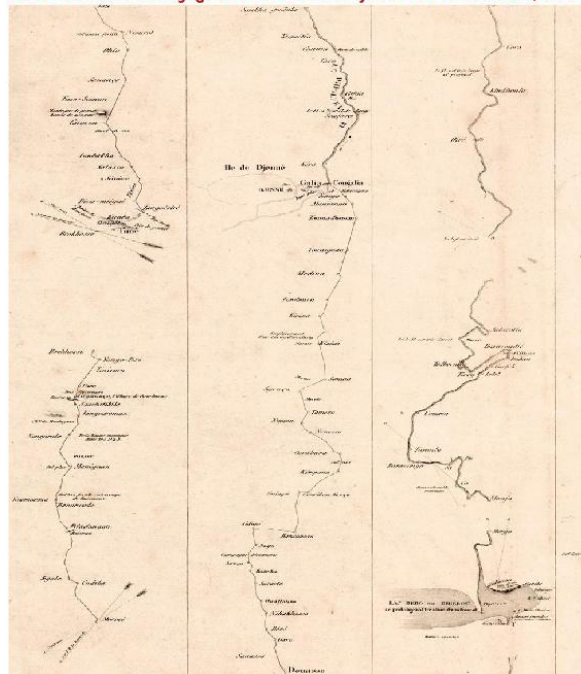
Le but du djihad était de réformer voire de révolutionner les sociétés des régions conquises. Le besoin en hommes instruits a aussi favorisé l'éclosion d'écoles dans le monde urbain haoussa. Les femmes de l'élite, influencées par Nana Asma'u, fille d'Ousmane dan Fodio et auteure de poèmes et traités sur l'éducation, se devaient aussi de recevoir une éducation religieuse.

Le djihad était un projet total de changement de société et il existe un

L'Afrique explorée

À la fin du ^{xviii}e siècle, les Européens constatent qu'ils ignorent presque tout de l'intérieur du continent africain. Un siècle plus tard, l'Afrique est traversée par des expéditions militaires et partagée sur cartes. Entre les deux, l'exploration transforme puissamment les représentations européennes du continent. Pour autant, elle n'est pas une entreprise exclusivement européenne et les savoirs géographiques rapportés ne servent pas directement à la conquête coloniale.

L'African Association, fondée à Londres en 1788, veut contribuer à la connaissance de l'intérieur de l'Afrique par l'envoi de voyageurs européens. Les sociétés de géographie de Paris (1821) et de Londres (1830) prennent le relais. Elles encouragent l'exploration par des prix, des instructions aux voyageurs, mais les expéditions sont plutôt organisées par les gouvernements. L'objectif est d'établir une cartographie du continent, mais aussi de collecter des savoirs divers sur les populations (mœurs et coutumes, langues, organisation politique, productions et commerce).



Une dépendance à l'égard des sociétés africaines

Les premiers voyageurs européens découvrent vite qu'ils ne peuvent pas traverser les États de l'intérieur sans l'assentiment des autorités politiques locales. Ils doivent se présenter aux chefs, leur offrir des présents en échange d'une protection et du droit de passage. Ils dépendent aussi des guides et interprètes avec lesquels ils nouent parfois des relations étroites, tels Mollien et son compagnon peul Boukari. La plupart se joignent à des caravanes de marchands empruntant les pistes transsahariennes ou les réseaux d'échange à longue distance. Il leur faut aussi se faire accepter par les populations locales qui leur offrent l'hospitalité. Ils développent à cet effet des stratégies d'adaptation et de mimétisme, adoptant le costume local sans pour autant cacher leur identité. Certains se font passer pour Maures, Turcs ou Égyptiens en pays musulman, tel Caillié qui effectue tout son voyage sous couvert d'une identité factice. Lorsqu'ils ont épuisé leurs ressources, tous dépendent étroitement des sociétés qui les accueillent, à l'instar de Mungo Park, obligé de mendier lors de son retour vers la Gambie. De telles conditions de voyage favorisent la rencontre, mais elles infléchissent l'itinéraire et interdisent tout programme préétabli.

À partir du milieu du XIX^e siècle, des expéditions mieux dotées et bien équipées tentent de s'affranchir de ces contraintes.

De l'exploration à la conquête

L'Afrique occidentale, plus proche, fut la première abordée par l'exploration. Partant de la Sénégambie ou de Tripoli, les voyageurs cherchaient à résoudre l'énigme géographique du cours du Niger. Mungo Park, premier explorateur européen à l'atteindre en 1796, observa qu'il coulait vers l'est, mais il fallut attendre 1830 pour en déterminer l'embouchure. Tombouctou, cité mythique aux yeux des Européens, fut atteinte en 1826 par Laing qui n'en revint pas vivant, puis en 1828 par Caillié, qui obtint le prix de la Société de géographie. Les États riverains du lac Tchad et l'empire de Sokoto furent visités par des expéditions diplomatico-scientifiques (Denham et Clapperton, Barth) chargées de les convaincre de renoncer à la traite et de contracter des traités de commerce avec les Britanniques.

La recherche des sources du Nil dans la région des Grands Lacs, provoquant rivalités et controverses entre explorateurs (Burton et Speke), prit le dessus dans les années 1850 et 1860. L'engouement du public européen pour le missionnaire David Livingstone contribua à forger l'image de l'explorateur individuel venant à bout d'une nature indomptée et de peuples sauvages, comme héros de la « civilisation ».

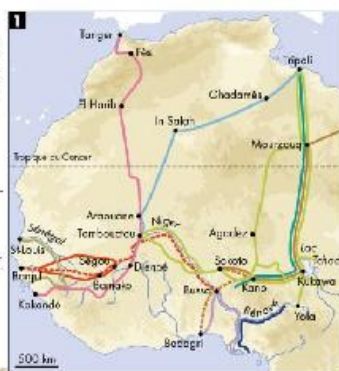
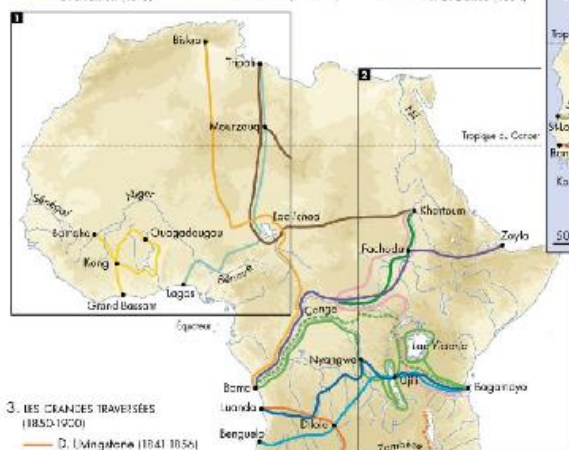
Dans les années 1870, l'intérêt se déplaça vers le bassin du Congo, dans le sillage de Stanley. Les expéditions qui partaient de la côte orientale de l'Afrique vers les Grands Lacs recrutaient à Zanzibar d'immenses colonnes de porteurs et des escortes armées qui pouvaient obliger les populations à livrer des vivres, mais rendaient la confrontation inéluctable. À partir des années 1880, une exploration de plus en plus militaire effectue de grandes traversées du continent pour établir des jonctions entre territoires d'un même empire et ne s'embarrasse plus de demander le passage aux souverains africains. Dans ses objectifs comme dans ses pratiques, l'exploration en vient à se confondre avec la conquête.

Pour autant, les cartes-itinéraires et les savoirs géographiques établis par l'exploration n'étaient pas adéquats à cet effet. Dans certaines régions, les descriptions géopolitiques établies 50 ans auparavant étaient périmées et, partout, les officiers topographes durent réaliser de nouvelles cartes beaucoup plus précises du terrain.

Itinéraires des principaux explorateurs

1. VERS LE NIGER, LE LAC TCHAD ET TOMBOUTOUM (1786-1855)

- M. Park (1745-1797)
- D. Denham, H. Clapperton (1786-1825)
- R. Caillié (1827-1828)
- F. Hornemann (1797-1801)
- A. G. Leing (1825/26)
- R. et J. Lander (1830)
- M. Park (1805-1806)
- H. Barth (1850-1855)
- G. Mollat (1818)
- R. Lander (1825-27)
- W. B. Baikie (1854)



3. LES GRANDES TRAVERSÉES (1850-1900)

- D. Livingstone (1841-1856)
- D. Livingstone (1858-1864)
- G. Rollin (1863-1869)
- G.A. Schweinfurth (1868-71)
- G. Nachtigal (1849-1874)
- V.L. Cameron (1873-1874)
- H.M. Stanley (1874-1877)
- W. Junker (1879-1886)
- H. van Willem (1860-1882)
- H.M. Stanley (1887-1899)
- L.G. Zinger (1894-1896)
- J.-B. Marchand (1893)
- F. Fourmeau et F.-J.-A. Lamy (1898-1900)

1 000 km

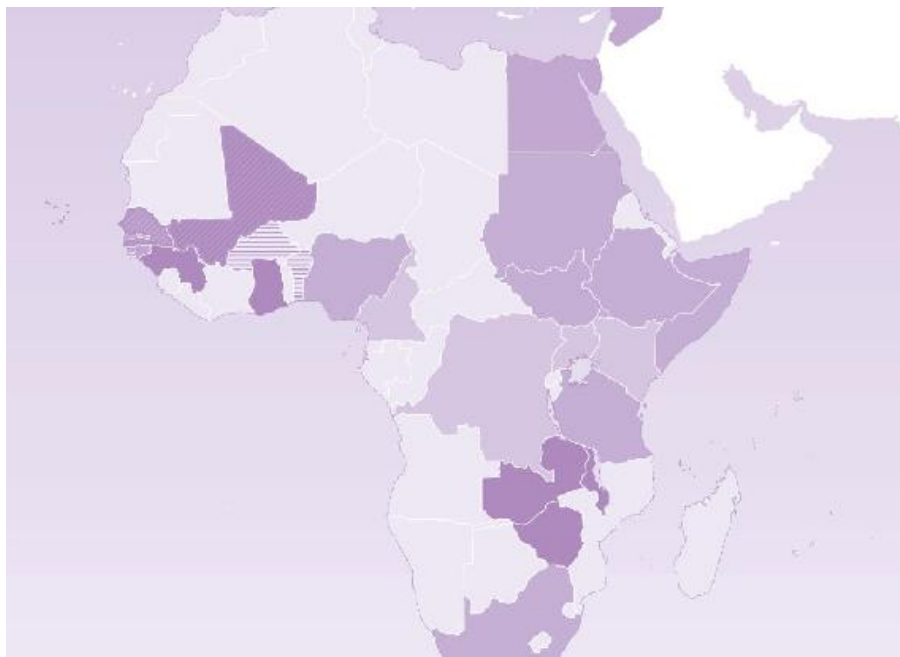
A l'équateur

2. VERS LES SOURCES DU NIGER ET LES GRANDS LACS (1768-1873)

- J. Bruce (1768-1773)
- R. Burton et J. Speke (1857-1859)
- J. Speke (1858)
- J. Grant et J. Speke (1860-1863)
- S. Baker (1863-1864)
- D. Livingstone (1865-1873)

Source : J.L. Ace Agyi et M. Crowder (adaptation C. Coquery-Vidouché et G. Lachavert), Atlas historique de l'Afrique, éditions du Jaguar, Paris, 1988.





L'Afrique sous domination coloniale

Un nouvel impérialisme reposant sur une idéologie coloniale associant commerce et « civilisation », s'impose par la course aux colonies.

Son incidence sur les sociétés varie selon la forme de domination imposée, du protectorat qui maintient les structures administratives autochtones à l'exploitation brutale des populations par les compagnies concessionnaires, en passant par l'appropriation des terres dans les colonies de peuplement. Dans les colonies « d'administration », les plus nombreuses en Afrique subsaharienne, ses déclinaisons sont multiples : impôt, conscription, travail forcé, régime de l'indigénat, missions chrétiennes...

Cette domination forme de nouvelles élites

indispensables à l'exercice du pouvoir et forge des sociétés coloniales hiérarchisées et ségréguées. Elle engendre une résistance constante qui adopte de nouvelles formes de lutte (grèves) et d'organisation (syndicats et partis politiques). Face à l'émergence des nationalismes, les tentatives tardives de réformes ne parviennent pas à enrayer le processus de décolonisation.

De l'empire informel au partage du continent

Jusqu'aux années 1890, la plupart des États et territoires africains sont restés indépendants. La présence européenne, discontinue, relevait de l'« empire informel ». À partir de 1885, les puissances européennes se partagèrent le continent en quelques décennies, alternant négociations et conquêtes, au nom d'une nouvelle idéologie coloniale. La résistance parfois acharnée que leur opposèrent certains territoires retarda localement le processus.

Les Africains confrontés à l'expansion européenne

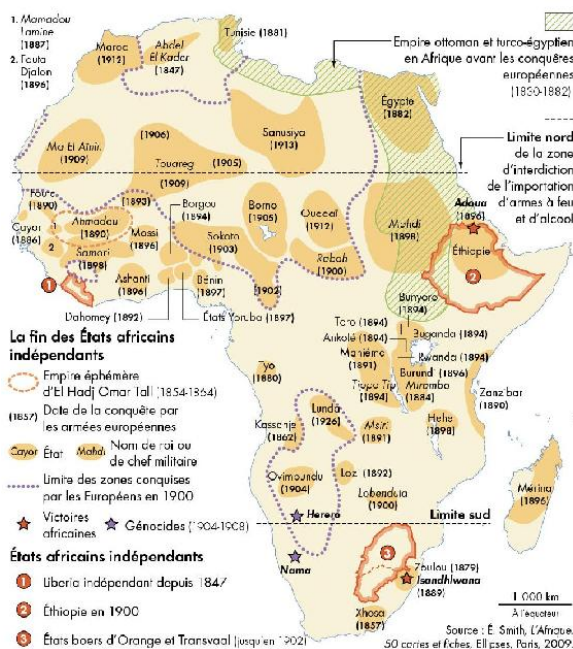
Dans les régions où la présence de commerçants européens était ancienne (Sénégal), la souveraineté économique des Africains fut battue en brèche au cours du XIX^e siècle par l'imposition de traités « d'amitié et de commerce » remplaçant les droits coutumiers dus aux chefs africains par un monopole commercial au profit d'une nation européenne. À la fin du siècle se généralisèrent les traités de protectorat prévoyant l'abandon de la souveraineté extérieure en échange d'une protection militaire. Ces traités pouvaient être extorqués par la force, reposer sur un malentendu, ou au contraire être délibérément sollicités par des chefs africains désireux d'obtenir des armes efficaces contre un puissant État voisin ou contre d'autres Européens jugés plus menaçants. Certains s'allièrent occasionnellement ou durablement aux Européens, dont les armées étaient largement composées de soldats africains. D'autres se lancèrent dans une résistance active, mettant à profit une organisation militaire bien éprouvée (Zoulous), le ralliement de populations subalternes contre des aristocraties prédatrices (Samori), ou un sursaut national (Ashanti, Dahomey).

La circulation de fusils réformés d'origine européenne permit dans un premier temps des succès militaires. En 1890, sous couvert de lutter

contre la traite d'esclaves pratiquée par les commerçants zanzibarites, la conférence de Bruxelles décida l'embargo sur les armes à feu. Certains États parvinrent à s'en procurer (l'Éthiopie de Ménélik, victorieuse des Italiens à Adoua en 1896), à les réparer ou à les fabriquer eux-mêmes (Samori, Chokwe). Pour d'autres, la pénurie organisée d'armes à feu entraîna la prise de conscience de l'inégalité de la lutte (Hendrik Witbooi, chef des Nama).

Les guerres de conquête menées par les Européens, qualifiées de « petites guerres » ou de « pacification », s'accompagnèrent de violences systémiques (exécution des prisonniers, incendie des villages et des récoltes), parfois extrêmes (harcèlement des populations en Afrique centrale, massacres), et même d'un génocide (Herero et Nama au Sud-Ouest africain allemand).

La perte de souveraineté des États africains



La course aux colonies

Contrairement à une idée reçue, la conférence de Berlin (1884-1885) n'a pas partagé l'Afrique, mais elle a fixé les règles pour de futures acquisitions territoriales (occupation effective) et accéléré le processus.

Celui-ci avait commencé en Afrique du Nord avec le protectorat imposé par la France à la Tunisie (1881 puis 1883) et l'occupation britannique de l'Égypte en 1882. Ces deux anciennes provinces

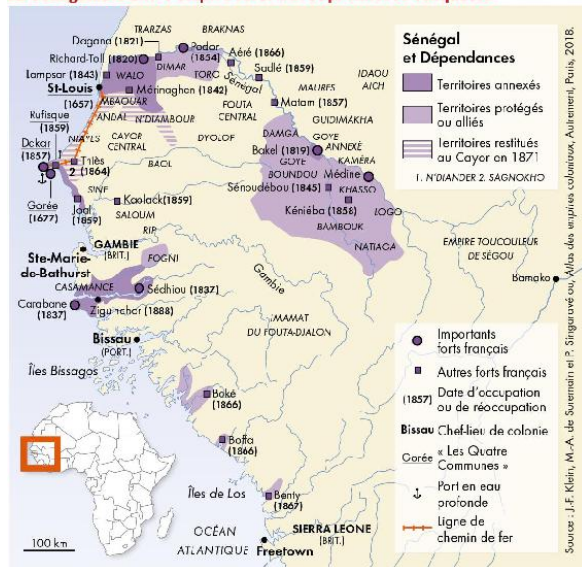
ottomanes, très endettées, avaient dû accepter le contrôle de leurs finances par leurs créiteurs français et britanniques. Ces ingérences furent aussi motivées par des considérations géopolitiques, tel le contrôle du canal de Suez.

En Afrique subsaharienne, la course fut lancée par des rivalités autour du bassin du Congo, exploré par Stanley. Léopold II, roi des Belges, s'y tailla un empire personnel en obtenant la reconnaissance d'un « État indépendant du Congo » en contrepartie de la liberté du commerce international sur le fleuve.

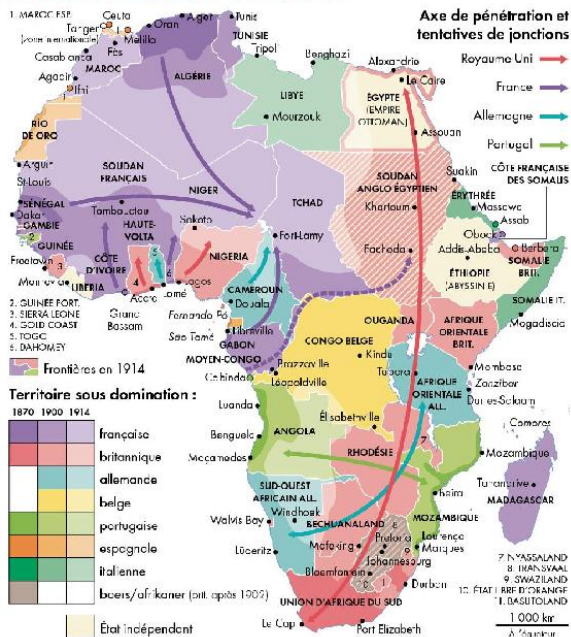
L'expansion s'est faite depuis les côtes, selon des axes de pénétration concurrents. Toutes les puissances européennes ont cherché à effectuer des jonctions entre leurs possessions. L'incident de Fachoda (1898), provoqué par la rencontre de la mission Marchand, venue du Congo français, et de l'armée britannique remontant le Nil, mit en évidence les rapports de force entre Européens. Après la négociation sur le papier de zones d'influence par des diplomates, les frontières inter-impériales furent progressivement délimitées sur le terrain, en tenant parfois compte des réalités politiques locales précoloniales.

Les prises de possession tardives opérées en 1912, par la France au Maroc, malgré l'hostilité de l'Allemagne, et par l'Italie en Tripolitaine et en Cyrénaïque aux dépens des Ottomans, ne furent effectives que dans les années 1920. En 1919, le traité de Versailles attribua les colonies allemandes, sous mandat de la SDN, aux Britanniques, aux Français, aux Belges et à l'Afrique du Sud.

La Sénégalambie entre empire informel et premières conquêtes



Course aux colonies et frontières impériales



Les colonies de peuplement

Les frontières coloniales, âprement négociées, découpent des territoires qui, pour la plupart, restent vides d'Européens. Victime d'une prédation brutale, l'Afrique ne fut guère mise en valeur. Confrontés à une nature hostile, à des peuples perçus comme inquiétants, les colons qui s'y laissent entraîner peinent à réaliser leur idéal agraire. Viticulteur de la Mitidja, planteur d'Angola, éleveur rhodésien n'ont écrit qu'une courte page de l'histoire du continent.

Dans l'entre-deux-guerres, la présence européenne en Afrique reste clairsemée. Elle atteint, par exception, 20 % en Afrique du Sud, environ 10 % en Algérie. Abstraction faite des villes, dont peu ont une majorité européenne, le saupoudrage est la règle. Très rares sont les zones – le vignoble oranais, les bourgades de l'État libre d'Orange – qui évoquent une campagne européenne. Sur les trois quarts au moins de l'Angola, du Mozambique, de la Namibie, du Kenya, l'Européen est absent.

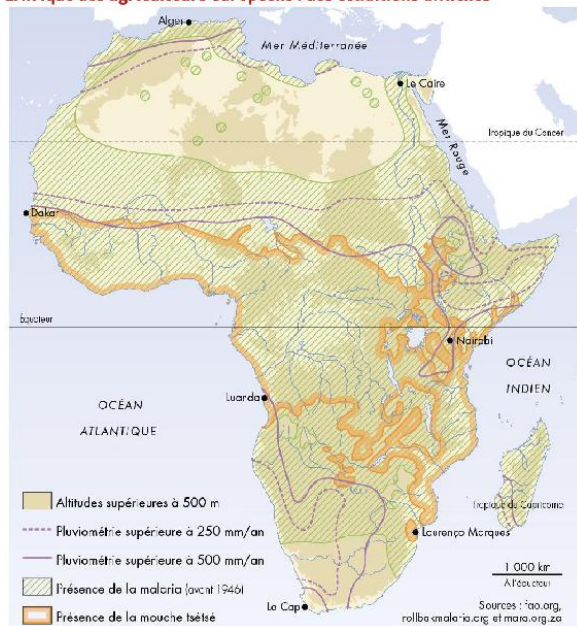
Une Afrique peu attirante

L'impérialisme agressif de la fin du XIX^e siècle ne traduit pas une volonté politique d'installer des hommes, et l'arrivée des colons ne suit pas le partage consécutif à la conférence de Berlin de 1885. Les « poids lourds », Algérie et Afrique du Sud, sont déjà peuplés et c'est après 1945 qu'une « deuxième occupation coloniale » se déroule au Maroc, en Rhodésie, en Angola en particulier où, de 80 000 en 1950, le nombre de colons bondit à 335 000 en 1973. Et un colon sur deux, originaire des Pays-Bas, d'Espagne, d'Italie, n'a pas de lien national avec la métropole, France ou Grande-Bretagne.

L'Afrique n'attire pas non plus spontanément ces Européens qui, fuyant la misère, franchissent l'Atlantique par dizaines de millions. C'est qu'aucun travail n'y attend ceux qui n'ont que leurs bras à offrir, sauf pour les migrants de voisinage de Sicile et d'Andalousie.

L'aventure africaine est un rêve, celui de posséder sa terre. Mais quels territoires s'y prêtent ? La carte ci-contre en montre les limites. Équatoriale et tropicale, elle est « le tombeau de l'homme blanc », qui la fuit – du Sahara au Congo, moins de mille Européens « peuplent » l'Afrique-Équatoriale française en 1914. Ailleurs, il succombe aux « fièvres », à la malaria des plaines malsaines, où la mouche tsé-tsé décime son bétail. C'est dans l'Afrique des plateaux, au-delà des 500 mètres d'altitude que, sur le djebel libyen, au Kenya, en Érythrée, en Angola, en Rhodésie, dans le veld sud-africain, le colon trouve refuge ; en Algérie seulement, il défriche la plaine marécageuse. Il y trouve les bonnes terres, assez arrosées, pour pratiquer une agriculture à l'européenne.

L'Afrique des agriculteurs européens : des conditions difficiles



Des sociétés fragiles

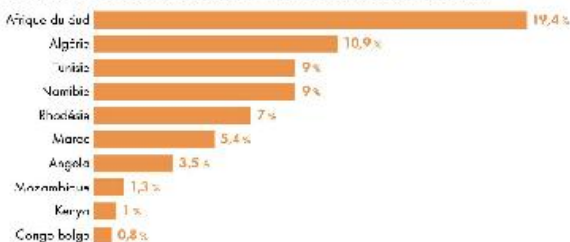
Le colon a des atouts : la terre à vil prix, la main-d'œuvre corvéable, la protection des métropoles. Par force ou par ruse, par achat aussi, les Européens acquièrent de 1/3 des terres en Afrique du Nord à 90 % en Afrique australe, mais accaparent les terres exploitables. Les lois foncières dès les années 1870 en Algérie, le Natives Land Act de 1913 en Afrique du Sud leur garantissent la sécurité juridique. Ils mobilisent aisément la paysannerie sans terre en Algérie, enrégimentent les populations en Afrique australe où la concurrence de la mine est permanente.

À leur apogée, vers 1930, les sociétés coloniales, protégées par une violence institutionnelle et une violence sociale diffuse ou codifiée, figées dans le refus de l'indigène et des tentatives métropolitaines de réforme, s'enkystent. Les rêves de devenir des dominions se sont vite éteints. Seule la nation afrikaner parvient à ses fins.

Leurs économies restent dépendantes, les richesses minérales n'entraînent pas de développement. Seul l'or du Rand fait naître autour de Johannesburg une Ruhr africaine. Mais même en Afrique du Sud, une oligarchie d'agriculteurs domine le politique. Elle se convertit à l'agriculture commerciale, mais les ranchs des plateaux kenyans et rhodésiens, les latifundia mécanisés des céréaliers affaiblissent le modèle de propriétaires exploitants. Ces derniers se maintiennent en Algérie grâce à la vigne qui est peuplée, en Afrique du Sud grâce à un marché urbain dynamique, en Angola grâce au café, tardivement. Néanmoins, l'exode rural s'enclenche, les campagnes s'étiolent. De plus en plus, la colonie de peuplement se replie sur la ville et les grands ports dynamiques. Et la menace démographique est inexorable. Ces colons qui se vivent comme enracinés, même si ce n'est que sur deux ou trois générations, sont bousculés brutalement par la vague des indépendances. Le repli est rapide pour les colons ultra-minoritaires d'Afrique orientale, l'exode chasse des centaines de milliers de personnes d'Algérie et d'Angola. La tragédie est évitée en Afrique du Sud, mais la dernière tribu blanche, qui conserve ses avantages comme dans la Namibie voisine, se marginalise.

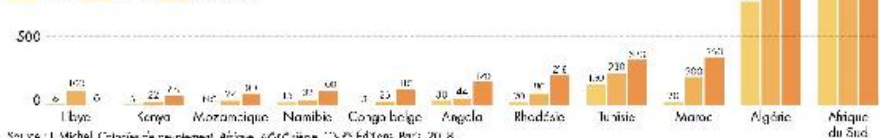
Des colons très minoritaires

Proportion d'Européens en Afrique vers 1960, en % de la population totale



Populations européennes en Afrique, en milliers d'habitants

1933 1938 Vers 1960



Source : J. Michel, *Colonies de peuplement, Afrique, 1960*, 1960, CNRS Éditions, Paris, 2018.

Répartition des Européens en Rhodésie du Sud (1968)

Les contraintes

Relief inférieur à 1 000 m

Présence de
la mouche tsé-tsé
(en 1964)

L'occupation de l'espace

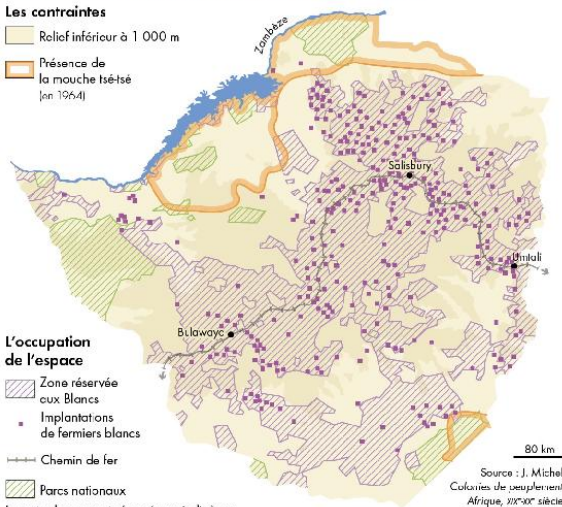
Zone réservée
aux Blancs

Implantations
de fermiers blancs

Chemin de fer

Parcs nationaux

Le reste du pays est réservé aux indigènes



Le tournant de la Première Guerre mondiale

Sous domination des principaux belligérants, l'Afrique fut autant un enjeu qu'un théâtre de la Grande Guerre. Plusieurs batailles se déroulèrent au cœur du continent, auxquelles des Africains participèrent en tant que porteurs ou soldats. D'autres combattirent en Europe, notamment en France et sur le front d'Orient. En quatre ans, l'Allemagne perdit ses principales colonies alors que la Grande-Bretagne et la France consolidèrent leurs positions.

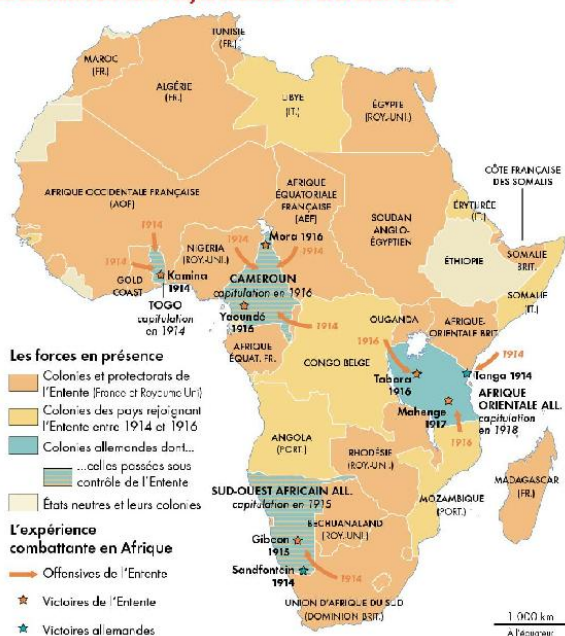
Participer à la guerre

Les combats en Afrique ne furent une évidence pour aucun des deux camps qui espéraient les éviter afin de ne pas affaiblir leur image devant les Africains. Cet argument fit pourtant long feu face aux enjeux géopolitiques immédiats. Les colonies allemandes attisaient les convoitises d'autant plus qu'elles étaient récentes, à l'image du Cameroun que les Français avaient dû concéder aux Allemands en 1911. Ces derniers espéraient y consolider leurs positions au détriment de l'Afrique-Équatoriale française (AEF) et profiter du potentiel agricole camerounais. Les Britanniques, quant à eux, voulaient s'emparer des ports allemands pour confirmer leur suprématie navale et sécuriser les voies de communication vers l'Inde. Ce fut à ce titre que la Grande-Bretagne attaqua le Togo dès le 6 août 1914 et s'empara rapidement de Lomé.

Si les batailles africaines ne connurent pas la durée et la violence des affrontements en Europe, certaines furent capitales sur le plan géopolitique. L'Allemagne combattit toujours en infériorité numérique et avec peu de moyens envoyés depuis la métropole, à la différence de ses adversaires. Malgré ce déséquilibre, elle remporta quelques victoires comme la bataille de Sandfontein en septembre 1914 contre les troupes sud-africaines, et la campagne du Cameroun dura 15 mois.

Le général Lettow-Vorbeck mit en difficulté les Britanniques et les Belges en recourant à la guérilla en Afrique orientale allemande. Au-delà de ces questions territoriales, la guerre eut un impact sur les sociétés. Des hommes furent recrutés sur place dans la continuité du XIX^e siècle pour le portage et bientôt les combats, trois porteurs étant nécessaires par combattant. La France se différençia ici des autres belligérants en emmenant une large part des Africains en Europe pour y combattre, ce qui scandalisa les Allemands et surprit les alliés britanniques. La France fut aussi la seule à disposer de contingents métropolitains imposants sur place, les autres s'appuyant davantage sur les forces locales pour écraser les révoltes.

Le continent africain : enjeu et acteur de la Grande Guerre



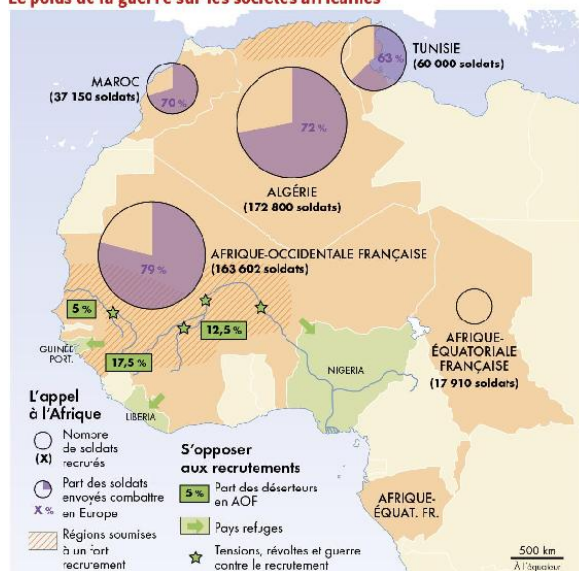
Refuser la guerre

Les scènes de départ des hommes des colonies pour l'Europe furent orchestrées par la propagande depuis les grands ports comme Dakar pour l'Afrique-Occidentale française (AOF). Pour autant, cela pouvait cacher un refus du recrutement, comme ce fut le cas en 1915 avec l'insurrection du Bani-Volta. Déclenchée par l'opposition aux méthodes de recrutement brutales des autorités françaises, elle devint une guerre impliquant l'ensemble des acteurs locaux et dura jusqu'en juillet 1916. En raison des forces mobilisées pour réprimer les villages du Bani-Volta, le gouvernement diminua les recrutements de 1916 et 1917. L'année suivante, Clemenceau nomma le député Blaise Diagne

pour recruter 50 000 hommes et limiter les contestations. Entre les mois de février et août 1918, celui-ci mena sa campagne en Afrique de l'Ouest où il promit une meilleure solde, une éventuelle citoyenneté et s'appuya sur d'anciens tirailleurs. Toutefois, des pratiques non violentes témoignaient dans certains cercles d'une opposition structurelle au départ vers les fronts européens, synonymes de mort, blessure ou invalidité pour bien des villageois. La fuite vers les colonies britanniques, la transmission volontaire de virus ou le refus des femmes de nourrir leurs hommes afin qu'ils soient rejetés par les commissions de recrutement furent ainsi des pratiques constantes tout au long de la guerre et réutilisées après 1919.

Il serait cependant profondément réducteur de voir dans la Grande Guerre un affrontement manichéen entre la France et ses colonies africaines. Même au cours de la guerre du Bani-Volta, certains villages obtempérèrent aux recrutements et furent rasés par leurs voisins en représailles. La Grande Guerre accentua des divisions inhérentes aux sociétés coloniales. Le recrutement permettait alors de se débarrasser d'hommes jugés perturbateurs ou de réguler les rivalités au sein des villages.

Le poids de la guerre sur les sociétés africaines



Une Afrique bouleversée

Tous les territoires africains subirent le contrecoup économique de la guerre en raison de la baisse des importations, alors que la pression s'accrut sur les ressources du continent. L'éviction de l'Allemagne des affaires du continent perturba également les territoires qui lui

appartenaient. Si les Quatorze Points de Wilson ne provoquèrent pas une transformation politique radicale, ils encouragèrent les prémices du nationalisme, d'autant que les promesses de réformes civiques qui avaient accompagné le recrutement de 1918 en AOF ne furent pas tenues au lendemain du conflit. Le droit des peuples à l'autodétermination pensé par Wilson ne fut nullement mis en œuvre. Aux pertes humaines civiles et militaires directement provoquées par la guerre, aux viols perpétrés pendant les campagnes s'ajoutèrent les famines et épidémies, en particulier la grippe espagnole, qui provoquèrent une forte hausse de la mortalité entre 1916 et 1920. Ainsi, au Burundi, ancienne résidence allemande prise par les Belges en 1916, le conflit fut terrible. Les soldats congolais combattant pour la Belgique y pratiquèrent le viol et les violences à grande échelle. Sur le plan territorial, le conflit mit un terme à l'Empire allemand au profit de la France, de la Grande-Bretagne et de la Belgique. De façon plus profonde, les Africains ayant participé à la guerre ont vu la fragilité de l'homme blanc prétendument invincible. Cela, conjugué aux promesses non tenues, allait favoriser l'émergence de mouvements indépendantistes. D'autant que ce recours aux Africains ne se termina pas avec le traité de Versailles, puisqu'un décret instaura en 1919 la conscription en AOF et AEF.

La guerre du Bani-Volta

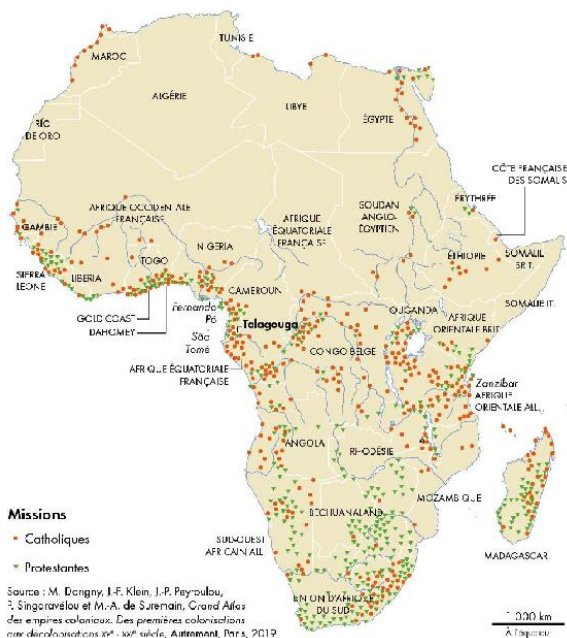


Source : C. Coulibaly, *La Guerre du Bani-Volta (1915-1916)*, Harmattan, Paris, 2017

Missions chrétiennes en Afrique sous domination coloniale

À partir du ^{XIX}^e siècle, un renouveau missionnaire se fait jour en Occident. Catholiques et protestants s'engagent dans une course à la conversion sur le continent africain. L'efflorescence missionnaire coïncide avec l'expansion coloniale, entraînant un jeu complexe de collaborations, tensions et rivalités entre instances civiles et religieuses. Les missions contribuent à l'émergence d'élites africaines qui ouvriront le chemin vers les indépendances.

Les implantations missionnaires



Missions et colonisation : des rapports complexes et mouvants

L'histoire missionnaire en Afrique connaît aux XIX^e et XX^e siècles des évolutions liées à la construction progressive des empires coloniaux. Une première phase (jusqu'à la conférence de Berlin de 1885) est marquée par un réveil religieux en Europe et en Amérique, parallèlement à un intérêt inédit du monde occidental pour le continent africain, dans la lignée du dynamisme des mouvements abolitionnistes. Les chrétiens de cette époque ont une vision universaliste de l'évangélisation : ils sont convaincus que tout homme peut être converti et a les capacités de se civiliser, peu importe son origine sociale ou ethnique. Dès lors, les vocations et sociétés missionnaires se multiplient, tandis que le monde scientifique et économique se lance dans des explorations scientifiques et des implantations commerciales, qui elles-mêmes facilitent la pénétration missionnaire. Catholiques et protestants entrent en concurrence pour les mêmes espaces africains : chacun veut propager le christianisme auprès de populations peu ou jamais touchées précédemment, faire émerger des royaumes chrétiens et jeter les bases d'Églises autochtones. Dans cette perspective, les premières ordinations de prêtres et de pasteurs africains ont lieu dès 1840.

À partir des années 1880, le nationalisme émergent des États européens s'accompagne d'une compétition coloniale intense, accentuée par l'industrialisation qui exige la conquête de nouveaux marchés et matières premières. La conférence de Berlin associe droit de conquérir des colonies et droit à l'évangélisation. La colonisation devient dès lors une opportunité pour les missionnaires. Protestants comme catholiques adaptent leur stratégie : leurs agents de plus en plus nombreux ne sont plus là pour stimuler la naissance d'Églises autochtones mais pour conduire eux-mêmes les communautés locales. Le pouvoir missionnaire se renforce au détriment des Églises locales, même si la formation de cadres religieux africains se poursuit. L'articulation entre projet d'évangélisation et colonisation rend le rôle des missionnaires ambigu. D'un côté, un grand nombre veut améliorer le sort des populations ; de l'autre, leur collaboration, notamment dans les domaines pédagogique et sanitaire, renforce le pouvoir colonial. Certains missionnaires critiquent ouvertement les dérives de la domination coloniale, mais beaucoup, épousant les mentalités du temps, voient dans la colonisation un potentiel d'émancipation et de progrès pour les Africains.

Les années 1950-1960 marquent une nouvelle étape : les missions perçoivent les enjeux du mouvement des décolonisations, se montrent progressivement plus critiques envers la domination coloniale et finissent par se dissocier des appareils coloniaux dont les intérêts divergent de ceux des Églises à vocation universelle. Les structures missionnaires évoluent. Le nombre de prêtres africains double, voire

triple. Les congrégations féminines africaines se multiplient. Les autorités religieuses nomment des Africains évêques. Les missionnaires occidentaux sont progressivement remplacés par des autochtones.

La station missionnaire de Talagouga



Espaces et activités missionnaires

La mission ne se cantonne pas au spirituel. Il s'agit également d'une organisation sociale et économique. Spatialement, la mission se décline en cercles concentriques : d'abord la station principale où les espaces réservés aux agents européens sont distincts de ceux dévolus aux agents africains et aux divers publics-cibles de la mission. Viennent ensuite les villages chrétiens, éloignés des villages traditionnels, qui adoptent langue et usages occidentaux. Enfin les « annexes » ou « succursales » sont plus éloignées et installées dans le milieu dit coutumier. Elles sont confiées à des catéchistes africains menant leur action prosélyte dans la langue des populations et en tenant compte des traditions locales.

La station principale peut compter des centaines d'hectares à l'instar des abbayes du Moyen Âge. Entourée de plantations vivrières, de cultures de rapport et de pâturages pour le bétail, elle comporte l'habitat du personnel occidental et africain, ainsi que les équipements missionnaires (temple ou église, école, dispensaire et maternité, orphelinat, internat, asile pour vieillards, réserves et bâtiments d'intendance, fermes, étables, ateliers, ouvriers...). Les activités y débordent largement le cadre de l'évangélisation. Les missions emploient une main-d'œuvre importante dans les champs et les ateliers, pour le transport et l'intendance. Elles développent des activités pédagogiques et sanitaires qui mobilisent également de nombreux auxiliaires (moniteurs, instituteurs, infirmiers, sages-femmes).

Traductions et adaptations de la Bible

Alors que les catholiques privilégient la publication de récits de l'Ancien et du Nouveau Testament en langues africaines dans un langage accessible aux écoliers, les protestants considèrent comme essentielle la mise à disposition de l'intégralité de la Bible en langues locales. Dès le XIX^e siècle, ils sont soutenus dans cette démarche par des sociétés bibliques qui favorisent l'édition de la Bible en diverses langues africaines. Les acteurs missionnaires traduisent les textes sacrés de concert avec des interprètes provenant des populations qu'ils cherchent à convertir. Le rôle déterminant de ces derniers est resté très longtemps ignoré. Ces activités de traduction, tant du côté protestant que catholique, participent par ailleurs d'une découverte et d'une ouverture progressive des missionnaires occidentaux aux cultures et sociétés locales africaines.

Traduction de la Bible

AVANT 1875

- 1809 - Benga (Cameroun)
- 1813 - Simala (Lévy)
- 1816 - Malgache (Madagascar)
- 1818 - Amharque (Ethiopie)
- 1827 - Sechuana/Setswana et setlap/!Xosha (Afr. du Sud)
- 1865 - Zoua (Afrique du Sud)
- 1866 - Akra (Chad)
- 1868 - Efi (Nigeria)
- 1871 - Fula (Soudan)
- 1872 - Douala (Cameroun)
- 1873 - Yoruba (Nigeria)

ENTRE 1875 ET 1900

- 1878 - Setswana du Sud et Herero (Afrique du Sud)
- 1883 - Xhosa et Zoulou (Afrique du Sud)
- 1884 - Oromo (Ethiopie et Erythrée)
- 1891 - Swahili du Sud (Kenya et Tanzanie)
- 1896 - Luganda (Ouganda)

ENTRE 1900 ET 1925

- 1904 - Ganda (Soudan du Sud)
- 1905 - Kikuyu (Kenya et Ouganda)
- 1906 - Igbo tout (Nigeria)
 - Chinwaga, nyezga (Malawi)
- 1907 - Tswana (Botswana)
- 1908 - Kikuyu, eluai et nyika (Kenya)
 - Igbo unifié (Nigeria)
- 1913 - Fwe (Togo et Ghana)
- 1918 - Swahili du centre (Kenya et Tanzanie)
 - Lihlaka (Kenya)
- 1919 - Achwa (Mozambique et Zambie)
 - Yao (Tanzanie)
- 1923 - Gula (Zimbabwe/Rhodesie)

ENTRE 1925 ET 1950

- 1927 - Myene (Soudan)
- 1928 - Lubwanga (RDC)
- 1932 - Jivwano (Soudan)
 - Hausa (Nigeria)
- 1940 - Bulu (Cameroun)
- 1948 - Fula (Ghana)

ENTRE 1950 ET 1960

- 1950 - Shona (Afrique du Sud)
- 1951 - Nso'o (Zambie)
- 1952 - Swahili unifié (Kenya et Tanzanie)
- 1953 - Bengala (RDC)
 - Nguo (Nigeria)
 - Nguo (RDC)
- 1954 - Kiryawa (Koukou et RDC)
- 1956 - Kikamba (Kenya)
 - Goro (Côte d'Ivoire)
 - Igbinu (Nigeria et Erythrée)
 - Bemba (Zambia)
- 1957 - Kiryawa (Koukou)
- 1958 - Gouma (Nigeria)
- 1959 - Bantwa (Libéria et Sierra Leone)
 - Mende (Sierra Leone)

Les villes coloniales

L'Afrique est parsemée de villes, plus ou moins anciennes. Celles-ci sont remodelées ou façonnées durant la période coloniale. Fondamentales dans l'exercice de la domination, elles constituent des pôles d'ancrage du pouvoir, vitrines de la puissance du dominant et laboratoires législatifs, mais aussi des centres économiques et des lieux cosmopolites où s'épanouissent les expressions artistiques et se renouvellent les sociétés.

Les villes, pôles de colonisation

Quoi de commun entre Porto-Novo, chef-lieu du Dahomey à la population modeste, et Lagos, métropole politique et économique, près de 13 fois plus peuplée ? Entre Ouagadougou ou Kano, dont l'histoire plonge ses racines dans le passé, et Abidjan dont l'essor date de son choix comme chef-lieu de la Côte d'Ivoire en 1933 ? Ce qui les unit, quelles que soient leur histoire et leur taille, c'est l'impact de la colonisation en termes d'urbanisme, de mode de gestion ou d'architecture, même s'il n'y a pas une ville coloniale mais des variantes sur une trame commune. Le substrat démographique est également commun : le rythme de croissance et le cosmopolitisme sont liés à leur pouvoir d'attraction. L'essor démographique démarre généralement à la faveur de la crise de 1929, accélérant l'afflux de paysans venant renforcer l'accroissement naturel. Ainsi, même si le taux d'urbanisation reste globalement bas, les villes sont les cibles de politiques spécifiques.

De la ville mêlée à la ville ségréguée

Conakry, chef-lieu de la Guinée, est considérée comme un modèle, avec son damier de boulevards et d'avenues, sa plaisante corniche, sa séparation visible entre le centre européen et ses quartiers « africains ». Créée *ex nihilo*, elle se prêtait aisément à l'application de la nouvelle politique qui s'affirme au tournant du ^{xx}e siècle, lorsque

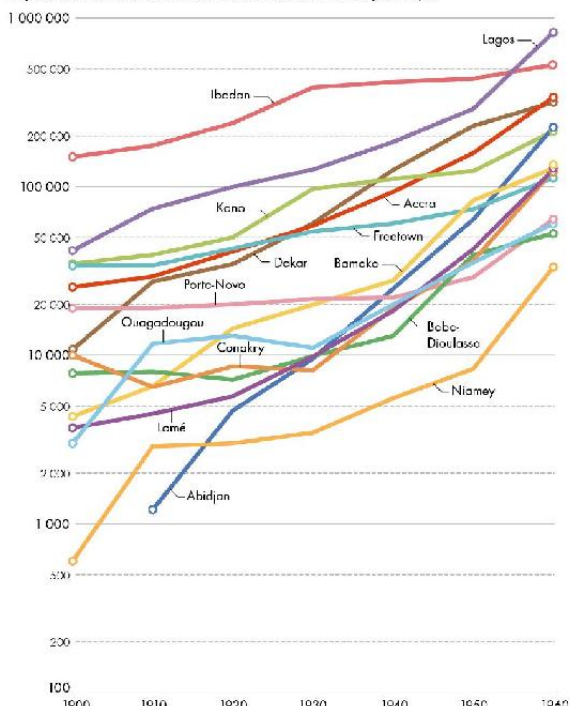
des arguments médicaux donnent un fondement scientifique à la volonté de contrôler l'espace et de répartir les populations et les activités. La découverte du moustique, vecteur de la malaria, en 1899 à Freetown sert de justification à la séparation des habitants. Renonçant à éliminer les eaux stagnantes, milieu de reproduction des larves, dans toute la ville, les autorités se concentrent sur des zones délimitées, celles habitées par les Européens dont il faut préserver la santé mais surtout affirmer le statut de dominants. Plusieurs solutions sont adoptées. Les Britanniques prônent le modèle indien des *Hill Stations*, stations d'altitude, lotissements exclusifs construits pour leurs administrateurs. À Freetown, des bungalows sont édifiés dès 1902 loin de la ville et un chemin de fer est construit pour y accéder. Il est interdit à la bourgeoisie africaine, composée de commerçants, médecins ou juristes, d'y résider. Seuls les domestiques sont autorisés. Si on ne peut pas jouer sur l'altitude, comme à Lagos ou Bathurst (Banjul), on choisit l'isolement sur une île. Dans tous les cas, la ségrégation est inscrite dans la loi. Les Français, imprégnés de valeurs universalistes, instaurent une hiérarchie des quartiers selon les moyens financiers. Conakry est divisée en deux, puis trois zones dont la dernière s'appelle explicitement « zone indigène ». Quiconque en a les moyens peut acquérir un lot foncier dans la 1^{re} zone, près du Palais du gouverneur, mais la hiérarchie sociale recouvre généralement la hiérarchie des statuts, opposant citoyens et sujets, ce qui donne une grande homogénéité au quartier européen.

Toutefois, autant on peut imposer une séparation spatiale dans les villes récentes, autant les villes anciennes résistent. Au Togo, les Allemands s'isolèrent sur une colline à Aného, première capitale, mais durent composer à Lomé, chef-lieu en 1897, avec la bourgeoisie commerçante qui avait fondé la ville quelques années auparavant. À Kano (nord du Nigeria), une nouvelle ville double le vieux centre, protégé par ses murailles. À Dakar, devenu centre colonial dans les années 1850, il faut attendre l'épidémie de peste de 1914 pour que des mesures d'expulsion soient mises en œuvre. Les propriétaires fonciers, dotés de droits politiques du fait du statut particulier de la ville, résistent vivement.

La séparation spatiale ne fut donc jamais parfaite, mais son impact fut plus large car elle visait à imposer une image de la ville.

Croissance de la population de quelques villes d'Afrique occidentale (1900-1960)

Populations urbaines, en nombre d'habitants (échelle semi-logarithmique)



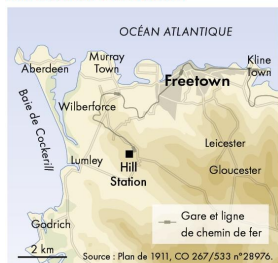
Source : cf. ceppolis.org (Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE et l'Institut Ceppolis en 2013).

Des paysages urbains contrastés

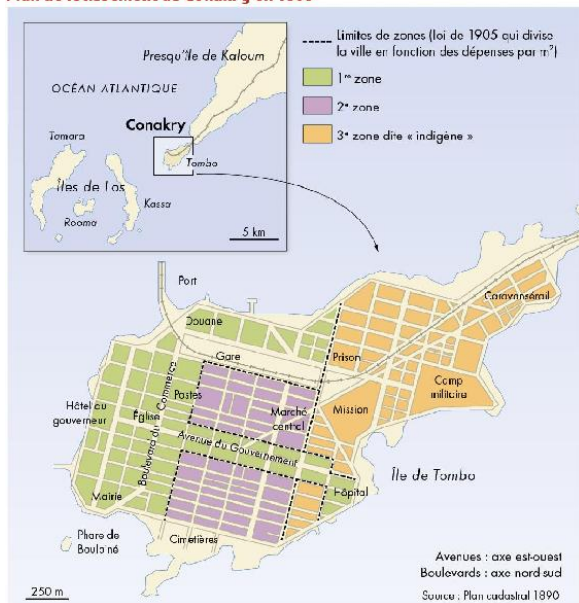
La hiérarchisation des espaces se traduit dans le paysage urbain par le mode de construction (style, matériaux), les équipements (accès à l'eau, égouts, électricité), le traitement de la nature (plantation d'arbres, parcs) et, en partie aussi, dans les lieux de loisirs. Briques et tuiles contre banco et tôles, eau à domicile contre fontaines et latrines publiques, goudron contre voies de terre... voici ce qui caractérise les différents quartiers, oppositions que l'on retrouve sur le mode administratif entre municipalités et chefferies. Toutefois, au fur et à mesure que la ville croît, la part occupée par la ville « blanche » s'amenuise, alors que la diffusion de la voiture à partir des années 1950 permet l'éloignement en bord de mer où souffle la brise (Dakar, Conakry). Au même moment, les autorités se soucient de répondre aux besoins des catégories africaines intermédiaires (fonctionnaires, employés du commerce), interlocutrices dans le processus de décolonisation. Des lotissements sont construits pour elles par des sociétés immobilières, offrant un habitat conçu comme mono-familial et moderne, alors que les nouveaux quartiers échappent de plus en plus à toute velléité d'urbanisme.

Les marques coloniales sont loin de résumer les villes en cette première moitié du ^{xx}e siècle : celles-ci sont avant tout des villes peuplées par une majorité d'Africains, qui donnent le ton. Actuellement, les caractéristiques coloniales s'estompent. Le patrimoine immobilier ancien disparaît au profit de la verticalisation et d'une architecture internationale ; les agglomérations changent d'échelle, concentrant parfois dans une métropole multimillionnaire une part importante des urbains, qui dépassent les 50 % à l'échelle du continent.

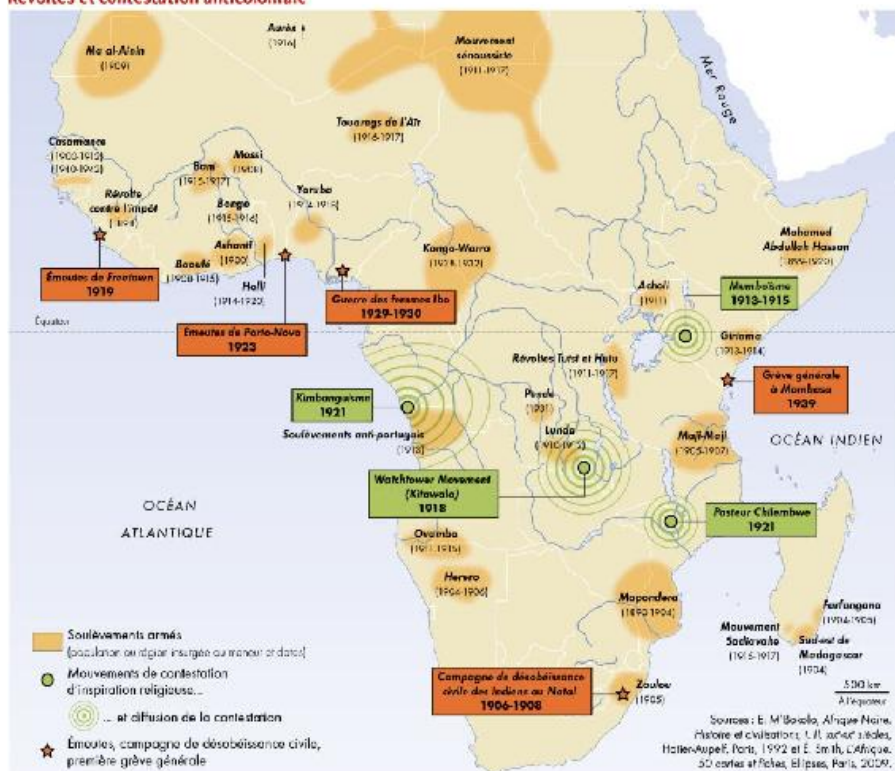
S'éloigner du centre : Hill Station à Freetown



Plan de lotissement de Conakry en 1905



Révoltes et contestation anticoloniale



Combattre la colonisation

Des soulèvements armés accompagnent la mise en place et le retrait de la colonisation. Ainsi, les populations de Sierra Leone prennent les armes en 1898 contre l'impôt de capitation. Des maquis réapparaissent dans les années 1950, là où les métropoles refusent l'indépendance. Entre les deux, le combat reste une option, comme le montrent la guerre du Kongo-wara (1928-1932) et l'insurrection d'une partie de Madagascar (1947). Pourtant, toute révolte est punie par une sanglante répression.

Les exigences croissantes des administrations suscitent dans les campagnes des mouvements de fuite individuelle ou par villages entiers, des jacqueries et du banditisme social, des émeutes et des grèves en ville. Au-delà des circonstances, il faut faire la part du refus profond de la colonisation. Il apparaît clairement lors de la Première Guerre mondiale dans les tentatives pour chasser les colonisateurs à la faveur du conflit (Aurès, Touaregs, mumbaïsme) et dans le rejet de la conscription militaire. Il se manifeste encore dans les mutineries de la Seconde Guerre mondiale (Luluabourg).

Ressources et réseaux

Les ressources spirituelles et matérielles offertes par les religions sont sollicitées pour le combat (Mohammed Abdullah Hassan ; pasteur Chilembwe) ou pour élaborer d'efficaces stratégies de retrait moral. Des confréries musulmanes sont fondées (sénoussistes), des cultes apparaissent (mumbaïsme) et des syncrétismes s'approprient le message chrétien pour créer de nouvelles Églises (Église de Jésus-Christ selon Simon Kimbangu).

Les transformations socio-économiques ouvrent de nouveaux fronts de contestation. Les mineurs, les populations urbaines, les producteurs cherchant leur place dans des économies contrôlées, les exclus comme les Kikuyu qui rejoignent le mouvement Mau Mau dans les années 1950, s'organisent en réseaux, associations et syndicats, dès que ceux-ci sont tolérés. Ils formulent des revendications nouvelles et ajoutent des pratiques inédites de contestation : le boycott à la vente (cacao), ou la campagne de désobéissance civile entreprise par Gandhi en Afrique du Sud en 1906-1908, dont le modèle est repris par Kwame N'Krumah au Ghana dans les années 1940. Les grèves importantes qui se font écho d'un bout à l'autre du continent à partir des années 1930 traduisent l'ampleur des revendications et des attentes.

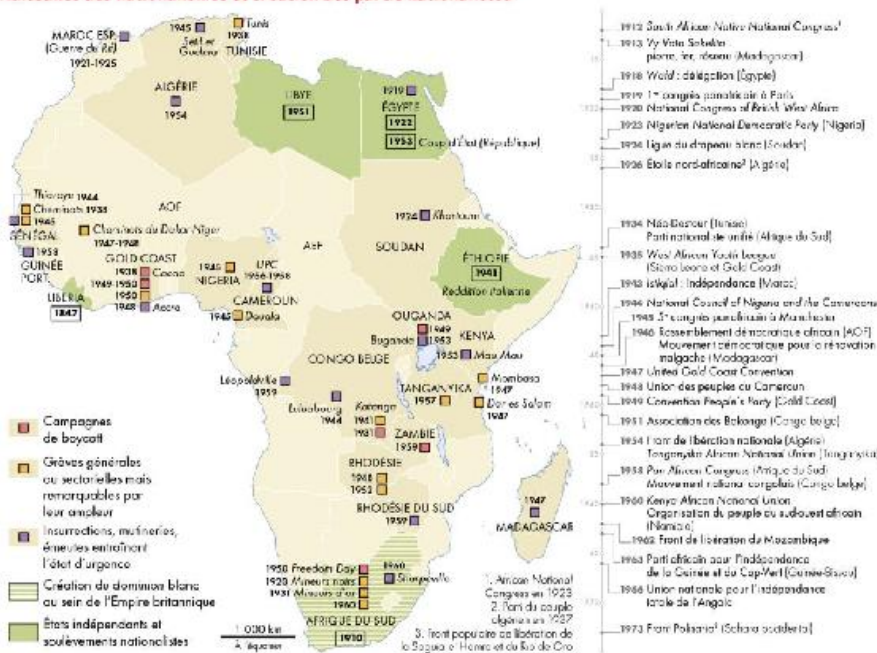
De la contestation au nationalisme

Autour de la Première Guerre mondiale, les élites ont réclamé l'indépendance (Égypte, Soudan), ou une autonomie reconnaissant leurs capacités et les identités locales (Afrique de l'Ouest, Afrique du Sud). Là où les luttes sociales, les connexions internationales, plus marginalement les embryons d'institutions représentatives le permettent, les premiers partis relaient dès l'entre-deux-guerres ces revendications auprès des populations.

Mobiliser les populations devient une nécessité à partir de 1945, lorsque les métropoles mettent en place des structures de représentation dans chaque territoire colonisé, non sans manipulation. Les partis se constituent pour organiser cette participation, pour faire converger les revendications parfois contradictoires de leurs électeurs et leur proposer des perspectives et des modes d'action communs. Ils utilisent tout le répertoire africain de la contestation : des appartenances locales, parfois accentuées par la colonisation, aux appels à l'unité africaine que le congrès de Manchester a remis à l'ordre du jour en 1945, en passant par les solidarités de classe et de croyance.

Ils construisent ainsi des articulations instables et complexes entre indépendance et nationalisme.

Naissance des nationalismes et création des partis nationalistes



Empire colonial tardif et décolonisations

La période de l'empire colonial tardif et des décolonisations (des années 1940 aux années 1960) est cruciale, car c'est durant ces années que naissent, sous l'impulsion des puissances coloniales, les politiques de développement et que s'imaginent et se dessine le paysage politique de l'Afrique indépendante. Cette période complexe fait l'objet de nouvelles interprétations qui soulignent son importance dans l'histoire du continent.

Le « colonialisme de développement »

Afin de caractériser les empires coloniaux tardifs, l'historien américain Frederick Cooper propose de parler de « colonialisme de développement ». En effet, la décennie 1940 marque une rupture dans la gestion traditionnelle des colonies. L'idée d'une aide venue de la métropole, fournie sans contrepartie immédiate, se substitue à l'ancien principe d'autonomie de gestion. En 1940 la Grande-Bretagne vote le Colonial Development and Welfare Act qui est la première loi consacrant des ressources métropolitaines à des programmes destinés à élever le niveau de vie des populations colonisées. Avec la loi du 30 avril 1946, la France met en place le Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) et la Belgique lance en 1949 le plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge. Ces programmes avaient des objectifs similaires : développer les infrastructures de transport, la production agricole, investir dans la santé et l'éducation. Les investissements consentis par les États n'étaient pas négligeables : la France investit 8 fois plus en moyenne annuelle en AOF et AEF que pendant les quarante années qui précédèrent.

Dans les colonies françaises et britanniques, cette politique de développement s'accompagne d'une libéralisation politique. Les Anglais souhaitent conduire leurs colonies vers plus d'autonomie (*self*

government), tandis qu'en 1946 la France, par une série de lois, offre de nouveaux droits aux « indigènes » (abolition du travail forcé, extension de la citoyenneté). Les colonies belges et portugaises restent cependant administrées de manière autoritaire.

La dislocation des empires

La mise en œuvre des plans de développement et l'extension des libertés n'étaient pas un don généreux des puissances coloniales mais une réponse à la remise en cause profonde du colonialisme par les mouvements et leaders nationalistes depuis les années 1930. Ces politiques de développement coûteuses furent insuffisantes pour relégitimer les colonisateurs et, au milieu des années 1950, les deux principales puissances commencèrent à envisager la fin des empires. L'essentiel de la décolonisation se déroule de 1957 à 1975. En 20 ans, 37 États d'Afrique subsaharienne accèdent à l'indépendance, dont une vingtaine à la faveur de guerres de libération. Les historiens s'accordent pour dire que les pays colonisateurs ont joué un grand rôle dans l'orientation pacifique ou violente des décolonisations, mais deux interprétations ont été proposées pour analyser le processus.

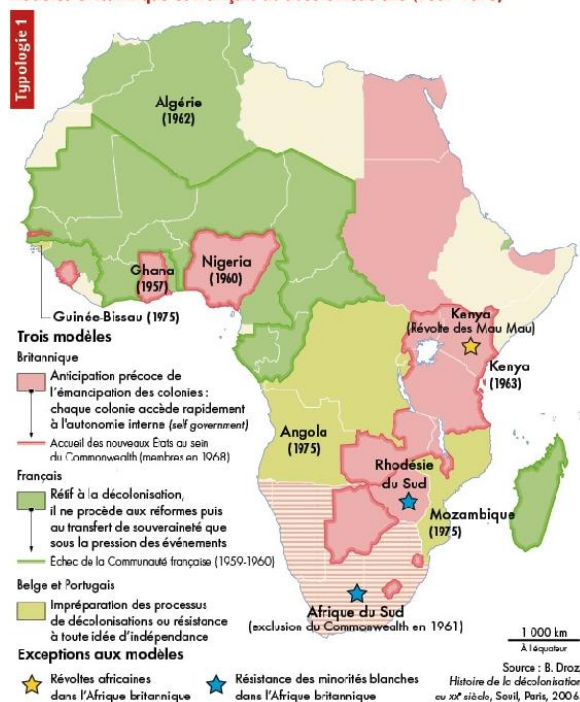
Deux typologies

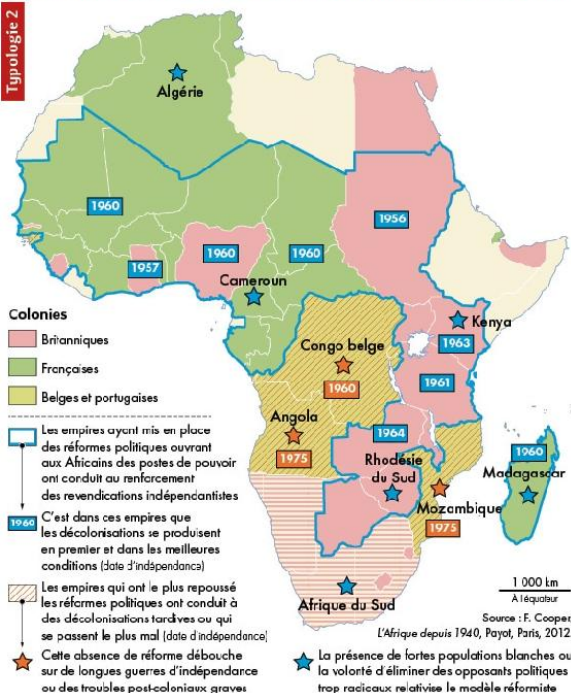
Bernard Droz relégitime l'opposition classique entre les décolonisations britannique et française. Selon lui, les premiers ont anticipé très tôt une évolution de leurs colonies vers l'autonomie puis l'indépendance, ce qui a permis des transitions pacifiques et précoces. Les Britanniques disposaient d'une longue expérience avec l'évolution des dominions (Canada...) et la décolonisation de l'Inde. Le Commonwealth permettait de conserver une influence auprès de nouveaux États indépendants. Au contraire, les Français auraient été beaucoup plus rétifs, ne procédant à des réformes que sous la contrainte et dans la précipitation, ce qui conduisit à des affrontements (Madagascar, Cameroun, Algérie). Les colonisateurs belges et portugais s'inscrivent dans ce modèle. Les Portugais ont mené jusqu'en 1975 des guerres coloniales et les Belges, en abandonnant précipitamment le Congo, ont laissé le pays dans le chaos. Néanmoins des décolonisations conflictuelles se sont déroulées dans des territoires britanniques en raison de la présence de fortes minorités blanches (Rhodésie du Sud, Kenya...).

Frederick Cooper propose une analyse qui rapproche au contraire modèles français et britannique. Ces deux empires sont ceux qui ont le plus cherché à renouveler leur légitimité en réformant et en intégrant les Africains à leur fonctionnement, mais aussi ceux qui se sont

effondrés le plus tôt, car les Africains se sont saisis des possibilités offertes pour revendiquer plus de pouvoir. Ainsi l'application dans les territoires français de la Loi-cadre de 1956, en donnant pour la première fois un réel pouvoir à des gouvernements africains démocratiquement élus, est pour lui une étape essentielle du processus de décolonisation. Afin de rester en cohérence avec leur politique réformatrice, Français et Britanniques ne pouvaient plus faire marche arrière sous peine de perdre toute influence. Cela permet d'expliquer l'accession pacifique de la plupart des colonies françaises et britanniques aux indépendances. En revanche, l'empire portugais et les colonies blanches de l'Afrique australe ont survécu plus longtemps car ils avaient poursuivi une politique coloniale conservatrice. Cette forme de colonialisme a été la plus résistante mais elle a aussi entraîné les violences les plus durables.

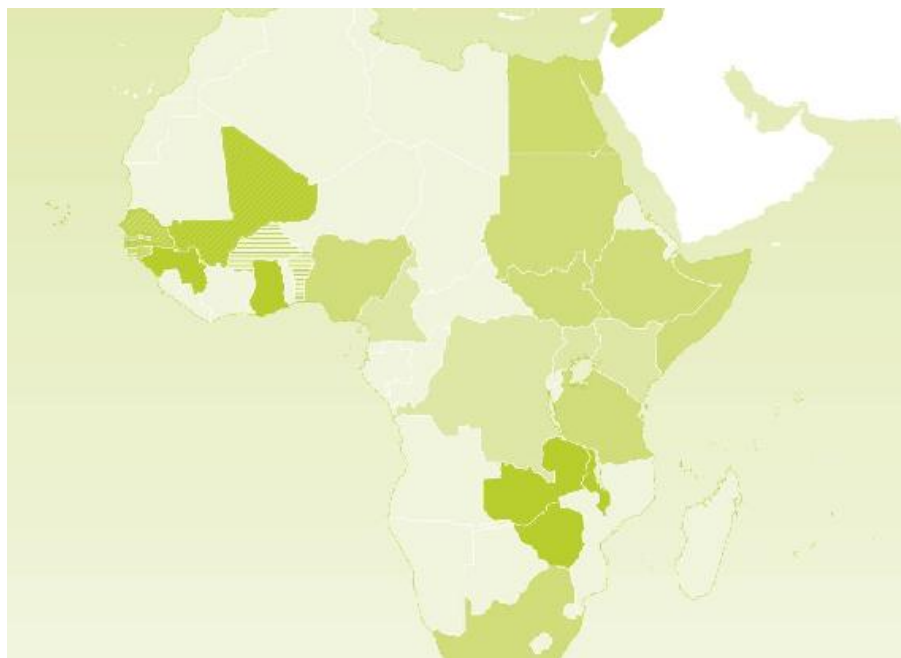
Modèles britannique et français de décolonisations (1957-1975)





Une politique de colonialisme de développement : la radio dans l'empire colonial français





Des années 1960 à aujourd'hui

À l'enthousiasme démocratique du temps des indépendances succèdent les désillusions, avec l'échec des projets de fédérations et la généralisation du parti unique comme outil des constructions nationales. Le rêve panafricain prend forme avec la création de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) en 1963, mais celle-ci vote l'intangibilité des frontières héritées. Les responsables politiques reprennent une partie de l'agenda développementaliste de l'empire colonial tardif, le déclinant dans ses versions socialiste ou libérale en période de guerre froide. Des formes de dépendance se maintiennent, illustrées par la Françafrique et ses ingérences ou par les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale dans les années 1980, aux dépens

des politiques de santé et d'éducation. Après la fin de la guerre froide et de l'apartheid apparaissent de nouvelles formes de conflits régionaux, comme en Afrique centrale et orientale. Dans un contexte de développement inégalitaire et d'urbanisation, les migrations africaines deviennent un enjeu international.

Les politiques sanitaires en Afrique

Les politiques sanitaires internationales en Afrique semblent suivre un mouvement de balancier. Perçu comme le « tombeau de l’homme blanc » au XIX^e siècle, le continent devient au milieu du XX^e siècle un laboratoire de la révolution biomédicale, lieu d’une lutte triomphante contre la maladie. Mais crises politiques et émergence de nouveaux agents pathogènes dans les années 1990 font de l’Afrique une menace biologique à surveiller et un continent à secourir.

Les modèles de santé publique depuis l’indépendance

Modèles d'interventions transnationales	MÉDECINE COLONIALE (FIN XIX ^e 1900)	SANTÉ PUBLIQUE INTERNATIONALE (ICIS 1960)	SANTÉ MONDIALE (D. RUS 1993)	HUMANITAIRE (JERUS 1988)
Savoirs et principes ↓	Théorie pastorienne des maladies infectieuses et visions raciales : soigner la population par la « réduction du réservoir de virus »	Planification économique, démographie et modernisation : la maladie est un obstacle technique au développement	Rationalité sécuritaire : anticiper des risques de nature inconnue	Sauver des vies : agir par compassion au nom d'une humanité partagée
Cibles (exemples) ↓	Maladie du sommeil, lèpre	Paludisme	Ebola, Lassa, « virus émergents »	Biafra, Rwanda, Éthiopie : épidémies, famines et violences
Techniques ↓	Campagnes de masse de dépistage-traitement, camps d'isolement	Antibiotiques et insecticides, transformation des corps et des environnements	Réseaux de surveillance, modélisation, exercices de simulation	Interventions médicales d'urgence, aide alimentaire
Institutions	États coloniaux, missions	OMS, États-nations	Fondations philanthropiques, partenariats public-privé	ONG

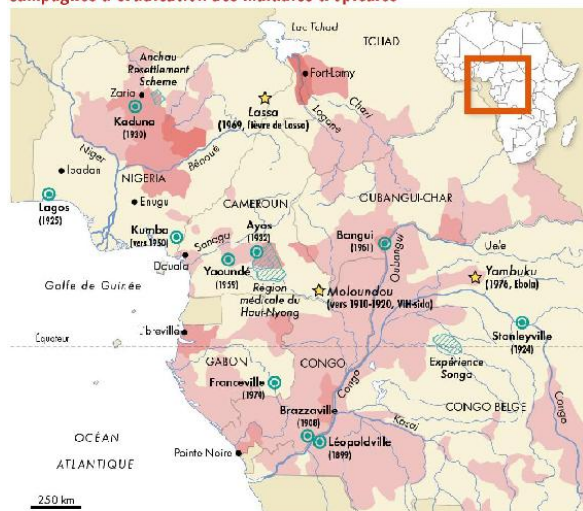
Dans le domaine sanitaire, les années d’indépendance s’accompagnent d’optimisme. Dans les années 1950, la lutte contre les maladies infectieuses a fait des progrès considérables en Afrique tropicale. De nouvelles techniques, comme l’insecticide DDT ou la pénicilline, permettent une action enfin efficace contre les vecteurs pathogènes : des maladies « mythiques », comme la lèpre et la maladie du sommeil, reculent. L’Organisation mondiale de la santé (créée en 1948) orchestre les premiers programmes internationaux d’éradication des maladies, qui sont soutenus par l’aide au développement

américaine. Jeeps, bulldozers et hélicoptères des services de santé symbolisent une nouvelle ère pour le continent africain. Centres de recherche et hôpitaux ultra-modernes poussent dans les capitales ; une génération de médecins africains, souvent formés en Europe, se joint aux coopérants.

Un héritage colonial

La santé publique des années du *nation-building* s'inscrit dans la droite ligne des politiques sanitaires coloniales qui se sont structurées au début du ^{xx}e siècle, dans le contexte de la révolution bactériologique. La découverte des microbes donne alors une assise théorique et pratique à des interventions particulièrement ambitieuses. Dans les villes coloniales, la volonté de protéger les colons du « réservoir de virus » constitué par les populations locales conduit à des plans systématiques de « ségrégation sanitaire ». À partir des années 1920, la médecine se tourne vers les Africains, avec le souci instrumental de produire de la main-d'œuvre : la maladie du sommeil (ou trypanosomiase) qui ravage l'Afrique centrale est perçue comme une cause de dépopulation et justifie des grandes campagnes fondées sur le dépistage, le traitement par injections et l'isolement des cas. Dans certaines régions, la lutte contre la « trypano » suscite de véritables expériences grandeur nature, où action sanitaire rime avec utopie sociale.

Campagnes d'éradication des maladies tropicales



Principaux foyers de maladie du sommeil (trypanosomiase) en 1955

Prévalence : ■ supérieure à 0,3 % ■ entre 0,1 et 0,3 % ■ entre 0 et 0,1 %

● Centres de recherche (date de création) ■ Zones expérimentales ★ Émergence d'un nouveau pathogène

Sources : Service Historique de la Défense, Archives de l'Institut de Médecine tropicale du Service de Santé des Armées, Boîte 249, Jean DELMARC, I, « Rapport sur la chimioprophylaxie de la trypanosomiase à T. gambiense » et K. M. Buchanan and J. C. Pugh, *Land and People in Nigeria*, University of London Press Ltd, Londres, 1955.

De la santé internationale aux virus émergents

Les politiques de santé coloniales stimulent les échanges entre experts des différents empires. Les programmes internationaux d'éradication intensifient ces circulations. Mais malgré le succès de l'éradication de la variole, l'optimisme des années d'indépendance se heurte à l'échec d'une vision réductrice et technique de la maladie et surtout au démantèlement des systèmes de santé des États africains par les réformes néolibérales des années 1980-1990. Le rêve d'une Afrique libérée de la maladie s'éloigne, alors que de nouvelles menaces infectieuses apparaissent : VIH-Sida, Lassa, Ebola. Ces virus émergents font de l'Afrique non plus un continent à moderniser, mais une menace pour la sécurité sanitaire.



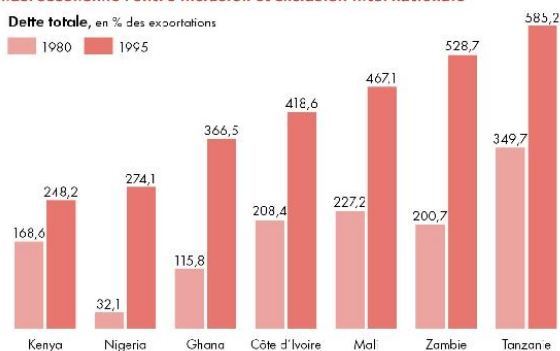
Espaces contrastés du développement

Depuis les années 1960, divers modèles ont été invoqués par les élites africaines et leurs bailleurs internationaux pour conduire les politiques de développement, des socialismes africains à l'ajustement structurel ou à l'émergence. L'insertion internationale des États, la constitution de pôles urbains et les choix d'investissement se sont couplés aux dynamiques globales pour façonner les trajectoires d'économies inégalitaires et peu diversifiées.

Macroéconomie : entre inclusion et exclusion internationale

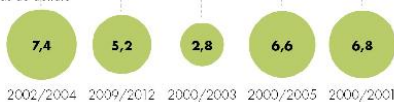
Dette totale, en % des exportations

1980 1995



Accès à la réduction de dette totale (accord de principe/effectif)

montants accordés en milliards de dollars



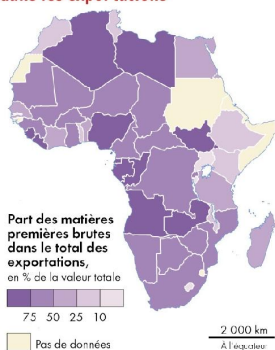
Sources : Banque mondiale, FMI (HIPC et MDRI) - Statistical Update, 2017 et N. Van de Walle, African Economies and the Failure of Permanent Crisis, 1979-1999, 2001.

Des économies extraverties

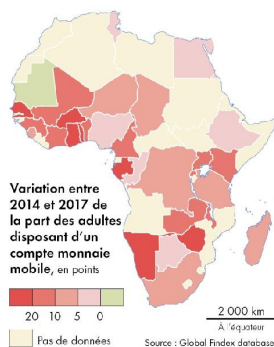
L'aspiration au développement fédère dirigeants et élites des États décolonisés, qui accèdent à l'aide internationale. Ils affirment leur souveraineté par la planification. Guidés par les théories de la

modernisation, certains régimes poursuivent un développement capitaliste, comme la Côte d'Ivoire ou le Kenya. Leur croissance économique est élevée, mais les industries restent limitées aux mines et à la substitution aux importations. Les capitaux étrangers dominent. Des régimes socialistes (Ghana, Guinée, Tanzanie, etc.) entendent cesser d'être des « périphéries ». Ils enregistrent une croissance plus faible, mais des résultats sur le front social et des inégalités, y compris spatiales. En 1973, le premier choc pétrolier induit des hausses des taux d'intérêt. Pour les Institutions de Bretton Woods (IBW), la crise de la dette est liée aux rentes captées par les administrations et salariés urbains. Elles exigent de drastiques mesures de rigueur. Les économies ont crû de 20 % de 1966 à 1976, elles perdent 20 % de 1976 à 1986. Avec la croissance démographique et l'exode rural lié aux sécheresses, les services sociaux et conditions de vie se dégradent, les pauvres devenant majoritaires. Trente-quatre pays ont encore un faible niveau de développement humain en 2017. Les réformes néolibérales ne résorbent pourtant ni les déséquilibres ni le clientélisme. De « bons élèves » (Burkina Faso, Mozambique, Tanzanie...) maximisent l'aide. D'autres États, en délicatesse avec les IBW ou dans l'instabilité, sont en marge de l'aide et des réductions de dette (Liberia, RDC, Côte d'Ivoire, Togo...). D'autres se financent grâce aux ressources extractives, en lien avec des compagnies internationales, générant de fortes inégalités (Nigeria, République du Congo, Angola...).

Matières premières prédominantes dans les exportations

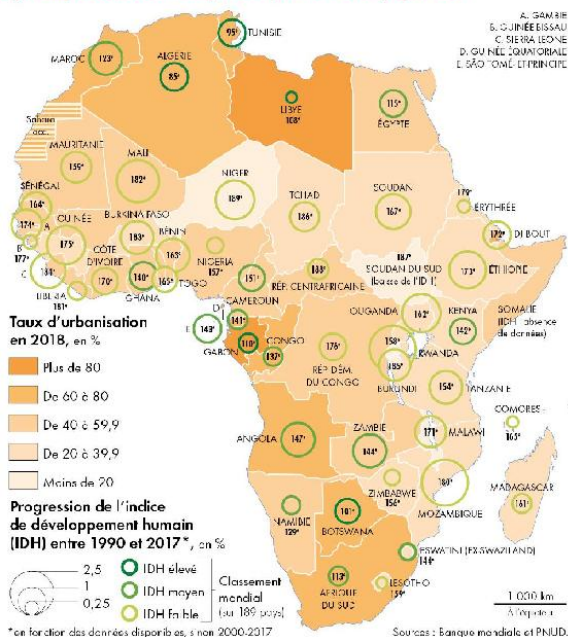


Source : A. Dubresson, G. Magrin, O. Nini
Atlas de l'Afrique. Un continent émergent ?, Autrement, Paris, 2011



Des contrastes structurés par les relations villes-campagnes

De grands projets agricoles et hydrauliques permettent à la production paysanne de connaître une croissance forte dans les années 1960. Mais, du fait de la concurrence, les parts africaines dans la production mondiale stagnent. Les industries croissent également fortement grâce à la substitution aux importations (Zimbabwe, Kenya, Afrique du Sud, Zambie, Nigeria...) malgré la faible qualité des productions. La baisse des prix et de la demande mondiale des années 1970 voue pourtant l'industrialisation à l'échec, l'importation de machines dépend des exportations agricoles ou minières. Parallèlement, dans les années 1970, les campagnes deviennent dépendantes des revenus générés dans les villes, tout en parvenant à les nourrir. Poursuivant une progression engagée dans les années 1930, le taux d'urbanisation passe de 15 % dans les années 1960 à 30 % dans les années 1990. Les membres des familles circulent entre villes et campagnes. Les revenus urbains sont faibles, les femmes accédant difficilement aux emplois. Nombre d'enfants envoyés pour étudier sont confrontés aux travaux de rue ou à la mendicité. Deux tiers des métiers sont informels. De plus en plus inégalitaires, les villes favorisent de nouvelles sociabilités au sein de mouvements sociaux ou religieux. Le développement des bidonvilles, la demande de services sociaux sont autant de défis à relever pour les pouvoirs publics.



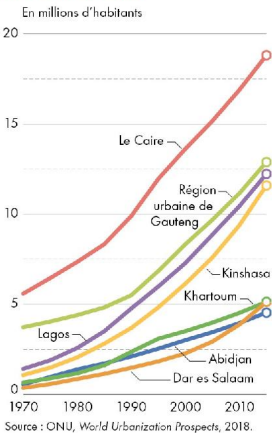
Des innovations porteuses de développement et d'inégalités

Les percées des télécommunications ou du *mobile banking* ont contribué au regain de croissance depuis 2000. Les techniques novatrices de la biométrie modernisent les services sociaux et financiers, ainsi que les états civils de nombreux pays, comme l'Afrique du Sud. Ces innovations génèrent des espoirs d'« émergence », mais aussi de nouvelles inégalités. L'essor des télécommunications se fait au bénéfice d'opérateurs extérieurs et d'élites capables de se poser en intermédiaires. Au Rwanda, la promotion de l'économie numérique se couple à une prohibition de l'emploi informel, soupape pour de nombreux citoyens démunis. Les techniques biométriques sont portées par des banques en quête de marchés et font appel à des oligopoles mondiaux. Pour certains auteurs, la croissance – du Ghana au Rwanda ou à l'Éthiopie – est indissociable de l'affairisme, voire de la corruption.

Les investissements chinois dans le textile, le cuir ou les infrastructures sont importants. Ils sont souvent financés par de l'endettement, parfois gagé sur des recettes extractives futures. Les emplois ainsi créés et les expropriations liées à la constitution de grands domaines ruraux nourrissent à leur tour l'exode rural. Abidjan, Le Caire, Johannesburg, Lagos, Addis-Abeba deviennent des pôles urbains et régionaux dominants au plan économique, politique et

culturel. L'Afrique en croissance est aussi une Afrique des inégalités spatiales.

Évolution des sept plus grandes villes du continent



L'Afrique et la guerre froide

L'Afrique n'a pas été seulement un théâtre de la guerre froide ; les Africaines et les Africains en ont été des actrices et acteurs de premier ordre pourtant oubliés. Le contexte de la décolonisation s'entrecroise avec des dynamiques spécifiques de la guerre froide ; de nouvelles formes de politisation et de contestation naissent en Afrique.

Lorsque la guerre froide s'engage dans la seconde moitié des années 1940, l'essentiel du continent est encore sous domination coloniale. De cette période, les régimes coloniaux conservent l'axiome de la menace subversive, identifiée de manière réductrice à la manipulation de *proxies* africains par les forces communistes : Moscou puis Pékin (incarnée notamment par Zhou Enlai à la suite de la conférence de Bandung). Après Le Caire de Nasser, c'est au tour d'Alger de devenir une capitale de la révolution pour les mouvements de libération nationale en Afrique à partir de 1962. Le processus de décolonisation s'inscrit dans la double logique des mutations impériales et des combats pour l'indépendance.

La décolonisation

Anciennes colonies portugaises contrôlées par des mouvements indépendantistes...

- ... révolutionnaires
- ... opposants

Incursions de la Swapo contre l'occupation du Sud-Ouest africain par l'Afrique du Sud

La lutte contre l'apartheid sud-africain

L'axe « progressiste »

- Pays soutenant militairement l'ANC
- Composés d'entraînement de l'ANC
- Intervention en cuisine
- Soutien à la lutte contre le régime d'apartheid de Rhodésie du Sud

Le Zimbaré passe de la coupe « progressiste »

La réponse sud-africaine

- à cet « encerclement »
- Soutien aux mouvements contre-révolutionnaires
- Raids anti-ANC
- Point d'appui continental vis-à-vis de la région pratiquée par le Sud d'apartheid

Les enjeux économiques

- Ressources en hydrocarbures
- Ressources minières contrôlées
- ... diamants et or

Source : News-Update, Jacques Delors, Cartographie de l'apartheid, 2000.

La France profite de la décolonisation pour refonder un système postcolonial d'alliance avec des régimes issus de son ancien empire colonial. Ce système est connu sous le nom de « Françafrique », dont l'Ivoirien Houphouët-Boigny et le Gabonais Omar Bongo sont les deux principaux piliers. Il se fonde sur des chefs d'État du « pré carré » (expression qui désigne le domaine d'influence français correspondant à l'ex-AOF et l'ex-AEF) qui contribuent à l'influence géopolitique de la France qui, en contrepartie, garantit leur stabilité (pacte illustré par les accords secrets de défense). C'est l'époque de la création de la compagnie pétrolière Elf, qui doit assurer la souveraineté énergétique de la France et qui se développe dans le golfe de Guinée, cœur de la Françafrique.

La guerre froide s'invite en 1960 au cœur de l'Afrique avec la crise du Congo-Kinshasa : à l'issue d'une guerre civile (1960-1965) qui voit l'assassinat de Patrice Lumumba, le colonel Mobutu s'empare du pouvoir par la force. Il fonde le Zaïre et devient l'un des principaux chefs d'État anticommunistes et antirévolutionnaires du continent allié aux Occidentaux. Rapidement, les nouveaux régimes africains

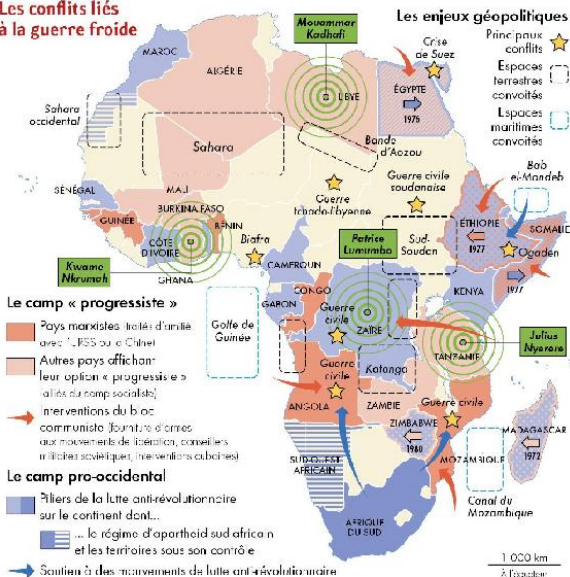
cherchent à jouer avec les logiques des grands blocs idéologiques, avec plus de souplesse qu'il n'y paraît. Mais la particularité de ces nouvelles républiques, par-delà leur affichage idéologique, est de se fonder sur des logiques de régimes autoritaires de parti unique, qui se développent des années 1960 aux années 1980.

Conflits entrecroisés : guerres de libération, guerres civiles et guerre fraîche

En 1974, la chute d'Hailé Sélassié en Éthiopie et l'installation du régime communiste du DERG et de sa « Terreur rouge » sont des symboles de la « guerre fraîche ». En Afrique centrale et australe, cette « guerre fraîche » prend la suite des guerres coloniales portugaises en Angola et au Mozambique (1961-1975). À partir de 1975, ces deux pays deviennent le théâtre de guerres civiles qui voient se structurer deux camps : les partisans de la lutte révolutionnaire qui trouvent le soutien de Cuba et de l'URSS, à l'image du MPLA de Neto en Angola, et leurs adversaires soutenus par les puissances occidentales et leur allié sud-africain, à l'image de l'UNITA de Savimbi. Le combat des mouvements politico-militaires de Libération nationale en Afrique australe est étroitement lié à la lutte contre l'apartheid porté par l'ANC de Nelson Mandela, arrêté et condamné en 1962. La chronologie du régime ségrégationniste et raciste sud-africain (1948-1991) épouse la guerre froide. Tous les régimes anti-apartheid se fédèrent dans les années 1970-1980 et prennent le nom de « ligne de front ». L'abolition de l'apartheid est le miroir de la fin de la guerre froide en Afrique.

Dans les années 1980, les régimes autoritaires se fossilisent et leurs dirigeants vieillissent : ils doivent faire face aux contestations de nouvelles organisations de jeunesse et d'étudiants. La fin de la guerre froide épuise le cadre géopolitique dans lequel ont navigué de nombreux dirigeants africains pour établir leur pouvoir. Si, dès les années 1968, de nouvelles formes de contestations ont éclos, les contestations et manifestations des années 1980 préparent le nouveau cadre géopolitique des années 1990 avec les promesses de démocratisation.

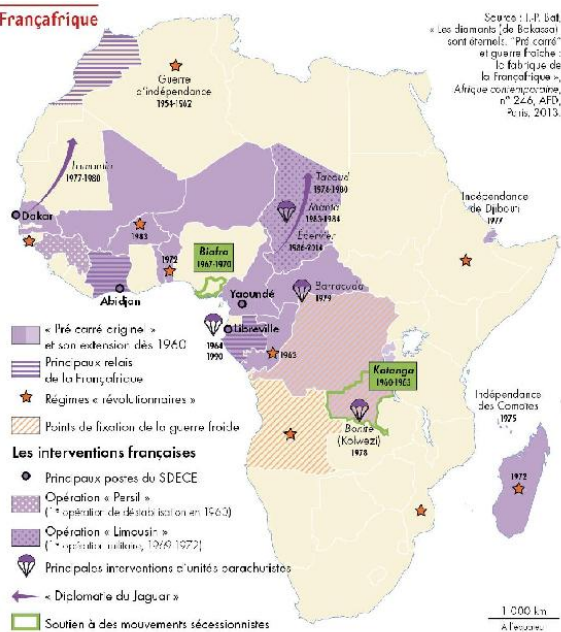
Les conflits liés à la guerre froide



Des amitiés Est-Ouest mouvantes ou répondant à d'autres centres d'intérêt

-  Régimes « progressistes » devenant pro-occidentaux
  Régimes pro-occidentaux devenant « progressistes »
  Pivots du panafricanisme anti-occidental (*leader*)

Françafrique



Source : J.-P. Bat
« Les diamants (de Bokassa)
sont éternels. "Pré carré"
et guerre fraîche :
la fabrique de
la francophonie »
Afrique contemporaine,
n° 246, AFD,
juin 2013.

États et régimes politiques

Après deux décennies de régimes de parti unique, les années 1990 marquent un espoir de transition démocratique. Malgré la multiplication d'élections sur le continent et quelques alternances emblématiques, l'autoritarisme ou ses dérivés « hybrides » perdurent cependant, notamment en Afrique centrale. Les attentes démocratiques stimulées par le renouvellement des générations sont pourtant immenses.

L'emprise du nationalisme et de la guerre froide (1960-1990)

Après la courte parenthèse démocratique et parlementaire puis les indépendances, la majorité des régimes politiques des nouveaux États convergent vers le régime de parti unique à la faveur des impératifs de la construction nationale, des enjeux de la guerre froide et des coups d'État qui se multiplient dans les années 1960 et 1970. L'objectif de la consolidation du pouvoir et de l'unité nationale prend ainsi le pas sur l'enracinement de la démocratie, mais se révèle souvent un prétexte pour des stratégies d'accumulation de ressources économiques au profit d'une famille, d'un clan ou d'une élite. Malgré de maigres résultats économiques, l'État autoritaire et néo-patrimonial fait preuve d'une grande capacité à durer – songeons au Zaïre de Mobutu ou au Gabon d'Omar Bongo. En 2019, les présidents Teodoro Obiang Nguema en Guinée équatoriale (40 ans au pouvoir), Paul Biya au Cameroun (37 ans), Denis Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville (35 ans), ou Idriss Déby au Tchad (29 ans) prolongent ce type de leadership adossé à des rentes pétrolières ou sécuritaires.

Avancées et reculs démocratiques (1990-2020)

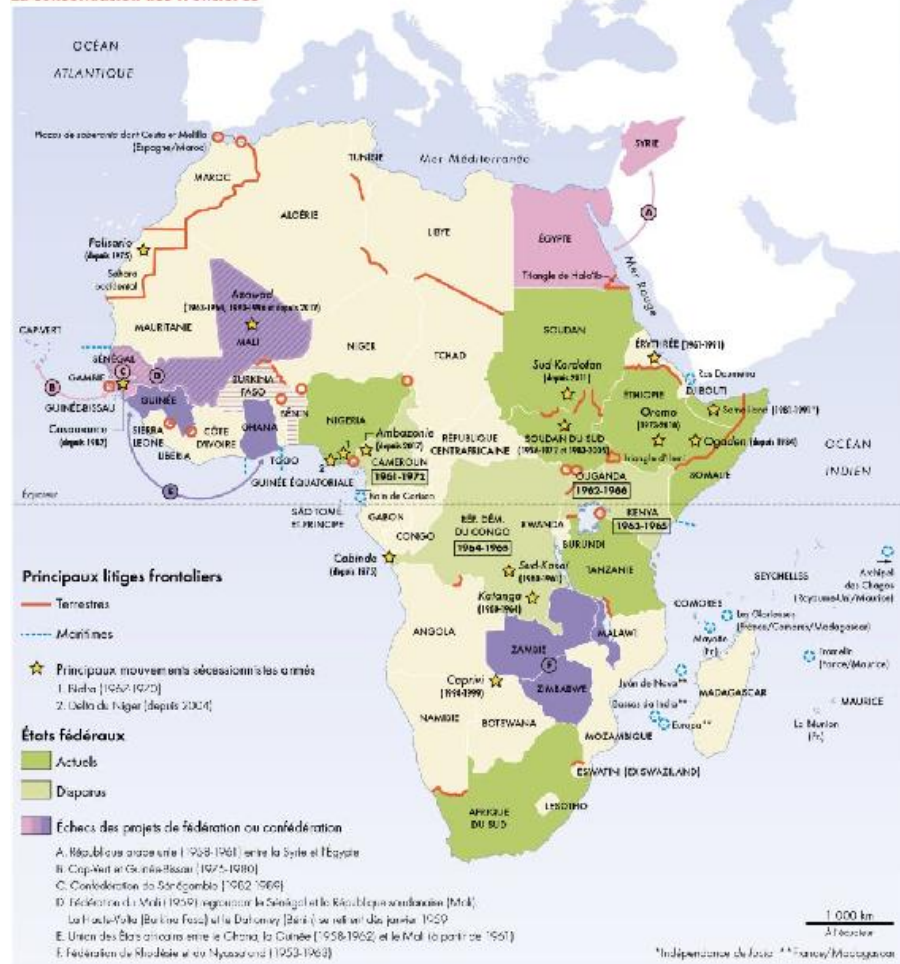
La fin de l'ordre bipolaire, l'usure du pouvoir et la pression populaire multi-sectorielle ont néanmoins ouvert une fenêtre d'opportunités démocratiques dans les années 1990. Les régimes de parti unique ont

été contraints d'organiser des conférences nationales (Bénin, Congo, Niger...), de s'ouvrir au multipartisme, de libéraliser la presse et d'organiser des élections pluralistes. Mais les transitions politiques ont produit des résultats contrastés : plusieurs alternances au pouvoir (Ghana, Sénégal, Bénin, Nigeria, Zambie...), élections combinées à la préservation de l'hégémonie du parti ou d'élites dominantes (Afrique du Sud, Tanzanie, Kenya...), restauration autoritaire (Tchad, Cameroun...) parfois même sous la forme de la succession dynastique (Togo, Gabon...). Parallèlement, un nouvel axe de pouvoirs autoritaires prétendant incarner un « nouveau leadership » émerge des mouvements de guérillas arrivés au pouvoir en Afrique de l'Est par la victoire militaire (Éthiopie, Ouganda, Rwanda) qui font du développement économique une priorité sur la démocratie.

Dans les années 2000, une nouvelle géographie des avancées démocratiques se dessine. L'approfondissement démocratique semble mieux assuré en Afrique de l'Ouest alors que l'Afrique centrale et le Maghreb demeurent l'espace privilégié de l'autoritarisme et des régimes « hybrides ». Ces reculs ou stagnations nous rappellent que les transitions politiques ne mènent pas forcément à la démocratie. Même avec une légitimité populaire au plus bas, ces régimes ont démontré une certaine capacité de résilience par la redistribution de rentes économiques, la diversification des bailleurs, la hausse des cours des matières premières, ou bien à la faveur de la « guerre contre le terrorisme » qui offre de nouvelles ressources de légitimation à l'externe et de coercition en interne.

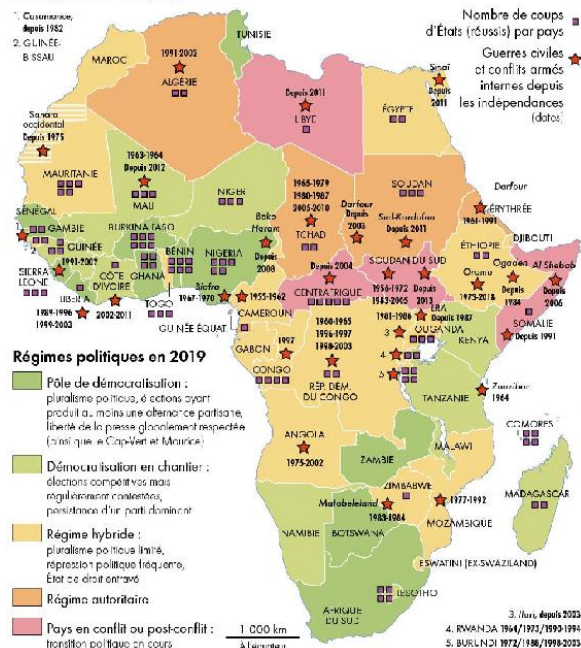
Même dans des pays donnés un temps comme modèles (Mali, Bénin, Sénégal...), la consolidation démocratique révèle sa fragilité. Sur l'ensemble du continent, des mobilisations citoyennes renouvellent l'exigence de démocratie, portée en particulier par les nouvelles générations, mais les défis restent nombreux : d'anciens opposants arrivés au pouvoir tendent à reproduire le système qu'ils ont combattu plutôt qu'à le transformer, perpétuant notamment le déséquilibre présidentieliste des constitutions. La limitation du nombre de mandats est souvent remise en cause, les commissions électorales ne sont vraiment indépendantes que dans un petit nombre de pays et rares sont les scrutins qui ne sont pas contestés. En définitive, l'alternance paraît possible quand le sortant ne se représente pas ou à la suite d'un soulèvement populaire.

La consolidation des frontières



1. CUSUMANO, depuis 1982
2. GLINÉE-
B. SSAU

Guerres civiles
et conflits armés
internes depuis
les indépendances
(dates)



L'apartheid en Afrique australe

L'apartheid est un régime politique de domination raciale et raciste, qui étend et systématise la ségrégation coloniale. Il repose sur un corpus de lois et sur l'usage de l'espace pour séparer, hiérarchiser et contrôler les populations. Mis en place en 1948 à l'arrivée au pouvoir du Parti national, il prend fin en 1994, grâce aux résistances internes et solidarités internationales, avec les élections démocratiques portant Mandela à la présidence.

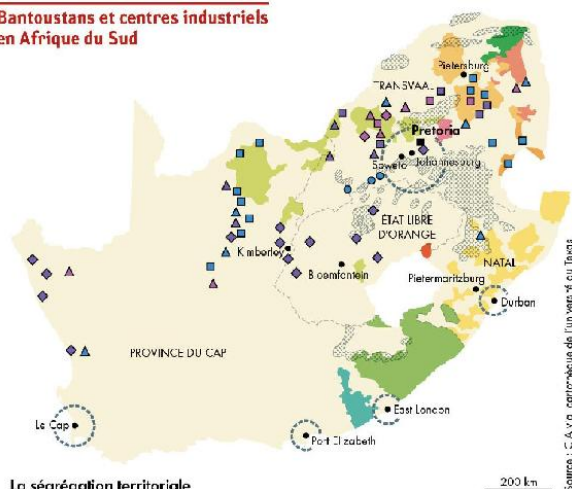
L'apartheid, rappelle Philippe Gervais-Lambony, « est une géographie territoriale en ce sens qu'il s'agit d'une politique spatiale qui a utilisé les découpages territoriaux, à toutes les échelles, pour constituer des territoires identitaires. L'apartheid était donc une manipulation territoriale au service d'une manipulation identitaire ». Cette manipulation identitaire ne peut se comprendre que dans des relations de domination, politique, économique et sociale, d'une « race » (socialement construite) sur d'autres considérées comme inférieures. L'apartheid est ce régime intrinsèquement spatial dans lequel la ségrégation est à la fois *étendue* et *systématisée* : étendue à tous les espaces quelle que soit leur échelle et à tous les groupes raciaux ; systématisée car, embrassant tous les domaines de la vie, elle est un système fonctionnant de manière cohérente dans les champs du politique, de l'économique et du social.

La ségrégation, systématisée

La condition de possibilité de cette systématisation est la mise en catégories raciales de l'ensemble de la population (Population Registration Act, 1950) : une fois la « race » d'un individu déterminée par une combinaison de critères physiques (couleur de peau, texture des cheveux), comportementaux (langue, accent, vêture) et relationnels (caractéristiques raciales des cercles sociaux qu'il fréquente, race que ses voisins lui assignent), sa vie devra se

conformer aux règles régissant sa race. Il s'agit d'abord d'accès aux droits : droit de vote et d'être élu, droit à la propriété foncière, droit de grève et de former des syndicats, droit à la libre circulation dans l'espace national ou dans la ville quelle que soit l'heure, droit d'entreprendre... Il s'agit aussi d'accès à l'université, aux professions qualifiées, au crédit bancaire, aux espaces publics, au logement, aux services publics dont l'éducation et la santé... Enfin, il s'agit de la personne, de l'intime, du corps : contenu de l'éducation dispensée, relations sexuelles légales... Droits, accès et vie personnelle sont différenciés entre les races de manière hiérarchique et raciste : les individus classés « Blancs » bénéficient de tous les droits et du soutien actif de l'État tandis que les « Africains » sont systématiquement désavantagés et que « Indiens » et « Coloureds » (populations n'appartenant pas aux groupes précédents) occupent des positions intermédiaires.

Bantoustans et centres industriels en Afrique du Sud



La ségrégation territoriale

Zone réservée aux Blancs

Bantoustans « indépendants »

Venda

Ciskei

Transkei

Autres bantoustans

Labowa

KwaZulu

Gosenkulu

KaNgwane

L'économie sud-africaine en 1979

Centres industriels majeurs

Autres gisements miniers

Amiante

Chrome

Cuivre

Diamant

Fer

Manganèse

Nickel

Platine

Uranium

Source : C.A.Y.A. cartographie de l'université de Tloane

Les trois modalités de l'apartheid

Classiquement, cette profusion de réglementations construisant le système d'apartheid est divisée en trois catégories :

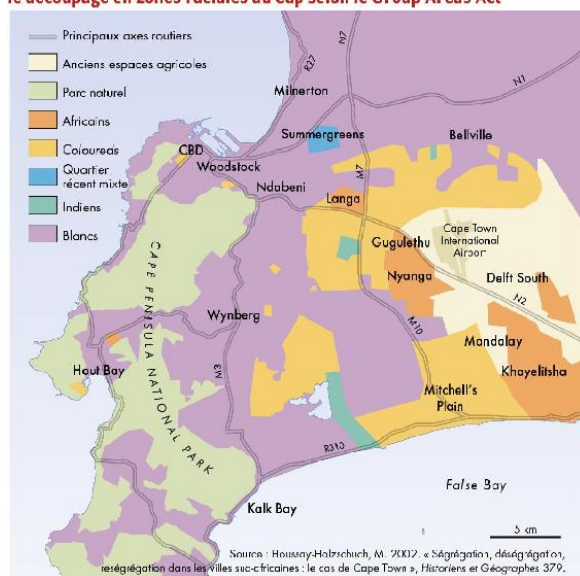
L'apartheid économique, qui regroupe toutes les mesures visant à concentrer la richesse dans les mains blanches, en particulier en s'appuyant sur la force de travail noire, que l'on tente de maintenir

peu coûteuse et sur laquelle on fait peser les coûts de sa propre reproduction.

Le Grand apartheid, divisant l'espace national entre zone blanche et bantoustans ou homelands réservés à chaque ethnie. Territoires en archipel, fragmentés, sans ressource majeure, construits sur les réserves indigènes délimitées en 1913 par le Natives Land Act, ils étaient conçus comme de nouvelles nations, devant accéder à l'indépendance. Chaque Africain se voyait assigner une ethnie et, avec elle, un homeland, soit à terme une nouvelle nationalité. Cette autopartition spatiale allait donc de pair, pour le pouvoir d'apartheid, avec la volonté de se séparer de la majorité de la population. Celle-ci accédait alors à l'état de nation, conçue comme ethniquement et linguistiquement pure, associée à un territoire devenu État.

Enfin, l'apartheid mesquin ou *petty apartheid* ségréguaît la vie quotidienne, l'accès aux lieux publics, des transports aux cinémas, plages, bancs et compétitions sportives...

**L'apartheid à l'échelle urbaine :
le découpage en zones raciales au Cap selon le Group Areas Act**



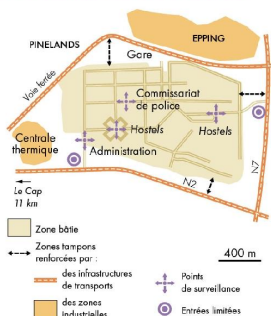
Un système multiscaleire

Ce système de mise à l'écart hiérarchisée se décline à toutes les échelles : outre l'échelle nationale, il a aussi été appliqué en Namibie, voire, sous une forme un peu différente, au Zimbabwe. Il organise les villes, que l'on met brutalement en règle avec cet ordre suprématiste, en divisant l'espace urbain de manière raciale et raciste grâce au Group Areas Act de 1950. Dans ce cadre, l'essentiel de la surface des

villes, les quartiers d'affaires, les zones d'emploi et les aménités environnementales reviennent aux Blancs, la périphérie, organisée en quartiers appelés *townships*, étant attribuée aux groupes opprimés. Par exemple, le quartier de Langa au Cap, imposé aux Africains, est spatialement conçu et aménagé pour que l'espace serve à contrôler les populations. Enfin, l'habitat lui-même reflète la hiérarchie raciale et des normes dépendant de la race des habitants.

L'apartheid est-il un système exceptionnel, dans ses formes spatiales comme dans les processus qui l'ont mis en place ? Non : la ségrégation urbaine s'est mise en place à partir du milieu du XIX^e siècle selon des modalités classiques dans les villes coloniales africaines : dès 1855, Port Elizabeth a délimité des terrains réservés à la résidence des indigènes (*Natives*) pour répondre à des problèmes à la fois structurels (volonté de contrôle des populations noires, crise du logement, multiplication des camps de squatters) et conjoncturels (« syndrome sanitaire », selon Swanson, en réponse à une épidémie). Au Cap, l'épidémie de peste de 1901 provoque la création du premier quartier réservé aux Africains, Ndabeni. Les restrictions d'accès à la propriété foncière sont également anciennes (*Natives Land Act*, 1913). L'apartheid n'est donc pas une forme originale à l'Afrique du Sud et, même si le cas présente une réelle spécificité dans le domaine économique (urbanisation et industrialisation précoces), cela ne doit pas masquer la nature profondément coloniale, ici poussée à l'extrême, de cette domination.

Le township noir de Langa au Cap, un urbanisme de contrôle social



Conflits et résolution des conflits en Afrique centrale et orientale

Les conflits en Afrique centrale et orientale s'enracinent dans des causes internes mais s'imbriquent également dans un système régional de conflits par la mobilité des groupes armés, les flux de réfugiés et les ingérences croisées des États voisins. Hors période de crise, une situation de « ni guerre ni paix » caractérise de nombreux pays de la région, symptôme de l'impuissance de l'État central à imposer son monopole de la violence physique légitime.

Guerre civile rwandaise et génocide des Tutsis (1990-1994)

La plupart des ingrédients de la crise qui affecte nombre d'États africains au tournant des années 1990 sont présents dans la crise rwandaise : régime autoritaire issu d'un coup d'État (1973), crise économique, conflit entre élites régionales pour l'appropriation des ressources, amorce du multipartisme, « milicianisation » des partis, environnement régional instable. À ces éléments s'ajoute un contexte particulier de brutalisation des sociétés rwandaise et burundaise depuis les indépendances par l'engrenage de la polarisation politico-identitaire Hutu-Tutsi réactivée à chaque crise politique (1959, 1964, 1973 au Rwanda, 1972, 1988, 1993 au Burundi). En 1990, des Tutsis rwandais exilés en Ouganda regroupés au sein du Front patriotique rwandais (FPR) tentent de rentrer au Rwanda les armes à la main. C'est le début d'une guerre qui va durer 3 ans et provoquer l'engagement de l'armée française en soutien au régime d'Habyarimana.

Après les accords de paix d'Arusha signés en août 1993 mais non appliqués, une force multinationale de l'ONU (MINUAR) se déploie, mais échoue à enrayer la montée des violences alimentée par les extrémistes. L'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président

Génocide des Tutsis du Rwanda

L'offensive du FPR

- Ligne de front
- Octobre 1993
- 7 juin 1994

Principales offensives en 1994

- Avril
- Mai-juin
- Juillet

Le génocide des Tutsis

Chronologie des massacres

- Avril 1994
- Mai-juin 1994
- Juillet 1994

Victimes effectives

Nombre de morts par préfecture

« Zone humanitaire » mise en place par l'opération Turquoise et l'OQ de l'armée française (fin avril - fin août 1994)

La crise des réfugiés

- Flux de réfugiés
- Camps de réfugiés
- Nombre de réfugiés (1994)

Données de mortalité (Nombre de morts par préfecture) :

- Kigali : 234 492
- Kibungu : 82 431
- Kibuye : 73 685
- Citrus : 18 371
- Gikongoro : 96 573
- Bururi : 236 371
- Gitarama : 118 731
- Butare : 11 025
- Byumba : 1 530
- Nyagatare : 1 530
- Karongi : 35 140

Données de population et de réfugiés :

- Population totale du Rwanda : 2 000 000
- Population de Kigali : 1 200 000
- Population de Burundi : 1 200 000
- Population de Zaïre : 2 000 000
- Population de Tanzanie : 200 000
- Population de Ouganda : 200 000

Source : Global Relief, David Sorenson, Une guerre noire. Enquête sur les origines du génocide rwandais (1993-1994), La Découverte, Paris, 2007.

La donne géopolitique dans la région change avec l'arrivée au pouvoir du FPR. Le nouveau pouvoir à Kigali s'oppose à la présence des milices des ex-génocidaires qui contrôlent les camps de réfugiés hutus à ses frontières. Fin 1996, l'armée rwandaise envahit l'est du Zaïre pour démanteler ces camps : les réfugiés qui refusent de rentrer au Rwanda sont pourchassés vers l'ouest par l'armée rwandaise (200 000 seront portés disparus). L'offensive est de grande envergure et vise en réalité à renverser le régime de Mobutu. Les troupes rwandaises et ougandaises réunies dans l'AFDL dirigée par l'ancien guérillero Laurent-Désiré Kabila conquièrent l'ensemble du Congo en quelques mois, provoquant la chute du régime de Mobutu en mai 1997. Kabila

est le nouveau chef de l'État et le Zaïre devient la République démocratique du Congo (RDC). Au même moment, le Congo-Brazzaville voisin s'enfonce dans une guerre civile « milicianisée » aboutissant au retour au pouvoir de l'ancien président Sassou-Nguesso.

En 1998, Kabila se retourne contre ses anciens alliés rwandais et ougandais dont il critique l'ingérence. La deuxième guerre du Congo commence et devient rapidement une guerre régionale. Les objectifs des parrains régionaux et des chefs de milices locales ne se recoupant pas toujours, les alliances se recomposent et le conflit s'enlise. Il se nourrit surtout de la prédation opérée par l'ensemble des belligérants sur les ressources minières du Congo (coltan, cuivre, or...). Le déploiement de la plus grande opération de maintien de la paix des Nations unies (MONUSCO, jusqu'à 20 000 hommes) ne permet pas de rétablir durablement la sécurité dans l'est.

La paix est finalement signée en 2003, organisant le partage du pouvoir entre les différents mouvements rebelles et le pouvoir du président Joseph Kabila qui remplace son père assassiné en 2001. Pourtant les violences continuent, se nourrissant de multiples conflits locaux dans l'est sous la coupe d'une centaine de milices locales. Les populations civiles sont les premières victimes de ces conflits (entre un et cinq millions de morts depuis 1996 selon les études). Après une décennie de guerre civile larvée, le Burundi voisin entame lui aussi un processus de paix sous l'égide de l'Afrique du Sud entre 2000 et 2003, aboutissant à la tenue de nouvelles élections et l'accès au pouvoir en 2005 d'un des anciens chefs rebelles basé au Congo, Pierre Nkurunziza, qui ne quittera plus le pouvoir.

Les racines de la conflictualité

Les autres pays de la région n'ont pas été épargnés par les conflits, à l'instar du Soudan, dont le sud a connu deux longues guerres avant d'obtenir l'indépendance en 2011, puis le conflit au Darfour depuis 2003. Le régime tchadien fait régulièrement face à des rébellions utilisant la Libye ou le Soudan comme base arrière, et la Centrafrique a connu presque sans interruption des mouvements rebelles sur son territoire, que la capitale peine à contrôler. Une situation que la Somalie, sans pouvoir central incontesté depuis la guerre civile entamée en 1991, symbolise à l'extrême, et où un État indépendant de fait comme le Somaliland a pu émerger. Les zones frontalières, dont la porosité permet la fluidité des arrangements de souveraineté et la captation des flux économiques « illicites » par une pluralité d'acteurs, sont des espaces de choix pour l'accumulation de ressources ou la carrière des armes.

La première guerre congolaise



Progression de l'AFDL



— Dispersion des réfugiés hutus rwandais 1996-1997

La deuxième guerre congolaise



Les belligérants et leurs alliés



Ressources



Les alliés du gouvernement congolais

Engagement militaire : — important — léger

Les alliés des mouvements rebelles

— RCD Kisangani et MLC — RCD Goma

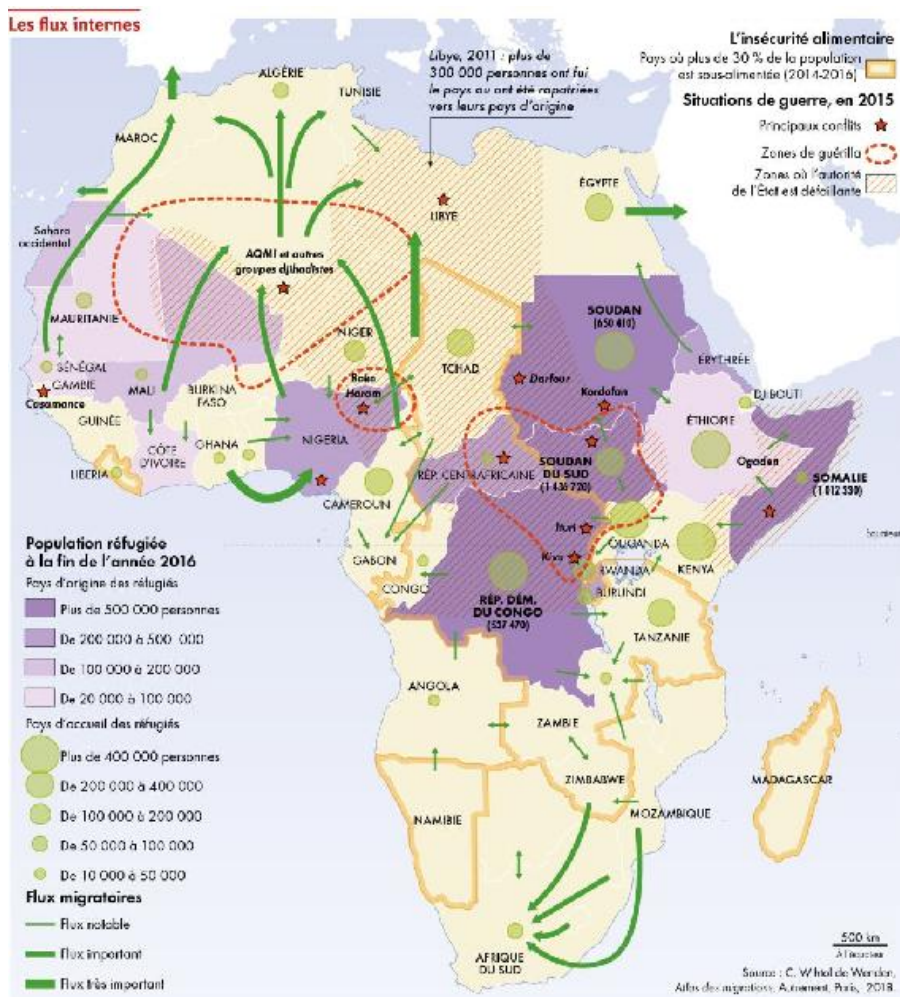
Migrations internes et externes en Afrique

Le continent africain a une longue histoire migratoire. Des migrations internes et régionales se sont internationalisées lorsque les frontières coloniales sont devenues étatiques après les indépendances. Depuis les années 1960, elles subsistent au gré des guerres et conflits, et des crises environnementales. Ce sont des migrations internes sud-sud, souvent encouragées par les organisations internationales qui s'efforcent de protéger les réfugiés.

Des migrations massivement intracontinentales

Les migrations internationales en Afrique touchent aujourd'hui 26,6 millions de personnes. Crises et sécheresses produisent des déplacés internes qui cherchent à s'abriter dans leur propre pays (cas du Soudan), ou à retrouver un milieu naturel proche de celui qu'ils ont quitté pour y continuer l'agriculture ou l'élevage (comme au Sahel). La moitié des Africains migrent en Afrique du fait d'une tradition de mobilité ancienne, de la valorisation de la migration comme aventure et du sentiment répandu chez les jeunes que la migration est une option de vie, faute d'espérer en changer dans leur pays. Deux destinations migratoires sont privilégiées : le Maghreb pour les Subsahariens francophones du nord de l'équateur, et l'Afrique du Sud pour les anglophones du sud de l'équateur. La pression démographique et la jeunesse de la population (l'âge médian y est de 19 ans), les transferts de fonds envoyés par les compatriotes, les médias, les crises et l'instabilité politique, les progrès de l'éducation et l'urbanisation galopante concourent à l'accélération des migrations. Les mouvements transfrontaliers sont facilités par la création de plusieurs espaces de libre circulation régionale pour les travailleurs (comme la CEDEAO, Communauté des États d'Afrique de l'Ouest, la SADC entre l'Afrique du Sud et ses voisins). En revanche, l'émigration

vers les pays européens et américains qui exigent des visas ne séduit que les plus audacieux. Faute de visas, ceux-ci doivent recueillir de fortes sommes pour payer les passeurs, survivre dans les pays de transit, comme la Libye, ne pas mourir en Méditerranée (30 000 morts environ depuis 2000, dont 2275 en 2018). Le Golfe est aussi une destination pour les Africains de l'Est (Soudanais notamment) ainsi que l'Égypte, bien que les pays du Golfe n'accordent pas de regroupement familial et que les droits sociaux y soient quasi inexistants.



Diversité des flux intercontinentaux

La migration intercontinentale a souvent commencé plus tard vers l'Europe que les migrations européennes et maghrébines, à la veille de la fermeture des frontières à l'immigration de travail (1973 et 1974).

Aussi s'est-elle poursuivie dans la clandestinité. Source d'un sentiment d'invasion chez les Européens (un « péril noir »), elle ne concerne qu'une petite partie des Subsahariens, alors que chez les Maghrébins, la migration est fortement tournée vers la rive nord de la Méditerranée, même si le Golfe et l'Amérique du Nord attirent aussi. Les pays du Maghreb deviennent à leur tour pays d'immigration pour les Subsahariens, appelés « trans-migrants », car certains s'y sédentarisent tout en gardant le projet de traverser la Méditerranée, rendu périlleux par la fermeture des frontières européennes. Certains pays interdisent le départ irrégulier (comme le Sénégal, l'Érythrée ou l'Algérie), mais les « grilleurs de frontières » (appelés « harragas ») séduisent les jeunes. Les Marocains sont la seconde quasi-diaspora en Europe (3,5 millions) après les Turcs, répartis entre plusieurs pays européens (France, Espagne, Italie, Belgique, Pays-Bas), alors que les Algériens forment une sorte de « couple migratoire » avec la France (plus de 90 % des Algériens en Europe y résident). Les politiques européennes et américaines sélectives permettent aux plus qualifiés de circuler légalement, de même que les investisseurs et commerçants (nombreux chez les Tunisiens), les détenteurs de visas à entrées multiples et les doubles nationaux (parmi les générations issues de l'immigration). En Afrique subsaharienne, l'exode des plus qualifiés vers l'Europe, les États-Unis et le Canada a développé le thème du pillage des cerveaux, dénoncé par les pays de départ, bien que beaucoup d'entre eux n'aient pas de débouchés à proposer aux plus diplômés et bénéficient des devises liées aux transferts de fonds (comme la vallée du fleuve Sénégal). Les politiques de retour et de développement mises en place par les pays européens montrent que développement et migrations vont de pair et ne sont pas alternatifs. L'Afrique va donc continuer à migrer à l'intérieur des États, entre États africains et vers l'extérieur du continent, car des Africains commencent aussi à migrer en Chine, de nombreux Chinois venant bâtir des infrastructures et faire du commerce en échange de l'accès aux matières premières et à la pêche. De leur côté des « seniors au soleil » européens choisissent la rive sud de la méditerranée pour leur retraite.

Transferts de fonds

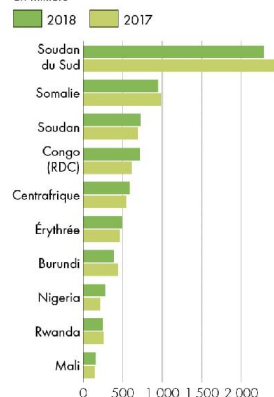
Principaux pays destinataires des envois de fonds, en % du PIB en 2017



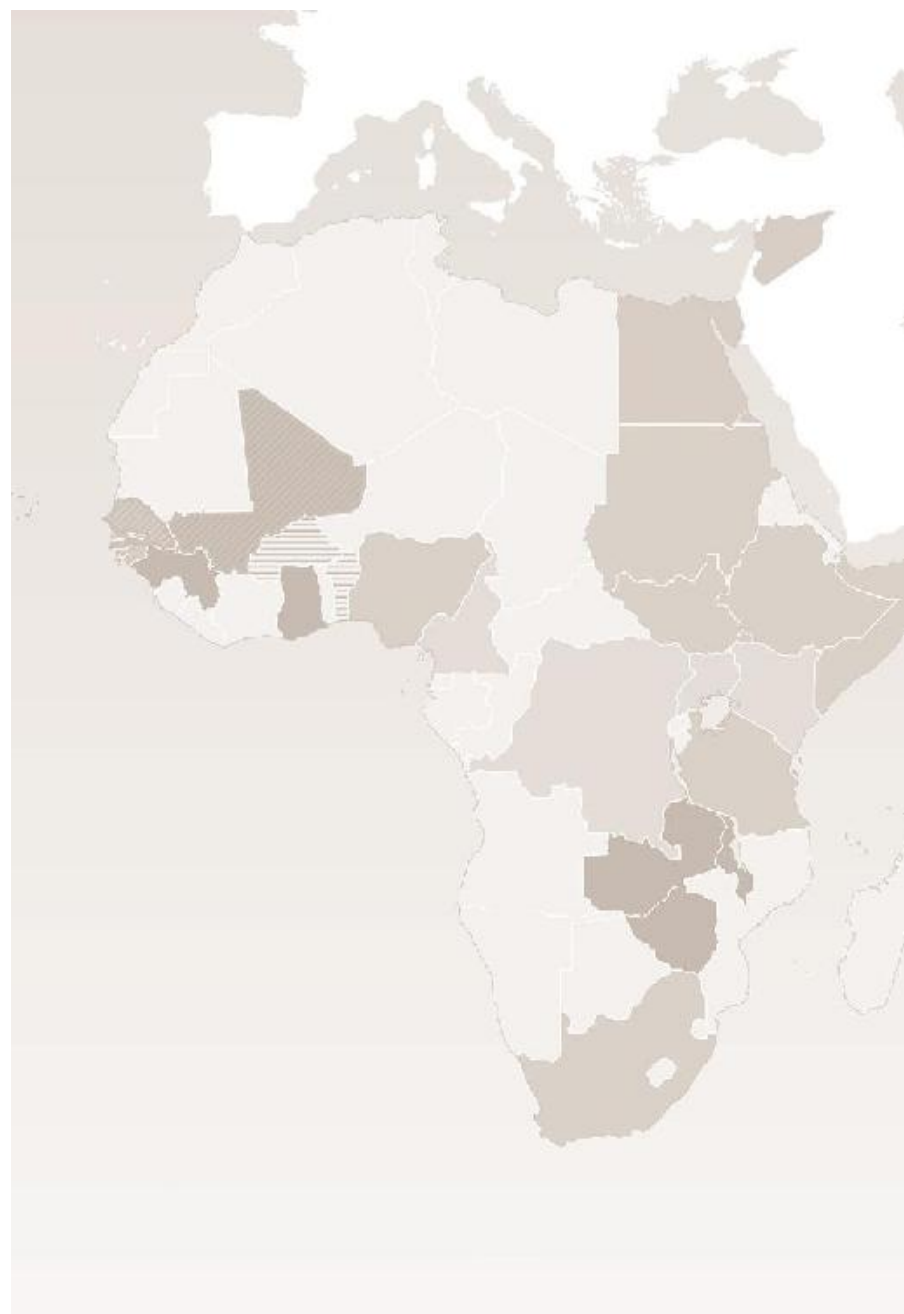
Sources : Banque mondiale et TheGlobalEconomy.com

Origine des réfugiés

Principaux pays d'origine des réfugiés, en milliers



Source : UNHCR,
Global Trends Forced Displacement (2017 et 2018)



CONCLUSION

Connexions, continuités, ouvertures

Au terme de ce panorama multimillénaire, dégager les lignes de force de l'histoire de l'Afrique sans essentialiser ses sociétés au prisme d'une lecture culturaliste réductrice pourrait paraître une gageure. Envisager l'Afrique dans son ensemble, n'est-ce pas céder aux faux-semblants d'un découpage du monde en autant de « civilisations » qu'il compte de continents ? Faisant fonds sur toutes les formes de diversité déclinées dans les pages de cet atlas, attachons-nous au contraire à renouer les fils, dans l'espace et dans le temps, entre les sociétés qui s'y sont côtoyées ou succédé, aussi bien qu'avec celles, plus lointaines, des autres continents.

Loin de l'image héritée d'une anthropologie culturelle ou d'une géographie déterministe aujourd'hui dépassées, mais qui infusent encore les représentations ordinaires du continent, l'Afrique ne fut pas émiettée en une série d'aires géographiques, linguistiques et culturelles distinctes, formant des isolats. Elle est traversée sur le temps long par de grands réseaux d'échanges internes qui se jouent des obstacles environnementaux supposés : le Sahara n'a jamais été une barrière aux échanges économiques et culturels, pas plus que la forêt équatoriale n'a empêché la diffusion de la métallurgie du fer ou des langues bantoues. La vitalité politique, économique et culturelle des zones de contact atteste la porosité des espaces africains aux échanges, et les avantages qui pouvaient résulter de la complémentarité des environnements et des ressources. Ainsi la bande sahélienne, à la jonction des routes transsahariennes et des pistes drainant les productions de vallées fertiles ou de régions forestières, fut-elle le siège de grands empires, de la période médiévale au début de l'ère moderne. Ces connexions internes ne sont pas pour autant des vecteurs d'uniformisation faisant du continent un bloc homogène : arrivé avec les commerçants au sud du Sahara ou sur les rivages de l'océan Indien, l'islam y coexista longtemps avec les religions locales.

Résistant à une périodisation souvent réduite au triptyque précolonial-colonial-postcolonial, l'histoire de l'Afrique présente des continuités parfois surprenantes. Le foisonnement des formes d'organisation sociales et politiques – sociétés lignagères, chefferies, royaumes et empires, États centralisés ou fédérations, cités-États ou encore États-nations – et les recompositions périodiques de la carte politique n'empêchent pas certaines permanences remarquables. Ainsi l'Éthiopie, royaume chrétien dans une mosaïque religieuse à l'époque médiévale, État centralisé à la fin du XIX^e siècle, État fédéral aujourd'hui, échappa à la colonisation, en dehors d'une brève parenthèse (1935-1941). D'autres entités politiques préexistantes parvinrent à enjamber plusieurs décennies de colonisation : la Tunisie et le Maroc, à la faveur du régime de protectorat ; l'Ashanti et le Dahomey, royaumes prospères et intermédiaires de la traite au XVIII^e siècle, difficilement conquis à la fin du XIX^e siècle après avoir reconverti leur économie pour s'adapter à l'abolition de la traite, et devenus après les indépendances les noyaux des constructions nationales du Ghana et du Bénin actuels. Ces deux derniers exemples illustrent aussi d'autres formes de continuité : l'existence d'une conception de la souveraineté territoriale et des frontières antérieure à la colonisation et le réemploi par les États postcoloniaux de noms d'anciennes entités politiques africaines. Les indépendances elles-mêmes ne constituent qu'une césure relative, tant les élites alors portées au pouvoir étaient les héritières des catégories sociales d'intermédiaires forgées par la colonisation.

Enfin, les pages de cet atlas ont montré combien l'Afrique était ouverte au monde extérieur par toutes ses façades : Méditerranée, océans Indien et Atlantique. Est-ce à dire que ses portes et ses fenêtres furent forcées par des acteurs extérieurs prompts à imposer leurs normes culturelles et religieuses, des échanges inégaux, voire une domination politique ? Certes, les religions monothéistes arrivèrent – à différentes périodes – de l'extérieur, les ports des trois façades maritimes furent les goulets par lesquels transitèrent les hommes et les femmes vendus pour être transportés sur d'autres continents, et la période coloniale concentra toutes ces formes de domination, imposées dans la violence. Cependant, en rester à cette vision des choses serait faire peu de cas de l'inventivité des sociétés africaines dans l'appropriation, la transformation et la réinvention des formes culturelles empruntées (l'islam et le christianisme se déclinent en de multiples versions sur le continent africain). Ce serait oublier les facteurs internes et parfois les intérêts qui motivent l'ouverture des fenêtres. En bref, ce serait rééditer symboliquement cette violence, en déniaut aux acteurs africains leur capacité à faire histoire.

Bibliographie

ABITBOL Michel, *Tombouctou et les Arma : de la conquête marocaine du Soudan nigérien en 1591 à l'hégémonie de l'Empire peulh du Macina en 1833*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1979.

AGIER Michel (dir.), *Un monde de camps*, Paris, La Découverte, 2014.

AJAYI J. F. Ade (éd.), *Histoire générale de l'Afrique*, Vol. VI : *L'Afrique du XIX^e siècle jusque vers les années 1880*, UNESCO, 1984.

AJAYI J. F. Ade et CROWDER Michael, *Atlas historique de l'Afrique*, (adaptation française par C. Coquery-Vidrovitch et G. Laclavère), Paris, Éditions du Jaguar, 1988.

ALMÉIDA-TOPOR Hélène d', *L'Afrique au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1999.

AMBROSETTI Elena, *Égypte, l'exception démographique*, Paris, Éditions de l'INED, 2011.

BALLONG-WEN-MEWUDA J. B., *São Jorge da Mina, 1482-1637 : la vie d'un comptoir portugais en Afrique occidentale*, Lisbonne et Paris, Fondation Calouste Gulbenkian, 1993.

BANÉGAS Richard, *La Démocratie à pas de caméléon. Transition et imaginaires politiques au Bénin*, Paris, Karthala, 2003.

BARHAM L., MITCHELL P., *The First Africans. African Archaeology from the Earliest Tool Makers to Most Recent Foragers*, Cambridge World Archaeology, Cambridge University Press, 2008.

BAT Jean-Pierre, *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2012.

BAY E., *Wives of the Leopard: Gender, Politics, and Culture in the Kingdom of Dahomey*, Charlottesville, University of Virginia Press, 1998.

BAYART Jean-François, HIBOU Béatrice & SAMUEL Boris, « L'Afrique "cent ans après les indépendances" : vers quel gouvernement politique ? », *Politique africaine*, n° 1119, 2010.

BEAUCHEMIN Chris (dir.), *Migrations africaines : le codéveloppement en question. Essai de démographie politique*, Paris, Armand Colin, 2013.

BEHLICH James, *Replenishing the Earth: The Settler Revolution and the Rise of the Angloworld*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

BÉNABOU Marcel, *La Résistance africaine à la romanisation*, Paris, La Découverte, 2005.

BERCAULT Olivier, *La Plaine des morts. Le Tchad de Hissène Habré 1982-1990*, Paris, Human Rights Watch, 2013.

BERMAN Bruce et LONSDALE John, *Unhappy Valley: Conflict in Kenya and Africa*, 2 volumes, Londres – Nairobi, James Currey – Heinemann, 1992.

BICKERS Robert, *Settlers and Expatriates: Britons over the Seas*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

BOAHEN Albert Adu (dir.), *Histoire générale de l'Afrique, VII : L'Afrique sous domination coloniale, 1880-1935*, UNESCO, 1987.

BORNE Dominique et FALAIZE Benoît, *Religions et colonisation, XVI^e-XX^e siècle, Afrique, Asie, Océanie, Amériques*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2009.

BOSTOEN Koen, BRINKMAN Inge (eds.), *The Kongo Kingdom: Dynamics and Cosmopolitan Culture of an African Polity*, Cambridge University Press, 2018.

BRUNDSCHWIG Henri, *Le Partage de l'Afrique noire*, Paris, Flammarion, 1971.

CAMPBELL Gwyn, *An Economic History of Imperial Madagascar, 1750-1895: The Rise and Fall of an Island Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

CHEESEMAN Nic, *Democracy in Africa: Successes, Failures and the Struggle for Political Reform*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

CHEKROUN, Amélie, *Les djihads de l'imām Aḥmad (Éthiopie, XVI^e siècle). Lecture du Futūḥ al-Ḥabaša*, à paraître.

CHITTICK N., *Kilwa: An Islamic Trading City on the East African Coast*, BIEA, Nairobi, 1974.

CHOUIN Gérard, « L'ouverture atlantique de l'Afrique (XV^e-XVII^e siècle) » dans F.-X. Fauvelle (dir.), *L'Afrique ancienne, de l'Acacus au Zimbabwe, 20 000 avant le présent – XVII^e siècle*, Paris, Belin, 2018.

CHRÉTIEN Jean-Pierre, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Aubier, 2000.

CHRÉTIEN Jean-Pierre et PRUNIER Gérard, *Les Ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1989.

CHRISTOPHER Anthony John, *The Atlas of Changing South Africa*, London, Routledge, 2000.

CLARK J. D. (ed.), *The Cambridge History of Africa*, Vol. 1: *From the Earliest Times to c. 500 BC*, Cambridge University Press, 1982.

CLIST Bernard, DE MARET Pierre, BOSTOEN Koen (eds.), *Une archéologie des provinces septentrionales du royaume Kongo*, Oxford, Archeopress, 2018.

COCHET Hubert, *Crises et révolutions agricoles au Burundi*, Paris,

Karthala, 2001.

COOPER Frederick, *L'Afrique depuis 1940*, Paris, Payot, 2012.

COOPER Frederick, *La Décolonisation et la question du travail en Afrique. L'Afrique britannique et française (1935-1960)*, Paris, Karthala, 2004 [1996].

COQUERY-VIDROVITCH Catherine, *L'Afrique et les Africains au XIX^e siècle, Mutations, Révolutions, Crises*, Paris, A. Colin, 1999.

COQUERY-VIDROVITCH Catherine et MESNARD Éric, *Être esclave. Afrique-Amériques, XV^e-XIX^e siècle*, La Découverte, 2013 (rééd. poche 2019).

COQUERY-VIDROVITCH Catherine, *Afrique noire : permanences et ruptures*, 2^e édition, Paris, L'Harmattan, 1993.

COQUERY-VIDROVITCH Catherine, *Les Routes de l'esclavage africain du VI^e au XX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 2018.

COULIBALY Céleste, *La Guerre du Bani-Volta (1915-1916)*, coll. « Études africaines », Paris, L'Harmattan, 2017.

COURBAGE Youssef et TODD Emmanuel, *Le Rendez-vous des civilisations*, Paris, Seuil, 2007.

CUOQ Joseph, *L'Islamisation de la Nubie chrétienne*, Paris, Geuthner, 1986.

DEBOS Marielle, *Le Métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013.

DECORSE C. R., *An Archaeology of Elmina: Africans and Europeans on the Gold Coast, 1400-1900*. Washington, Smithsonian Institution Press, 2001.

DECRET François et FANTAR Mahmed, *L'Afrique du Nord dans l'Antiquité : histoire et civilisations, des origines au V^e siècle*, Paris, Payot, 1981.

DERAT Marie-Laure, *L'énigme d'une dynastie sainte et usurpatrice dans le royaume chrétien d'Éthiopie du XI^e au XIII^e s.*, Turnhout, Brepols, 2018.

DESCHAMPS Hubert, *L'Europe découvre l'Afrique, Afrique occidentale, 1794-1900*, Paris, Berger-Levrault, 1967.

DEWIÈRE Rémi, *Du lac Tchad à La Mecque. Le sultanat du Borno et son monde (XVI^e-XVII^e siècle)*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2017.

DORIGNY Marcel, GAINOT Bernard, *Atlas des esclavages. Traites négrières, sociétés coloniales, abolition de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Autrement, 4^e éd., 2017.

DORIGNY Marcel, (dir., avec GAINOT Bernard), *La Colonisation nouvelle (fin XVIII^e-début XIX^e siècle)*, Éditions SPM (diffusion l'Harmattan), 2019.

DORIGNY Marcel (dir.), *Grand Atlas des empires coloniaux*, Paris, Autrement, 2019

DORIGNY Marcel, *Les Abolitions de l'esclavage*, PUF, Coll. « Que sais-je ? », 2018.

DROZ Bernard, *La Décolonisation*, coll. « Documentation photographique », Paris, La Documentation française, 2008.

DUMAS Hélène, *Le Génocide au village. Le massacre des Tutsi au Rwanda*, Paris, Seuil, 2014.

FABBIANO Giulia, PERALDI Michel, POLI Alexandra, TERRAZZONI Liza (dir.), *Les Migrations des Nords vers les Suds*, Paris, Karthala, 2019.

FALK Peter, *La Croissance de l'Église en Afrique*, Kinshasa, Institut supérieur de théologie de Kinshasa, 1985.

FAUVELLE François-Xavier, *Histoire de l'Afrique du Sud*, Paris, « Points Histoire », édition mise à jour, 2013.

FAUVELLE François-Xavier (dir.), *L'Afrique ancienne, de l'Acacus au Zimbabwe. 20 000 ans avant notre ère – XVII^e siècle*, Paris, Belin, 2018.

FAUVELLE François-Xavier, HIRSCH, Bertrand et CHEKROUN, Amélie, « Le sultanat de l'Awfât, sa capitale et la nécropole des Walasma », *Annales Islamologiques*, vol. 51, 2017.

FEINBERG Harvey M., « Africans and Europeans in West Africa: Elminans and Dutchmen on the Gold Coast during the eighteenth century », *Transactions of the American Philosophical Society*, 79, n° 7, 1989.

FOURCHARD Laurent, *De la ville coloniale à la cour africaine. Espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta), fin XIX^e siècle-1960*, L'Harmattan, 2002.

FRÉMEAUX Jacques, *Les Colonies dans la Grande Guerre. Combats et épreuves des peuples d'Outre-Mer*, Saint-Cloud, Soteca, 14-18 Éditions, 2006.

GAUTHIER Yves, « Nouvelles réflexions sur les aires de distribution au Sahara central », *Les Cahiers de l'AARS* 13, p. 121-134, 2009.

GAZIBO Mamoudou, *Les Paradoxes de la démocratisation en Afrique*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2005.

GEMENNE François, IONESCO Dina, MOKHACHEVA Daria, *Atlas des migrations environnementales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.

GERVAIS-LAMBONY Philippe, *Territoires citadins : quatre villes africaines*, Paris, Belin, 2003.

GLEISEJES Piero, *Misiones en conflicto : La Habana, Washington y África 1959-1976*, La Habana, Ciencias sociales, 2007.

GOERG Odile et HUETZ DE LEMPS Xavier, *La Ville coloniale (XV^e-XX^e)*, Seuil, Points, 2012 [2003, *Histoire de l'Europe urbaine* (Jean-Luc Pinol éd.)].

GOERG Odile, *Pouvoir colonial, municipalités et espaces urbains. Conakry et Freetown, des années 1880 à 1914*, L'Harmattan, 1997.

GRAH MEL Frédéric, *Félix Houphouët-Boigny*, (3 tomes), Abidjan/Paris, Maisonneuve et Larose/Karthala, 2003.

GRENOUILLEAU Olivier, *La Révolution abolitionniste*, Paris, Gallimard, 2017.

GRENOUILLEAU Olivier, *Quand les Européens découvraient l'Afrique intérieure*, Paris, Tallandier, 2017.

HAIR P. E. H., *The Founding of the Castelo de São Jorge da Mina: An Analysis of Sources*, Madison, University of Wisconsin-Madison, 1994.

HASAN, Y. F., *The Arabs and the Sudan from the Seventh to the Early Sixteenth century*, Khartoum, Sudatrek, 2005 [1^{re} éd. Édimbourg, 1967].

HASSAN Mohammed, *The Oromo of Ethiopia: A History 1570-1860*, Cambridge, 1990.

HECHT Gabrielle, *Uranium africain, une histoire globale*, Paris, Seuil, 2016.

HÉRAN François, « Réponse à l'ouvrage de Stephen Smith, *La ruée vers l'Europe* », (site du collège de France), 2019.

HILTON Ann, *The Kingdom of Kongo*, Oxford, Clarendon Press, 1985.

HOERDER Dirk, *Migrations and Belongings 1870-1945*, Cambridge, Mass., The Bellknap Press of Harvard University, 2012.

HORTON M. et MIDDLETON J., *The Swahili*, Blackwell, Oxford, 2000.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH Myriam, *Le Cap, ville sud-africaine. Ville blanche, vies noires*, Paris, L'Harmattan, 1999.

HUGON Anne, *L'Afrique des explorateurs*, Paris, Découvertes Gallimard, t. I, *Aux sources du Nil*, 1991 ; t. II, *Vers Tombouctou*, 1994.

HUNWICK John, *Timbuktu and the Songhay Empire*, Leiden, Brill, 2003.

JONES S. C., STEWART B. A. (eds.), *Africa from MIS 6-2. Population Dynamics and Paleoenvironments*, Vertebrate Paleobiology and Paleoanthropology Series, Springer Nature, 2016.

KELLY Samantha (ed.), *Companion to Medieval Ethiopia*, Boston, Brill, 2020.

KELSALL Tim, *Business, Politics and the State in Africa. Challenging Orthodoxies on Growth and Transformation*, Londres/New York, Zed Books, 2013.

KING Nicholas B., « Security, Disease, Commerce: Ideologies of Postcolonial Global Health », *Social Studies of Science*, n° 32, 2002.

KIPRÉ Pierre, *Villes de Côte d'Ivoire 1893-1940*, Abidjan/Dakar/Lomé, NEA, 1985.

KI-ZERBO Joseph, MOKHTAR Mohamed Gamal et BOAHEN Albert Adu (dir.), *Histoire générale de l'Afrique*, Paris, UNESCO, 7 vol., 1980-1987.

LACHENAL Guillaume, « Le stade Dubaï de la santé publique. La santé globale en Afrique entre passé et futur », *Tiers Monde*, 215/3, 2013.

LACHENAL Guillaume *Le médicament qui devait sauver l'Afrique. Un scandale pharmaceutique aux colonies*, Paris, La Découverte, 2014.

LARSON Pier, *History and Memory in the Age of Enslavement: Becoming Merina in Highland Madagascar, 1770-1822*, James Currey, Oxford, 2000.

LAST Murray, « Le califat de Sokoto et Borno », in J. F. Ade Ajayi (dir.), *Histoire générale de l'Afrique*, tome VI, Paris, UNESCO, 1996.

LAST Murray, *The Sokoto Caliphate*, London: Longman, 1977.

LAW Robin, *The Slave Coast of West Africa, 1550-1750: The Impact of the Atlantic Slave Trade on an African Society*, Oxford, Oxford University Press, 1991.

LE BLANC Guillaume, BRUGÈRE Fabienne, *La Fin de l'hospitalité*, Paris, Flammarion, 2017.

LE QUELLEC Jean-Loïc, *Art rupestre et préhistoire du Sahara : le Messak libyen*, Paris, Payot & Rivages, 1998.

LE QUELLEC Jean-Loïc, *Arts rupestres et mythologies en Afrique*, Paris, Flammarion, 2004.

« Les empires dans la Grande Guerre », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, n° 390-391, 2016/1.

LESUR Joséphine, « Des pasteurs et des vaches », dans F.-X. Fauvelle (dir.), *L'Afrique ancienne, de l'Acacus au Zimbabwe. 20 000 ans avant notre ère – XVIII^e siècle*, Paris, Belin, 2018.

LEYRIS Thomas, *La Société de Radiodiffusion de la France d'Outre-mer et les indépendances des États africains (1959-1960). Une institution impériale dans la décolonisation*, Mémoire de Master 2, Université de Lille, 2018.

LOVEJOY Paul, *Une histoire de l'esclavage en Afrique : Mutations et transformations*, Paris, Karthala, 2017.

LOVEJOY Paul, "The Jihad of 'Uthman Dan Fodio in the Central Bilad Al-Sudan", in *Jihad in West Africa during the Age of Revolutions*, Athens, Ohio University Press, 2016.

LÜTZELSCHWAB Claude, « Populations et économies des colonies d'implantation européennes en Afrique (Afrique du Sud, Algérie,

Kenya et Rhodésie du Sud) », *Annales de démographie historique*, n° 1113, 2007/1, p. 33-58.

LYNCH Gabrielle, CRAWFORD Gordon, « Democratization in Africa 1990–2010: An Assessment », *Democratization*, 18 (2), 2011.

MALEY Jean et VERNET Robert, « Peuples et évolution climatique en Afrique nord-tropicale, de la fin du Néolithique à l'aube de l'époque moderne », *Afriques* [En ligne], 04, 2013, consulté le 11 mai 2015, <http://afriques.revues.org/1209>.

M'BOKOLO Elikia, *Afrique noire. Histoire et civilisation*, Tome 2, *Du XIX^e siècle à nos jours*, 3^e éd., Paris, Hatier-AUPELF, 2008.

MCCASKIE T. C., *State and Society in Pre-Colonial Asante*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

MEDARD Henri, *Le Royaume du Buganda au XIX^e siècle, Mutations politiques et religieuses d'un grand État d'Afrique de l'Est*, Paris, Karthala, 2007.

MEMEL-FOTE Harris, *L'Esclavage dans les sociétés lignagères de la forêt ivoirienne (XVII^e-XX^e siècle)*, Paris, Éditions du CERAP/IRD, 2007.

MICHEL Joël, *Colonies de peuplement. Afrique XIX^e-XX^e siècles*, CNRS éditions, 2018.

MICHEL Marc, *L'Afrique dans l'engrenage de la Grande Guerre (1914-1918)*, Paris, Karthala, 2013.

MONROE J.C., *The Precolonial State in West Africa: Building Power in Dahomey*, New York, Cambridge University Press, 2014.

NUGENT Paul, *Africa since Independence: A Comparative History*, Palgrave Macmillan, Second Edition, 2012 [2004].

ORHONLU Cengiz, *Osmanlı İmparatorluğu'nun Güney Siyaseti: Habeş Eyaleti*, Istanbul, Türk Tarihi Kurumu, 1974.

PESCHEUX Gérard, *Le Royaume asante (Ghana) : parenté, pouvoir, histoire, XVII^e-XX^e siècles*, Paris, Karthala, 2003.

PITON Florent, *Le Génocide des Tutsi du Rwanda*, Paris, La Découverte, 2015.

PRADINES Stéphane, *Gedi, une cité portuaire swahilie. Islam médiéval en Afrique orientale*, Le Caire, IFAO, 2010.

PRUDHOMME Claude, *Missions chrétiennes et colonisation (XVI^e-XX^e siècle)*, Paris, Cerf, 2004.

PRUNIER Gérard, *Africa's World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

RAISON Françoise, *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle, Invention*

d'une identité chrétienne et construction de l'État, Paris, Karthala, 1991.

RANDRIANJA Solofo & ELLIS Stephen, *Madagascar: A Short History*, Chicago, The University of Chicago Press, 2009.

« Regards croisés sur les transitions africaines et arabes », *Revue internationale de politique comparée*, 20 (2), 2013.

REY Kea et LAW Robin (eds), *From Slave Trade to 'Legitimate' Commerce: The Commercial Transition in Nineteenth-Century West Africa*, Cambridge University Press, 1995.

RILLY Claude, *La Langue du royaume de Méroé : un panorama de la plus ancienne culture écrite d'Afrique subsaharienne*, Paris, Champion, 2007.

ROBION-BRUNNER Caroline, « L'Afrique des métaux », dans F.-X. Fauvelle, *L'Afrique ancienne, de l'Acacus au Zimbabwe. 20000 ans avant notre ère – XVII^e siècle*, Paris, Belin, 2018.

SAAD Elias, *Social History of Timbuktu: the Role of Muslim Scholars and Notables 1400-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

SALVAING Bernard, « Missions chrétiennes, christianisme et pouvoirs en Afrique noire, de la fin du XVIII^e aux années 1960 », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, n° 350, 2006, p. 295-333.

SAMUEL Boris (dir.), Dossier spécial « Raisons et imaginaires de la planification », *Politique Africaine*, n° 145, mars 2017.

SANCHEZ Samuel F., « État marchand et État agraire dans l'océan Indien occidental : le sultanat de Zanzibar et le royaume de Madagascar au XIX^e siècle », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 128, 2015, p. 37-57.

SCHNEIDER Pierre, « L'Afrique antique, de Carthage à Aksum (IX^e siècle avant notre ère – VI^e siècle de notre ère) », dans F.-X. Fauvelle, *L'Afrique ancienne, de l'Acacus au Zimbabwe. 20 000 ans avant notre ère – XVII^e siècle*, Paris, Belin, 2018.

SCOTT James C., *La Domination et les arts de la résistance, fragments du discours subalterne*, Paris, éditions Amsterdam, 2008 [1990].

SHERIFF Abdul M., *Slaves, Spices and Ivory in Zanzibar: Integration of an East African Commercial Empire into the World Economy, 1770-1873*, Londres, James Currey, 1987.

SIBEUD Emmanuelle, *Une science impériale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France, 1878-1930*, Paris, Éd. de l'Ehess, 2002.

SINOU Alain, *Comptoirs et villes coloniales du Sénégal*, Karthala/ORSTOM, 1993.

SMITH Étienne, *L'Afrique. 50 cartes et fiches*, Paris, Ellipses, 2009.

SOLOFO Randrianja, *Sociétés et luttes anticoloniales à Madagascar (1896-1946)*, Paris, Karthala, 2001.

SOULILLOU Jacques (éd.), *Rives coloniales. Architectures de Saint Louis à Douala*, 1993, Marseille, Parenthèses/Orstom.

SURUN Isabelle, *Dévoiler l'Afrique ? Lieux et pratiques de l'exploration (Afrique occidentale, 1780-1880)*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2018.

SWANSON Maynard W., "The Sanitation Syndrome: Bubonic Plague and Urban Native Policy in the Cape Colony, 1900-1909", *The Journal of African History*, 18 (3), 387-410, 1977.

THIBON Christian, *Histoire démographique du Burundi*, Paris, Karthala, 2004.

THORNTON John K., *The Kingdom of Kongo: Civil War and Transition 1641-1718*, Madison, University of Wisconsin Press, 1983.

TOUVAL Saadia, « Treaties, Borders and the Partition of Africa », *The Journal of African History*, vol. 7, n° 2, 1966, p. 279-293.

TUKUR Mahmud, *British Colonisation of Northern Nigeria, 1897-1914: A Reinterpretation of Colonial Sources*, Dakar I, Amalion Publishing, 2016.

UHLIG Siegbert (dir.), *Encyclopédia Aethiopica*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, vol. 1 (2003), vol. 2 (2005), vol. 3 (2008), vol. 4 (2010), vol. 5 (2014).

USMAN Yusufu Bala (ed.), *Studies in the History of the Sokoto Caliphate: The Sokoto Seminar Papers*, Zaria, Ahmadu Bello University, 1979.

VANDERVORT Bruce, *Wars of Imperial Conquest in Africa, 1830-1914*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 1998.

VANSINA Jan, *Sur les sentiers du passé en forêt. Les cheminements de la tradition politique ancienne de l'Afrique équatoriale*, Louvain-la-Neuve, UCL et Centre Aequatoria, 1991.

VANSINA, Jan, *Le Rwanda ancien. Le royaume nyinginya*, Paris, Karthala, 2001.

VOS Jelmer, *Kongo in the Age of Empire: The Breakdown of a Moral Order*, Madison, University of Wisconsin Press, 2015.

WELSBY D.A., *The Medieval Kingdoms of Nubia: Pagans, Christians and Muslims on the Middle Nile*, Londres, The British Museum Press, 2002.

WESSELING Hendrik, *Le Partage de l'Afrique, 1880-1914*, Paris, Denoël, 1996.

WIHTOL DE WENDEN Catherine, *Atlas des migrations*, Paris, Autrement, 2018.

WILKS I., *Asante in the Nineteenth Century: The Structure and Evolution of*

a Political Order, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

WYNNE-JONES S., LAVIOLETTE A. (eds), *The Swahili World*, Routledge, Abingdon & New York, 2018.

YARAK, L. W., *Asante and the Dutch: 1744-1873*, Oxford, Clarendon Press, 1990.

YENGO Patrice, *La Guerre civile du Congo-Brazzaville 1993-2002. Chacun aura sa part*, Paris, Karthala, 2006.

ZORN Jean-François, « Mission et colonisation, l'étonnant parallélisme des "cas" protestants et catholiques aux XIX^e-XX^e siècles », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, n° 380-381, p. 17-34, 2013.

Les auteurs

Jean-Pierre Bat, archiviste paléographe, agrégé et docteur en histoire, est chercheur associé au CNRS (IMAf) et à l'École des chartes. Ses travaux portent sur la Françafrique et sur les régimes autoritaires d'Afrique centrale. Il est notamment l'auteur du *Syndrome Foccart* (Gallimard, 2012) et de *La Fabrique des barbouzes* (2015).

Amélie Chekroun est historienne, chargée de recherche au CNRS, rattachée à l'Irémam (Aix-Marseille Université). Elle est l'auteur de *Les djihâds de l'imām Aḥmad (Éthiopie, XVI^e siècle)*. *Lectures du Futūḥ al-Ḥabaša*, à paraître.

Gérard Chouin enseigne l'histoire médiévale et moderne de l'Afrique au sein du département d'histoire de l'Université William & Mary (Virginie, USA). Ses derniers travaux portent sur l'impact de la peste noire en Afrique subsaharienne, et sur l'archéologie et l'histoire atlantique du continent.

Hadrien Collet est historien, membre scientifique de l'Institut français d'archéologie orientale (Le Caire). Ses recherches portent sur l'Afrique médiévale, et particulièrement sur le Sahel occidental et l'Égypte, ainsi que les manuscrits arabes ouest-africains de la période post-médiévale.

Catherine Coquery-Vidrovitch est professeur émérite de l'université Paris-Diderot. Elle a récemment publié *L'Afrique des routes, Histoire de la circulation des hommes, des richesses et des idées à travers le continent africain* (dir.), catalogue d'exposition, Musée du Quai Branly/Actes Sud, 2017 et *Les Routes de l'esclavage africain du VI^e au XX^e siècle*, Albin Michel, 2018.

Anne Cornet est docteure en histoire, chercheuse qualifiée au Musée royal de l'Afrique centrale et membre associée de l'Académie royale des sciences d'outre-mer. Elle a publié en 2014 *Les femmes et les enfants d'abord ? L'action des missionnaires occidentales pour la protection maternelle et infantile au Rwanda* aux Presses universitaires de Namur.

Rémi Dewièrre est historien à l'université de Warwick. Après un doctorat à Paris 1, il a été chercheur à l'EHESS et Max Weber Fellow à l'EUI. Spécialiste des sociétés islamiques du Sahel à l'époque moderne, il a publié *Du lac Tchad à La Mecque. Le sultanat du Borno et son Monde* (XVI^e-XVII^e siècle).

Marcel Dorigny est enseignant honoraire de l'université Paris 8, a été secrétaire général de la Société des études robespierriste, rédacteur en chef puis directeur de *Dix-huitième siècle*. Membre du Comité de

réflexion et de proposition pour les relations franco-haïtiennes, il a aussi été membre du Comité pour la Mémoire de l'esclavage et président de l'Association pour l'étude de la colonisation européenne.

François-Xavier Fauvelle est professeur au Collège de France et spécialiste de l'histoire de l'Afrique ancienne, qu'il aborde en historien et archéologue. Il est notamment l'auteur du *Rhinocéros d'or. Histoires du Moyen Âge africain* (Alma, 2013, Gallimard « folio », 2015), le coauteur de *Vols de vaches à Christol Cave. Histoire critique d'une image rupestre d'Afrique du Sud* (Publications de la Sorbonne, 2009, avec J.-L. Le Quellec et F. Bon) et le coordinateur de *L'Afrique ancienne, de l'Acacus au Zimbabwe. 20 000 ans avant notre ère – xvii^e siècle* (Belin, 2018).

Odile Goerg est professeure d'histoire de l'Afrique contemporaine à l'université Paris Diderot-UP, membre du CESSMA (UMR 245). Ses recherches concernent l'histoire économique, culturelle et sociale dans le contexte urbain. Son dernier ouvrage est *Fantômas sous les tropiques. Aller au cinéma en Afrique coloniale*, Vendémiaire, 2015.

Anthony Guyon, docteur en histoire militaire, enseignant agrégé à Sciences Po et en lycée, est l'auteur d'une thèse de doctorat, « De l'indigène au soldat. Les tirailleurs sénégalais en France de 1919 à 1940. Approche anthropologique et prosopographique », sous la direction de Hubert Heyriès, Montpellier 3, 2017.

Vincent Hiribarren est maître de conférences à King's College London. Il est spécialiste de l'histoire du Nigeria et a publié deux livres sur l'histoire du Borno (*A History of Borno*, Hurst et Oxford University Press, 2017 et *Un manguier au Nigeria*, Plon, Terre Humaine, 2019).

Myriam Houssay-Holzschuch, professeure de géographie à l'université Grenoble Alpes, UMR 5194 PACTE. Elle a récemment coécrit, avec L. Amilhat Szary, I. Basso, N. Ghermani, S. Mekdjian, J.-P. Stassen et S. Venayre, *Histoires de frontières, une enquête sud-africaine* (Manuella Editions, 2017).

Guillaume Lachenal est professeur au Médialab à Sciences Po. Il travaille sur l'histoire et l'anthropologie des épidémies. Il a notamment publié *Le médicament qui devait sauver l'Afrique* (La Découverte, 2014) et *Le médecin qui voulut être roi* (Seuil, 2017).

Jean-Loïc Le Quellec est anthropologue et spécialiste des images rupestres du Sahara. Directeur de recherche émérite à l'Institut des Mondes africains et auteur, avec Bernard Sergent, du *Dictionnaire critique de mythologie* paru en 2017, il s'intéresse particulièrement aux relations entre mythes et arts rupestres.

Thomas Leyris est professeur agrégé et doctorant à l'université de

Lille / IRHiS. Il consacre sa thèse à la radiodiffusion dans l'Afrique subsaharienne française au temps des décolonisations (1946-1969).

Catarina Madeira-Santos est maîtresse de conférences à l'EHESS, membre de l'IMAf et associée au Groupe d'Études Ibériques. Elle enseigne l'histoire de l'Afrique centrale et de l'Empire portugais. Ses recherches et ses publications portent sur les villes coloniales, les archives africaines de l'Angola et du Kongo et la construction du projet impérial des Lumières pour l'Afrique.

Henri Médard est professeur d'histoire de l'Afrique contemporaine à Aix-Marseille Université et membre de l'Institut des Mondes africains. Il a codirigé l'ouvrage *Traites et esclavages en Afrique orientale et dans l'océan Indien*, Paris, Karthala, 2013 (avec M.-L. Derat, Th. Vernet et M.-P. Ballarin).

Clément Ménard est le secrétaire scientifique du Centre français des études éthiopiennes à Addis-Abeba. Préhistorien, spécialisé dans l'étude des outillages en pierre de la charnière Pléistocène supérieur-Holocène, il dirige la mission archéologique « LSA Sequence in Ethiopia ».

Joël Michel, docteur en histoire, universitaire puis fonctionnaire parlementaire, s'est consacré à l'histoire comparative de l'Europe industrielle, de la violence raciale, et récemment de la présence européenne en Afrique avec *Colonies de peuplement. Afrique XIX^e-XX^e siècles*, CNRS éditions, 2018.

Stéphane Pradines est professeur d'art et d'architecture islamiques à l'université Aga Khan de Londres. Il est spécialiste d'archéologie islamique et travaille sur deux thèmes principaux, la culture matérielle de guerre et le rôle de l'islam dans le commerce maritime international.

Boris Samuel est chargé de recherche à l'IRD, au CESSMA / université Paris Diderot. Ses travaux proposent une sociologie politique de la statistique en Afrique de l'Ouest et du Nord. Il a dirigé le dossier « Raisons et imaginaires de la planification » (*Politique Africaine* n° 145, mars 2017).

Samuel F. Sanchez est maître de conférences en histoire contemporaine de l'Afrique (université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / IMAf). Ses recherches portent sur l'histoire économique et sociale de l'océan Indien et de Madagascar. Sa thèse sur le nord-ouest de Madagascar au XIX^e siècle est en cours de publication.

Robin Seignobos est membre scientifique à l'Institut français d'archéologie orientale (Le Caire). Historien arabisant, ses recherches portent sur l'histoire médiévale de l'Égypte et de la Nubie. Il est l'auteur de nombreux articles sur la question, dont dernièrement : « La

Nubie, des royaumes chrétiens à la domination islamique (vi^e-xv^e siècle) », 2018.

Emmanuelle Sibeud est professeure d'histoire à l'université Paris 8 et membre de l'IDHES (UMR 8533). Elle s'intéresse à l'histoire intellectuelle de la colonisation en Afrique. Parmi ses publications : *Cultures d'empires. Circulations, échanges et affrontements culturels en situation coloniale* (Paris, Karthala, 2015).

Étienne Smith est maître de conférences en science politique à Sciences Po Bordeaux, membre du laboratoire Les Afrique dans le Monde (LAM). Dernier ouvrage paru : *Les hussards noirs de la colonie. Instituteurs africains et petites patries en AOF (1913-1959)*, Paris, Karthala, 2018 (avec Céline Labrune-Badiane).

Isabelle Surun est professeur en histoire contemporaine à l'université de Lille et spécialiste de l'histoire comparée des colonisations en Afrique. Elle est co-rédactrice en chef d'*Outre-Mers, Revue d'histoire*. Elle a récemment publié *Dévoiler l'Afrique ? Lieux et pratiques de l'exploration (Afrique occidentale, 1780-1880)* (Éditions de la Sorbonne, 2018) et a dirigé *Les sociétés coloniales à l'âge des Empires, 1850-1960* (Atlande, 2012).

Catherine Wihtol de Wenden est directrice de recherche émérite au CNRS et enseigne à Sciences Po. Politologue et juriste de formation, elle est spécialiste des migrations internationales et auteur de nombreux ouvrages dont *l'Atlas des migrations*, Autrement, 3^e édition, 2018 et *l'Atlas des droits de l'homme* (dir.), Autrement, 2018.